Jordi Solé Tura

30 août 1991.

A l'attention de Mr. G. Dufour,

Mon cher ami.

Voici mes observations sur les avant-projets relatifs au Haut-Karabakh.

Jusqu'à lundi 5 vous me trouverez chez moi.

Cordialement

JST

(3).2803545
El Pedró de la Creu, 21, àt. 1.ª - Tel. (93) 205 08 14 - 08034 BARCELONA

JORDI SOLE TURA

OBSERVATIONS SUR LES AVANT-PROJETS DE RECCOMANDATION, DE RÉSOLUTION ET DE DIRECTIVE ET L'AVANT-PROJET DE RAPPORT SUR LE CONFLIT DU HAUT-KARABAKH.

I. Je crois qu'il faut unifier ou faire, en tout cas,plus concordant,le commencement de l' Avant-Projet de Recommandation et celui de Résolution. Dans le premier (point 3) on "Note avec satisfaction que le cessez-le-feu, etc", tandis que dans le deuxième (Point 1) on "Constate avec préoccupation que le cessez-le-feu, etc.". Au fond, les deux textes dissent la même chose.Il vaut mieux,donc, le dire de la même façon .

II. Dans l'Avant-Projet de Directive il faut mentioner (dans le point 2) que malgré l'accord de cessez-le-feu il n'y a pas encore d'accord de paix et qu'il faut agir pour arriver à cet accord, sans lequel il est impossible d'arriver à une décission définitive sur les demandee de statut d'invité spécial.

III. Sur l'Avant-Projet de Rapport:

1. En général, je crois qu'il faut supprimer toutes les mentions des sources, parce que toutes sont des journaux ou des revues russes. Il faut, aussi, supprimer les paragraphes dans lequels on fait des considérations générales sur les intentions politiques de tel ou tel pays --surtout la Russie et la Turquie. Il faut se limiter aux faits constatés.

2. Je propose, en outre, les modifications suivantes:

Pag.3. Supprimer la première ligne ("Géographiquement le Haut-Karabakh se situe a l'ouest de l'Azerbaïdjan").

Pag.3. Supprimer le paragraphe qui commence avec"Le conflit sanglant du Hau-Karabakh.." et finit para ".. Soumgaït en février 1988".

Pag.4. Par.5. Remplacer la phrase ".. L'ensemble de la classe politique de Bakou.." par "Tous les dirigeants politiques de l'Azerbaïdjan..". Supprimer aussi le paragraphe suivant("Nous examinerons....perspectives de solution").

Pag.5. Aprés la titre "Le rôle de la Russie", faire des deux paragraphes suivants un seul:"La Transcaucasie est consideré par le gouvernement de la Russie comme faisant partie du concept geopolitique de "l'étranger proche".A ce sujet,il faut rappeler que l'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie en 1991 et la Géorgie en 1993, a rejoint la CEI le 24 septembre 1993."

Pag.5.Dernier paragraphe, remplacer "Gaïdar Aliev" par "..le président Gaïdar Aliev".

Pag.6. Paragraphe 3: Au lieu de "Pour la Russie..", dire "Pour le gouvernement de la Russie"...

Pag.6 L'alinéa sur la rôle de la Turquie doit être rédigé d'une autre façon. Je propose la rédaction suivante:

"Pour la Turquie, la Transcaucasie est aussi une zone d'intêret strategique.Aujourd'hui, il est évident qu'il y a des signes de tension dans les relations entre la Turquie et l'Arménie.Jusqu'à maintenant le gouvernement de la Turquie a refusé détablir des relations diplomatiques avec l'Arménie et on peut parler d'une participation turque au blocus des voies de communication arméniennes.

Mais, en septembre 1993, la nouvelle Premiée Ministre de Turquie, Mme. Tansu Çiller a rencontré le Président Boris Eltsine a Moscou. A l'issue de la rencontre.....(le reste ,comme le texte actuel, jusqu'à ".. composition mixte de ces forces ", meixs remplaçant le verbe ".. Ankara exige" par "Ankara préfere".

C'est tout. Il faut, donc, supprimer les paragraphes qui commencent par "En outre,on assiste...", "Selon la Nezavissimaïa Gazeta..." et ".. Il semble aujourd'hui".

Pag.7 Premier paragraphe aprés le sous-titre a)CSCE:

- Nouvelle rédaction des deux premières lignes:"En mars 1992, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe a décidée de convoquer à Minsk, etc.."
- Supprimer les deux dernières lignes du paragraphe:"Le rôle principal est joué..... Transcaucasie".

Pag.7. paragraphe suivant. Première ligne:Dire "Mr.Mario Raffaelli".

Deuxième ligne:supprimer l'adjectif:" nouveau".

Pag.7. Paragraphe suivant. Première et deuxième lignes:supprimer la prhase:" (la levée du blocus des voies de communication constitue son souci principal)".

Pag.8. Paragraphe premier. Dire, "Mr.Jan Eliasson" et supprimer les quatre dernières lignes, à partir de "...il faut apprécier les efforts deployés.....dans la consultation". On dit le même chose vers la fin du rapport .

Pag.9. Aprés le sous-titre "a)Azerbaïdjan" supprimer "Bakou" et remplacer par "Le gouvernement de l'Azerbaïdjan". De même dans le paragraphe suivant.

Pag.10. Supprimer le paragraphe troisième:"La direction du Haut-Karabakh souhaite le déploiement des forces d'interposition russes dans la région". Ce n´'est pas clair et d'aprés les interventions des répresentants du Haut Karabakh (Annexes I et II) il semble plutôt qu'ils préferent des forces d'interposition de l'ONU avec participation russe.

Pag.10.Aprés le sous-titre " c)Armenie", remplacer "Erevan" par "Le gouvernement arménien. Lignes 2 et 3: supprimer ..."déclare ne nourrir aucune revendication térritoriale a l'egard de ses voisins".

Pag.10. SUPPRIMER L'ENSEMBLE DU POINT 7:Les perspectives de réglement du conflit. Je crois qu'on ne peut pas faire des speculations sur le mandat de l'ONU ou sur la tutelle russe. On ne peut parler que de les perspectives actuelles et concrètes et je crois que dans la page 12 on dit l'essentiel: qu'il y a deux plans de paix -- celui de la CSCE et celui de la Russie -- et qu'il faut les rendre compatibles. On ne peut dire rien d'autre en ce qui concerne les perspectives immediates.

Pag.11. Dernière ligne: supprimer l'adjectif ".. puissants.." en ce qui concerne la Russie et la Turquie.

Pag.12. Paragraphe 5: supprimer la dernière ligne: ".. tout en reconnaissant le rôle essentiel qu'est appelée a jouer la partie russe".

---

* INFORME DE TRANSMISION *

Identif.: NUM.:93 2803545 Fecha: 30-08-94 19:44

Fecha/Hora	30-08 19:42
Num. Marcado	07/3388412781
Interlocutor	33 88 41 27 81
Tiempo	2'24"
Modo	NORM
Pag.	5
Resultado	Correcto

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 13 janvier 1994
s:/nm/fdocs/fan1.94

AS/NM (94) 1

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

SITUATION AU HAUT-KARABAKH

Document préparé par le Greffe de l'Assemblée
sur les instructions du Président
de la Commission

Le présent document comporte deux articles sur le Haut-Karabakh parus dans la Nezavissimaïa Gazeta (journal indépendant de Russie) du 12 mai et du 10 septembre 1993 et repris dans "Problèmes économiques et sociaux" du 31 décembre 1993 de la Documentation Française.

Ces deux articles pourraient être utiles aux participants à l'audition sur le Haut-Karabakh qui se tiendra le 24 janvier 1994 à Strasbourg.

Quelles solutions pour le Haut-Karabakh ?

Territoire sous mandat international...

Khanbabian (Armen). – *«Karabakh – podmandatnaïa territoriia OON ?» [Le Karabakh : un territoire sous mandat de l'ONU ?].* Nezavisimaïa Gazeta, *Moscou, 12 mai 1993.*

L'affrontement arméno-azéri au Karabakh est, depuis longtemps, sur le point de dégénérer en une guerre généralisée. L'escalade permanente de la violence, les accusations mutuelles d'agression, en réactivant l'aspect purement militaire du conflit, en font oublier les circonstances et les causes. Celles-ci ne résident pas dans une quelconque haine de deux peuples, ni dans des différences confessionnelles, mais dans le choc de deux principes égaux du droit : le droit des nations à l'autodétermination, et le principe de l'intangibilité des frontières. Si l'on veut résoudre ce problème dans le cadre en vigueur, c'est-à-dire en donnant la primauté au principe de l'intangibilité des frontières tel qu'on l'entend aujourd'hui, on a peu de chances de parvenir à la paix dans la région. Même un cessez-le-feu immédiat et sans préalable, tel que le demande instamment Erevan, ne peut être, étant donné le contexte général, qu'un palliatif. Et s'il est suivi de négociations sur le futur statut du Karabakh, étant donné l'incompatibilité des deux approches, les pourpalers risquent d'aboutir à de maigres résultats; dans le meilleur des cas, ils permettront d'arriver à une situation de «ni guerre-ni paix» qui sera utilisée pour préparer une reprise des combats.

L'Azerbaïdjan trouve plutôt son compte dans la mollesse des négociations menées sous l'égide de la CSCE dans la mesure où celle-ci cherche à maintenir le *statu quo* territorial. Mais l'Arménie n'est pas hostile à la médiation de la CSCE; elle a déclaré qu'elle n'avait pas de revendications territoriales à l'égard de ses voisins, insistant seulement pour que Stepanakert prenne part aux négociations en toute autonomie. Pour le moment, Bakou proteste vivement contre toute reconnaissance indirecte de l'indépendance du Karabakh, mais il est évident que, sans la participation du Karabakh aux pourparlers sur un pied d'égalité, ceux-ci sont condamnés.

La modernisation du principe de l'intangibilité des frontières permettrait de sortir de ce cercle vicieux. C'est d'ailleurs ce qui se produit avec la liquidation de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, avec la réunification de l'Allemagne et l'indépendance plébiscitée de l'Erythrée. Nombre de frontières en Europe, et ailleurs, n'existent plus. Le désir de la CSCE de maintenir ce processus dans le cadre des anciennes frontières administratives internes aux Etats se comprend parfaitement : la stabilité territoriale est actuellement le fondement de l'ordre international. Pourtant, les frontières intérieures n'ont jamais été reconnues comme des frontières d'Etat. Le principe de l'intégrité territoriale n'est pas absolu et le droit international légitimise les restrictions qui lui sont apportées lorsque, par exemple, les droits de l'homme sont bafoués. La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies a sensiblement limité la souveraineté de Bagdad dans la partie du territoire irakien où le régime de Saddam Hussein violait les droits de la personne. La reconnaissance par certains Etats de l'indépendance de l'Erythrée est intervenue avant que l'Ethiopie ne prenne la même décision. Le référendum sur l'indépendance du Haut-Karabakh s'est déroulé en décembre 1991. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré récemment que la communauté internationale pourrait reconnaître cette indépendance si l'Azerbaïdjan y consentait. (...)

Il faut donc moderniser le principe de l'intangibilité des frontières, le faire évoluer de telle sorte qu'un Etat ne puisse accroître son territoire au détriment d'un autre. Ce principe permettrait de conjuguer le droit à l'autodétermination avec la volonté de contrer les tendances au découpage territorial du monde. Concrètement, cela signifierait que l'Arménie ne pourrait pas annexer le Karabakh, mais aussi que l'Azerbaïdjan ne pourrait plus combattre les habitants

du Karabakh. D'ailleurs cette solution n'implique pas obligatoirement la rapide reconnaissance de la République du Haut-Karabakh comme sujet du droit international. Ce territoire doit préalablement «mûrir», non seulement politiquement mais aussi économiquement. Si l'ONU faisait du Karabakh un territoire sous mandat pendant quinze à vingt ans, cela constituerait, dans les circonstances présentes, la meilleure solution au problème.

...ou sous parrainage russe ?

Khanbabian (Armen). – *«V Armenii aktivno obsoujdaïout vizit Gueïdara Alieva v Moskvou» [En Arménie on discute activement de la visite à Moscou de Gueïdar Aliev].* Nezavisimaïa Gazeta, *Moscou, 10 septembre 1993 (extrait).*

Le Kremlin a obtenu en Azerbaïdjan des changements qui lui sont favorables en exploitant le facteur du Karabakh. Ce sont précisément les succès militaires du Karabakh qui ont provoqué une déstabilisation de l'Azerbaïdjan et un changement de direction à Bakou. On craint donc en Arménie que, dès que Moscou aura résolu ses propres problèmes, elle ne change substantiellement d'attitude à l'égard de ce qui se passe dans la région. Certains analystes arméniens envisagent le retour probable des troupes russes dans la zone du conflit et sont enclins à penser que, au cas où le rapprochement russo-azerbaïdjanais se poursuivrait, elles pourraient être utilisées contre les forces d'autodéfense du Karabakh, comme cela a déjà été le cas en 1991 et en 1992. Quoi qu'il en soit, on sait de sources non officielles que certains représentants haut placés de l'armée et de la diplomatie russes ont fermement prévenu Stepanakert qu'il fallait arrêter ses opérations militaires. On dit également qu'un nouveau contingent militaire russe pourrait connaître le même sort que les détachements soviétiques, désarmés, comme on le sait, par les activistes du Front populaire d'Azerbaïdjan et dont les armes et les munitions ont servi de base à la constitution d'une partie de l'armée nationale azérie.

Dans un cas comme dans l'autre, le retour de la Russie en Azerbaïdjan et le renforcement de son influence militaire peuvent jouer un rôle substantiel dans le dénouement de la crise politique du Karabakh. Selon toute vraisemblance, le Kremlin, instruit par son amère expérience, se gardera bien de soutenir ostensiblement et unilatéralement l'Azerbaïdjan et, à plus forte raison, d'utiliser directement la force armée au Haut-Karabakh. Une défaite totale de Stepanakert, la restauration de la tutelle sans partage de Bakou dans la région, ne seraient pas bon pour Moscou car elle perdrait son levier le plus efficace sur l'Azerbaïdjan. Mais, dans le même temps, il est peu probable que la Russie soutienne la République du Haut-Karabakh dans son désir de donner une forme juridique à son actuel statut d'indépendance dans la mesure où cela signifierait la division territoriale d'un allié potentiel puissant dans le cadre de la CEI; de plus, l'intégration probable du Karabakh à l'Arménie accroîtrait l'indépendance d'Erevan, ce qui n'entre pas davantage dans les plans des stratèges du Kremlin.

Il est donc vraisemblable que la Russie sera favorable au maintien juridique du Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan, mais qu'elle essaiera de lui obtenir un statut nouveau de type confédéral. Pratiquement, cela signifierait une autonomie réelle et importante, naturellement sous le parrainage de la Russie, car elle seule est en mesure de garantir l'exécution des traités. Etant donné les précédents de l'Abkhazie et de la Bosnie, on peut en inférer que le Kremlin en tiendra compte pour résoudre cette question. La Russie pourrait en outre obtenir que la communauté internationale l'autorise à contrôler la situation militaire et politique dans la région. Il est plus que probable que ce problème sera examiné au cours des consultations officieuses de la CSCE qui reprennent dans le cadre du groupe de Minsk.

Il y a tout lieu de penser que cette solution satisfera les parties en conflit dans la mesure où elle leur permettrait de sortir de la guerre sans perdre la face. La République du Haut-Karabakh deviendrait alors un *dominion* de la Russie, ce qui constituerait le dénouement le plus extraordinaire et le plus inattendu pour ce conflit vieux de cinq ans et demi.

COUNCIL OF EUROPE | CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 16 août 1994
s:/nm/fdocs/fan21.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 21

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

Avant-projet de rapport sur le conflit du Haut-Karabakh[1]

(Rapporteurs: MM. Pfuhl et Sole Tura)

---

1. Ce rapport est basé sur la proposition de résolution 6643, dont le thème principal est le conflit du Haut-Karabakh. C'est donc sur cette question que portera le présent document.

TABLE DE MATIERES

Page

INTRODUCTION 3

1. L'évolution du conflit 4

2. Le rôle de la Russie 5

3. Le rôle de la Turquie 6

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU 7

   a) CSCE 7

   b) ONU 8

5. Le rôle du Conseil de l'Europe 8

6. Le point de vue des parties au conflit 9

7. Les perspectives de solution du conflit 10

   a) Sous mandat de l'ONU 10

   b) Sous la tutelle de la Russie 11

CONCLUSION 11

ANNEXE I

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (24 janvier 1994) 13

ANNEXE II

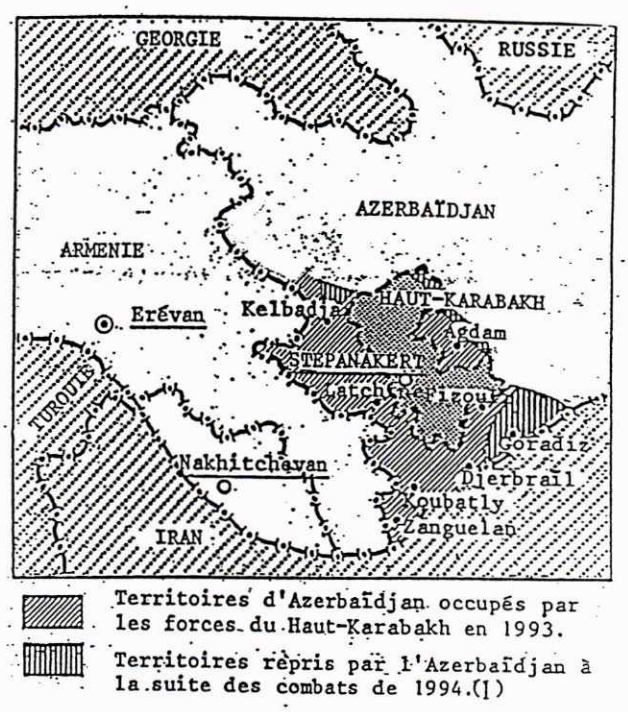
Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (29 juin 1994) 16

INTRODUCTION

Géographiquement le Haut-Karabakh se situe à l'ouest de l'Azerbaïdjan.[1]



Frontières de la région autonome du Haut-Karabakh jusqu'en 1988.



Territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces du Haut-Karabakh en 1993.

Territoires repris par l'Azerbaïdjan à la suite des combats de 1994.([1])

En 1989 la superficie du Haut-Karabakh s'élevait à 4400 km² et sa population à 188.000 habitants (dont environ 145.000 Arméniens, 40.000 Azéris et 3000 Russes).

Le Haut-Karabakh est devenu une région autonome en 1921; de nouvelles frontières ont été fixées pour la région en 1923, qui excluaient le couloir de Latchine reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie, ainsi qu'un certain nombre de régions situées au nord.

Le conflit sanglant du Haut-Karabakh, qui a déjà fait près de 20.000 morts et 1 million de réfugiés, a éclaté en 1988 à la suite d'immenses manifestations organisées par les Arméniens de souche dans la capitale Stépanakert afin d'obtenir le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. A ce moment-là, les Azéris ont réagi très violemment, comme en témoigne le pogrom anti-arménien de Soumgaït en février 1988.

Le 20 février 1988, les députés du Haut-Karabakh ont demandé au Conseil Suprême de l'URSS de transférer à l'Arménie la tutelle exercée sur le Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan; toutefois le 23 mars le Conseil Suprême a décidé de ne pas donner suite à cette demande.

---

1. "Nouvelles de Moscou" du 20/27.2.94.

Le 20 juillet 1988 le Soviet régional du Haut-Karabakh a décidé son détachement de l'Azerbaïdjan et son rattachement à l'Arménie sous le nom de Artsakh.

Le 1er décembre 1989 le Conseil Suprême d'Arménie et le Conseil de l'Artsakh ont voté ensemble en faveur du rattachement de l'Artsakh à l'Arménie et, le 20 mai 1990, les habitants du Haut-Karabakh ont participé aux premières élections libres du Parlement arménien.

Alors que le processus de décomposition de l'URSS s'accélérait, notamment à la suite de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, la création de la République du Haut-Karabakh a été décidée le 2 septembre 1991; au référendum du 10 décembre de la même année, 99 % de la population se sont prononcés en faveur de l'indépendance du Haut-Karabakh. Le 28 décembre se sont déroulées les élections au Parlement du Haut-Karabakh et la proclamation de l'indépendance de la République a eu lieu le 18 janvier 1992.

Du point de vue des autorités du Haut-Karabakh, la légitimité de la nouvelle République se fondait, d'une part, sur le droit des peuples à l'autodétermination (conformément à la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque et aux lois qui permettaient aux populations des régions autonomes de décider elles-mêmes de leur organisation étatique au cas où la République dont elles faisaient partie quittait l'URSS)[1] et, d'autre part, sur la volonté exprimée par le peuple au référendum du 10 décembre 1991.

S'agissant des autorités azéries, elles refusent absolument de reconnaître toute légitimité à la République du Haut-Karabakh et le Parlement d'Azerbaïdjan a même aboli le statut d'autonomie de cette région le 26 novembre 1991. L'ensemble de la classe politique de Bakou défend le principe de l'intangibilité des frontières existantes et estime que la question du Haut-Karabakh est liée aux revendications territoriales de l'Arménie. A ce jour, la République du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucun pays.

Nous examinerons successivement l'évolution du conflit, le rôle joué par la Russie et la Turquie, les efforts de médiation de la CSCE, l'ONU et le Conseil de l'Europe, les points de vue des parties au conflit et les perspectives de solution.

1. L'évolution du conflit

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh s'est progressivement transformé depuis 1989 en véritable guerre, surtout à partir du début de 1992, au moment où l'armée soviétique quittait la région.

En janvier et février 1992, les forces armées azéries ont lancé une offensive massive contre le Haut-Karabakh accompagnée de bombardements aériens, notamment de la capitale Stépanakert.

---

1. Voir article 3 de la loi n° 1409-1 du 3 avril 1990 relative aux questions liées à la sortie d'une République fédérée du cadre de l'URSS.

A partir du printemps 1992, les troupes du Haut-Karabakh ont contre-attaqué et sont parvenues à ouvrir le "couloir de Latchine" entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Attaques et contre-attaques se sont succédées tout au long de l'année 1992. A partir du printemps 1993, les troupes du Haut-Karabakh ont multiplié les succès militaires.

C'est ainsi qu'en septembre 1993, le bulletin d'information du ministère des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan indiquait que "à la suite de la guerre de conquête menée par les forces armées de la République d'Arménie avec l'aide des formations séparatistes des Arméniens du Haut-Karabakh, près de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan ont été envahis".

Quelques semaines plus tard a eu lieu une rencontre entre représentants de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh, au cours de laquelle ils ont conclu un accord de cessez-le-feu jusqu'au 5 novembre.

Toutefois, à partir de la mi-décembre 1993, les forces azéries ont procédé à une contre-attaque et, selon les Izvestia[1], à partir de ce moment-là "au nord du Haut-Karabakh se sont poursuivies des batailles de tanks comparables par leur ampleur aux combats d'importance moyenne de la deuxième guerre mondiale. En même temps se déroulait une guerre de position à proximité de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran".

Le 12 mai 1994 est enfin entré en vigueur un cessez-le-feu qui est plus ou moins respecté depuis lors.

2. Le rôle de la Russie

La Russie considère la Transcaucasie comme "le proche étranger".

Il semble que la Russie cherche à préserver ses intérêts dans la région et à étendre l'influence de la CEI. L'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie en 1991 et la Géorgie en 1993, a rejoint la CEI le 24 septembre 1993.

Le 8 octobre 1993 a eu lieu à Moscou une rencontre entre les Présidents de Russie (Boris Eltsine), d'Arménie (Lévon Ter-Petrossian), d'Azerbaïdjan (Gaïdar Aliev) et de Géorgie (Edouard Chevardnadze). Boris Eltsine y a soumis aux trois dirigeants de Transcaucasie un projet de communiqué commun qui prévoyait l'installation de bases militaires russes en Transcaucasie et l'élaboration de mesures visant à la protection commune des frontières de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec les pays voisins, la Turquie et l'Iran[2]. Selon ce projet, chacune des parties devait s'engager à prendre des mesures immédiates pour débloquer les voies de communication.

Les dirigeants d'Arménie et de Géorgie ont approuvé ce document, mais Gaïdar Aliev ne l'a pas soutenu, estimant que l'adoption d'une telle déclaration ne pouvait intervenir qu'après le retrait des forces arméniennes des territoires azéris occupés.

---

1. Izvestia, 8.2.94.

2. La Pensée Russe, 14/20.10.93.

Par ailleurs, d'autres pays marquent leur désaccord avec les initiatives de Moscou dans la région, notamment les Etats-Unis et la Turquie[1].

Néanmoins, le 18 février 1994 a été signé à Moscou par les parties intéressées le "protocole de Moscou". Il prévoit le cessez-le-feu, la séparation des parties au conflit et la mise en place de zones de sécurité avec la présence d'observateurs internationaux[2].

Pour la Russie, le règlement du conflit ne peut s'effectuer que par étapes:

a) entrée en vigueur d'un cessez-le-feu et déploiement de forces d'interposition

b) retrait des troupes des territoires occupés, rétablissement des voies de communication, retour des réfugiés

c) négociations sur le statut du Haut-Karabakh.

3. Le rôle de la Turquie

L'histoire des siècles passés montre que la Transcaucasie constitue une pomme de discorde traditionnelle entre la Russie et la Turquie.

En septembre 1993, le nouveau Premier Ministre de Turquie, Tansu Çiller, a rencontré Boris Eltsine à Moscou. A l'issue de la rencontre, elle a déclaré que "désormais la Turquie et la Russie ne sont plus des rivaux pour accroître leur influence dans la région, mais des partenaires œuvrant au rétablissement de la sécurité"[3]. Cependant, selon d'autres sources, on assiste à un certain nombre de divergences entre les deux pays en ce qui concerne la Transcaucasie. En particulier, Moscou insiste pour que seules des forces russes puissent être déployées au Haut-Karabakh en tant que forces de maintien de la paix, alors qu'Ankara exige une composition mixte de ces forces.

En outre on assiste à des signes de tension dans les relations entre la Turquie et l'Arménie : le blocus turc des voies de communication arméniennes, la participation d'experts militaires turcs au conflit armé du Haut-Karabakh aux côtés de l'Azerbaïdjan, des manifestations antiarméniennes dans différentes villes de Turquie, des manoeuvres régulières de l'armée turque à proximité de la frontière arménienne et l'insistance d'Ankara à présenter l'Arménie comme une base du terrorisme kurde[4]. La Turquie refuse d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie.

Selon la Nezavissimaïa Gazeta, aujourd'hui seules les troupes russes disposées le long de la frontière entre l'Arménie et la Turquie et la position ferme du Kremlin, qui considère cette frontière comme la limite de la CEI, retiennent Ankara d'intervenir directement dans le conflit du Haut-Karabakh. De plus toute action de guerre contre l'Arménie entraînerait la mise en oeuvre du Pacte de sécurité collective des pays de la CEI, qui a été signé par l'Arménie le 15 mai 1992.

---

1. Nezavissimaïa Gazeta, 11.11.93, et Izvestia, 13.11.93.

2. Izvestia, 3.3.94

3. Nezavissimaïa Gazeta, 30.9.93.

4. Nezavissimaïa Gazeta, 6.11.93.

Il semble aujourd'hui que l'influence de la Russie sur la politique intérieure de l'Azerbaïdjan se soit accrue avec l'arrivée au pouvoir de Gaïder Aliev qui a renversé en été 1993 le Président pro-turc Eltchibey. Le nouveau Président semble devoir donner une nouvelle orientation à la politique de l'Azerbaïdjan à l'égard de la Russie et de la CEI.

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU

La CSCE et l'ONU représentent depuis longtemps d'importants médiateurs dans le conflit du Haut-Karabakh.

a) CSCE

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a commencé à s'occuper du Haut-Karabakh en mars 1992, quand elle a décidé de convoquer à Minsk une conférence internationale avec la participation des parties au conflit. Comme l'Azerbaïdjan refusait de participer à la conférence tant que ne seraient pas restitués les territoires occupés, la CSCE a organisé des réunions préparatoires du "Groupe de Minsk". Sa mission consiste à régler les problèmes empêchant la tenue de la conférence proprement dite. Le Groupe de Minsk comprend onze pays: Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Russie, Suède et Turquie. Le rôle principal est joué par les Etats-Unis, la Russie et la Turquie qui possèdent des intérêts réels en Transcaucasie.

Début octobre 1993, le Président du Groupe de Minsk, Mario Raffaelli, a proposé un nouveau plan de règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Il prévoyait qu'en l'espace d'un mois le Haut-Karabakh devait progressivement retirer ses forces armées des différents territoires occupés. En réponse à chaque pas accompli, l'Azerbaïdjan devait de son côté prendre un certain nombre de mesures : la levée du blocus d'abord du pipe-line gazier, ensuite de la voie ferrée Idjevan-Kazakh, et enfin de toutes les voies de communication[1]. Toutes ces étapes devaient être contrôlées par des groupes d'experts de la CSCE.

L'Arménie a donné son accord à ce plan (la levée du blocus des voies de communication constitue son souci principal), alors que l'Azerbaïdjan lui a réservé une réaction négative, dans la mesure où dans le plan il n'était question ni de la levée du blocus de la République du Nakhitchévan, ni du sort réservé à Latchine. Quant au Haut-Karabakh, il n'a pas donné de réponse positive, bien que pour la première fois il ait été reconnu comme partie au conflit.

Le 8 novembre 1993, à l'issue d'une session ordinaire du Groupe de Minsk à Vienne, un nouveau plan de règlement pacifique du conflit a été présenté. Plusieurs exigences azéries ont été retenues dans ce plan, en particulier le retrait des troupes des territoires occupés et la création des conditions nécessaires au retour des réfugiés dans leurs zones d'habitation. De plus il disposait que la question du statut du Haut-Karabakh ne pourrait faire l'objet de discussions avant l'ouverture de la Conférence de Minsk. L'Arménie et le Haut-Karabakh ont approuvé ce plan, mais non pas l'Azerbaïdjan.

1. La Pensée Russe, 14/20.10.93.

Le nouveau Président du Groupe de Minsk, Jan Eliasson, multiplie actuellement ses efforts pour parvenir à la convergence des plans de paix proposés par la CSCE et la Russie, dont la différence majeure réside dans la composition des forces d'interposition. Pour l'essentiel toutefois les deux plans poursuivent le même objectif; il faut apprécier les efforts déployés tant par la CSCE que par les autorités russes pour rétablir la paix et la sécurité au Haut-Karabakh et encourager Jan Eliasson, Président du Groupe de Minsk de la CSCE, et Vladimir Kazimirov, Ambassadeur chargé de missions spéciales du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, à poursuivre leurs initiatives de paix dans la consultation.

b) ONU

En 1993, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté quatre Résolutions sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh, dans lesquelles il réaffirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise et de tous les autres Etats de la région.

Dans sa Résolution 822 du 30 avril 1993 le Conseil de Sécurité exige l'arrêt immédiat de toute action armée, ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation. De plus il lance un appel pressant aux parties intéressées pour qu'elles reprennent immédiatement les négociations en vue de la solution du conflit dans le cadre du processus de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.

Dans sa Résolution 853 du 29 juillet 1993 le Conseil de Sécurité condamne la prise d'Agdam et de tous les autres territoires de la République d'Azerbaïdjan récemment occupés. Par ailleurs, il lance un appel urgent aux parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de toute action qui pourrait faire obstacle au règlement pacifique du conflit et pour qu'elles poursuivent leurs négociations dans le cadre de la Conférence de Minsk de la CSCE ou grâce à des contacts directs entre elles en vue d'aboutir à une solution définitive.

La Résolution 874 du 14 octobre 1993 engage les parties au conflit à accepter le plan de paix établi par la CSCE le 28 septembre 1993.

Dans sa Résolution 884 du 12 novembre 1993 le Conseil de Sécurité "prie instamment les parties concernées de remettre promptement en vigueur de manière effective et permanente le cessez-le-feu intervenu à la suite de contacts directs pris avec le concours du Gouvernement de la Fédération de Russie pour appuyer le Groupe de Minsk de la CSCE, et de continuer à rechercher un règlement négocié du conflit dans le cadre du processus de Minsk de la CSCE et du "calendrier modifié", tel qu'il a été modifié lors de la réunion du Groupe de Minsk de la CSCE tenue à Vienne du 2 au 8 novembre 1993".

5. Le rôle du Conseil de l'Europe

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, et notamment sa Commission des relations avec les pays européens non membres, se sont intéressées depuis plusieurs années déjà au conflit du Haut-Karabakh. Il faut noter à ce propos que l'Arménie a demandé le statut d'invité spécial le 22 décembre 1991 et l'Azerbaïdjan le 24 janvier 1992.

Ainsi la commission a organisé un certain nombre d'auditions auxquelles ont été invitées des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Si le Parlement arménien a toujours donné suite à ces invitations (février 1992 à Strasbourg, mai 1992 à Minsk, octobre 1992 à Strasbourg et janvier/juin 1994 à Strasbourg), le Parlement azéri n'a participé qu'à l'audition d'octobre 1992 et à la deuxième partie de celle de janvier/juin 1994.

Le Président de la commission, M. Atkinson, a soumis le 5 octobre 1992 aux deux délégations un plan de paix. Seul le Parlement arménien a réagi à cette initiative.

S'agissant de la dernière audition en date, elle s'est déroulée en deux parties. Pour la première partie, qui a eu lieu le 24 janvier 1994, des invitations ont été adressées à des délégations d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Haut-Karabakh. Seules les deux dernières ont participé à l'audition. La raison du refus de l'Azerbaïdjan semble être liée au fait que, du côté du Haut-Karabakh, n'ait été invitée qu'une délégation représentant la communauté arménienne et non la communauté azérie. Le compte rendu de cette audition figure en annexe I.

C'est pourquoi la commission a organisé le 29 juin 1994 à Strasbourg une deuxième partie de cette audition, à laquelle ont participé des délégations du Parlement azéri, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh". Le compte rendu de cette audition figure en annexe II.

Il faut ajouter ici que la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sont liées non seulement au règlement du conflit du Haut-Karabakh, mais également à une nouvelle controverse qui s'est déclarée au sein de l'Assemblée en janvier 1994: la Transcaucasie fait-elle partie de l'Europe? Il faut souhaiter que la question soit tranchée aussi rapidement que possible, et dans un sens positif, afin aussi que la coopération des trois pays de Transcaucasie avec le Conseil de l'Europe puisse également se développer sur le plan intergouvernemental.

6. Le point de vue des parties au conflit

Leurs avis diffèrent en ce qui concerne les causes du conflit et les conditions de son règlement.

a) Azerbaïdjan

Bakou présente officiellement ce conflit comme une guerre que mène l'Arménie pour la conquête de territoires convoités.

L'Azerbaïdjan exige la libération sans condition de tous les territoires occupés et met l'accent sur le problème des réfugiés et sur la nécessité de leur retour immédiat et en toute sécurité dans leur zone d'habitation. Bakou n'est pas très favorable à l'initiative de médiation russe et n'a encore fait aucune proposition sur le statut juridique du Haut-Karabakh.

b) Haut-Karabakh

Pour ses dirigeants la solution au conflit passe par la reconnaissance internationale de l'indépendance du Haut-Karabakh. Ils considèrent la reconnaissance officielle du Haut-Karabakh en tant que partie au conflit comme l'une des conditions principales de sa participation à part entière au processus de négociation, dans le cadre duquel il est indispensable d'aborder également la question du statut politique du Haut-Karabakh.

La restitution des territoires occupés, à l'exception du couloir de Latchine, dépendra des garanties obtenues pour sa sécurité, voire pour la reconnaissance de son autonomie.

La direction du Haut-Karabakh souhaite le déploiement de forces d'interposition russes dans la région.

c) Arménie

Erévan exige non seulement le cessez-le-feu, mais également l'arrêt des actions hostiles, c'est-à-dire le blocus des voies de communications. De plus Erévan déclare ne nourrir aucune revendication territoriale à l'égard de ses voisins, insiste sur l'intégration de Stépanakert dans les négociations en tant que partie indépendante et met également l'accent sur les garanties de sécurité à apporter à la population du Haut-Karabakh.

7. Les perspectives de règlement du conflit

Les solutions extrêmes - indépendance totale du Haut-Karabakh ou, au contraire, son absorption par l'Azerbaïdjan - sont pratiquement exclues.

a) Sous mandat de l'ONU

Il faut reconnaître d'emblée que la cause principale du conflit du Haut-Karabakh ne réside ni dans une haine particulière que se vouent deux peuples ni dans la question des différences de confession, mais dans le choc de deux principes égaux du droit: le droit des nations à l'autodétermination et le principe de l'intangibilité des frontières.

La modernisation du principe de l'intangibilité des frontières permettrait de sortir de ce cercle vicieux. Cela s'est déjà produit, notamment en cas de violation des droits de l'homme. Ainsi, par exemple, le Conseil de Sécurité de l'ONU a limité la souveraineté de Bagdad dans la partie du territoire irakien où le régime de Saddam Hussein bafouait les droits de la population.

Le principe de l'intangibilité des frontières doit être modifié en principe d'interdiction pour tout Etat d'accroître son territoire au détriment d'un autre. Ainsi, l'Arménie n'aurait pas le droit de rattacher le Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan n'aurait plus de raison de combattre les habitants du Haut-Karabakh, et ce dernier pourrait obtenir une relative autonomie. Et si l'ONU place le Haut-Karabakh sous son mandat, celui-ci bénéficierait de solides garanties pour sa sécurité.

b) Sous tutelle russe

De toute évidence, le renforcement de l'influence politique et militaire de la Russie en Transcaucasie pourra jouer un rôle considérable en ce qui concerne le règlement politique du conflit du Haut-Karabakh.

On peut envisager que la Russie se prononce en faveur du maintien, sur le plan juridique, du Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan, mais avec un nouveau statut, par exemple sous la forme d'une confédération sous la tutelle de la Russie. En outre, il n'est pas exclu qu'en fin de compte la Russie obtienne de la communauté internationale l'autorisation d'exercer son contrôle sur la situation politico-militaire de la région; on assiste depuis longtemps aux efforts déployés par la diplomatie russe dans le cadre de l'ONU et de la CSCE pour parvenir à ce but.

*
* *

CONCLUSION

A partir du printemps 1994, pour la première fois depuis 1988, on assiste à un certain nombre de signes positifs :

- le 12 mars dernier, les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont conclu un accord provisoire sur le retrait des troupes situées autour du Haut-Karabakh et la création d'une "zone tampon";

- du 11 au 15 avril, au cours d'une réunion du Groupe de Minsk de la CSCE, a été adopté un document en 23 points sur le renforcement des mesures de confiance entre les parties au conflit;

- le 5 mai s'est tenue à Bichkek une réunion des délégations parlementaires de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, à laquelle ont notamment participé des représentants d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Ces derniers ont adopté un protocole d'accord sur un cessez-le-feu et l'élaboration d'un instrument juridique sur le règlement du conflit. Ce protocole a été signé le 5 mai par les représentants de l'Arménie et du Haut-Karabakh et, le 8 mai, par M. Guliev, Président du Parlement d'Azerbaïdjan;

- le 12 mai a vu l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu qui semble assez bien respecté jusqu'à présent;

- le 26 juillet 1994, les ministres de la Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh ont signé un accord dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

On est toutefois encore loin d'un règlement politique du conflit du Haut-Karabakh qui met aux prises des intérêts politiques et stratégiques vitaux, non seulement des pays de la région, mais aussi de leurs puissants voisins, la Russie et la Turquie.

Nous sommes aujourd'hui en présence de deux plans de paix: celui de la CSCE et celui de la Russie. Bien qu'ils soient convergents dans leurs objectifs, leur différence essentielle réside dans la composition des forces d'interposition. Le plan russe préconise l'envoi dans la région de troupes des Etats de la CEI, donc essentiellement russes comme c'est déjà le cas en Géorgie, alors que la CSCE insiste sur une composition plus large de telles forces ou d'un groupe d'observateurs, tout en hésitant à s'engager sur le terrain.

Quel rôle le Conseil de l'Europe peut-il jouer à cet égard?

Il convient de noter tout d'abord que, parmi les parties les plus directement concernées par le conflit, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe, la Russie a le statut d'invité spécial et l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont demandé l'attribution de ce statut. De plus, les différentes parties au conflit ont participé à plusieurs auditions organisées par l'Assemblée Parlementaire à Strasbourg, ce qui montre que le dialogue n'est pas entièrement rompu.

A présent le Conseil de l'Europe devrait soutenir les efforts déployés à la fois par le Président du Groupe de Minsk de la CSCE, M. Jan Eliasson, et l'Ambassadeur spécial du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, M. Vladimir Kazimirov, afin de rendre compatibles les plans de paix soumis par la Russie et la CSCE.

Il devrait également lancer un appel à ses Etats membres pour qu'ils participent à la force d'interposition ou au groupe d'observateurs internationaux préconisés par la CSCE, tout en reconnaissant le rôle essentiel qu'est appelée à jouer la partie russe.

Le moment est également venu de renforcer le dialogue politique entre le Conseil de l'Europe et l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui en ont tous deux exprimé le souhait. Ce dialogue devrait permettre à ces deux pays de bénéficier des programmes d'assistance du Conseil de l'Europe, en vue de promouvoir leurs réformes démocratiques et, le cas échéant, d'élaborer un nouveau statut pour le Haut-Karabakh.

Quant à l'Assemblée, elle devrait encourager et multiplier les contacts avec les parlementaires de ces pays, dans la mesure où le dialogue interparlementaire constitue un complément utile et nécessaire des négociations intergouvernementales; il a déjà fait ses preuves au cours des auditions organisées par la commission des relations avec les pays européens non membres ainsi que dans les rencontres tenues dans le cadre de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

ANNEXE I

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH
(Strasbourg, 24 janvier 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, rappelle que cette audition est organisée en coopération avec la Commission des questions politiques, conformément à la décision du Bureau, et qu'elle se situe dans le cadre de la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. La commission a déjà organisé plusieurs auditions sur la question mais n'a jamais été autorisée à effectuer une mission sur place. Conformément aux décisions de la commission, ont été invitées à la présente audition des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ainsi que des représentants du Haut-Karabakh. Le parlement d'Azerbaïdjan a été invité à se faire accompagner de représentants de la communauté azérie du Haut-Karabakh, mais il n'a pas répondu à l'invitation.

Mr Alexanian, chef de la délégation du Haut-Karabakh, remercie la commission de son invitation. En 1991 l'Azerbaïdjan a supprimé le statut de république autonome du Haut-Karabakh. Depuis cinq ans, le conflit a causé des milliers de morts. Les autorités du Haut-Karabakh ont toujours prôné une solution politique du conflit. Les efforts de la CSCE en vue du retour à la paix n'ont pas connu de succès depuis deux ans. En juin 1993, l'Azerbaïdjan a rompu les négociations de cessez-le-feu. Dernièrement les Azéris ont intensifié leurs attaques militaires contre le Haut-Karabakh; celles-ci se sont soldées par des centaines de morts de part et d'autre. L'Azerbaïdjan a refusé le plan de paix de la CSCE. Des efforts doivent être entrepris pour poursuivre les négociations dans le respect de deux principes fondamentaux du droit international: le respect de l'intégrité territoriale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Balayan membre de la délégation du Haut-Karabakh, relate sa récente visite sur le front. Il y a vu huit bataillons de troupes azéries comprenant des moudjahidines d'Afghanistan, des soldats chinois et turcs. Un bataillon entier était composé de prisonniers de droit commun. La guerre n'est nécessaire ni à l'Arménie ni à l'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu doit être accepté sans aucune condition. La Turquie a acheté des armes à la Russie et les a fait passer par le Nachitchévan pour qu'elles puissent être utilisées sur le front du Haut-Karabakh.

M. Voskanian, chef de la délégation parlementaire d'Arménie, remercie lui aussi la commission pour son invitation. C'est la quatrième fois qu'il participe à une réunion de la commission. L'Arménie n'a aucune prétention territoriale sur l'Azerbaïdjan. La seule possibilité de mettre fin au conflit réside dans les négociations sous l'égide d'organisations internationales, notamment la CSCE et l'ONU, et dans le respect du principe de l'intégrité territoriale. Les Azéris n'ont pas seulement refusé les propositions de cessez-le-feu, mais en ont profité pour lancer des offensives massives. Ce conflit n'est ni ethnique, ni religieux. Il faut qu'intervienne un cessez-le-feu avant que ne commencent les négociations. C'est à ce moment-là que pourra être discutée la question du statut du Haut-Karabakh. L'Arménie souffre depuis bien longtemps du blocus de ses voies de

communication et d'approvisionnement en produits énergétiques; elles s'efforce pourtant de poursuivre les réformes démocratiques et son rapprochement avec le Conseil de l'Europe. A ce propos, les propositions contenues dans le projet de rapport sur l'élargissement du Conseil de l'Europe visant à exclure la Transcaucasie de l'Europe ne correspondent pas à la réalité culturelle et historique de la région. Le ministre des Affaires étrangères d'Arménie a écrit au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à ce sujet et sa propre délégation a soumis un mémorandum sur la question qui a été distribué aux membres de la commission.

M. Kotcharian, membre de la délégation parlementaire d'Arménie, déclare que tous les partis d'Arménie estiment que la solution au conflit doit passer par des négociations entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Il faut que la paix soit garantie et non interrompue par des attaques incessantes. Ce n'est que si le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh est respecté que le processus de paix pourra être garanti.

M^me^ Severinsen s'enquiert des chances de réussite des initiatives du Groupe de Minsk de la CSCE.

Pour M. Alexanian, la CSCE ne dispose malheureusement pas des mécanismes nécessaires pour garantir la sécurité de la population du Haut-Karabakh. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà pris position sur ce conflit, car il dépasse les limites du Haut-Karabakh. Les organisations internationales doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter l'effusion de sang. Il y a déjà eu de nombreuses tentatives de médiation. Le fond du conflit est lié au droit du peuple du Haut-Karabakh à défendre ses aspirations.

M. Ruffy s'étonne que, bien qu'ayant été invités, le Président de la commission des questions politiques et la délégation turque ne soient pas présents à l'audition. Cette situation ne nous concerne-t-elle pas ? Est-il opportun, par ailleurs, que des troupes d'interposition soient envoyées dans la région ?

Selon M. Alexanian, pour arrêter la guerre, il faut que la communauté internationale tout entière intervienne. Bien sûr, l'intervention de troupes de maintien de la paix serait utile.

M. Mirzoyan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, estime que l'envoi de troupes de l'ONU comprenant des militaires russes serait le bienvenu. La paix ne sera pas établie sans négociations politiques et sans forces de maintien de la paix.

M. Balayan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, considère que le combat est inégal entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Un mécanisme comprenant des troupes d'interposition serait le plus efficace. L'Arménie, qui souffre elle-même du blocus économique, ne peut venir en aide au Haut-Karabakh.

M. Pfuhl, rapporteur sur l'Arménie, regrette que la délégation turque soit absente. Pour lui, la clé du problème est en fait à Moscou.

M. Voskanian réitère son invitation à M. Pfuhl à se rendre en Arménie. L'Arménie est le pays le plus stable et le plus sûr du Caucase. Le monde entier devrait contribuer à trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh.

M. Ferrarini estime que la situation au Haut-Karabakh devrait être un sujet de préoccupation majeur pour le Conseil de l'Europe, d'autant plus que certains pays directement impliqués sont membres de l'organisation et que d'autres sont invités spéciaux.

M. Agnelli marque son accord avec les thèses de M. Kotcharian; il faudrait que le Conseil de l'Europe puisse prendre une initiative visant à concilier les principes à priori contradictoires du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'intangibilité des frontières.

M. Fabra, rapporteur de la commission des questions politiques, signale que sa commission est d'avis que le statut d'invité spécial ne peut être attribué aux pays impliqués dans une guerre.

M. Ambartsoumov marque son accord avec ceux qui considèrent que la Transcaucasie fait partie de l'Europe. On a reconnu le principe de l'autodétermination des peuples dans le cas de la Bosnie et de la Croatie, pourquoi pas dans celui du Haut-Karabakh ? Il est certainement regrettable que la Russie ait envoyé des armes en Azerbaïdjan et au Haut-Karabakh. S'agissant de l'envoi possible de forces d'interposition russes dans la région, le Parlement russe y est en principe opposé; mais, en cas de demande du Conseil de sécurité de l'ONU ou du Conseil de l'Europe, les autorités russes pourraient revoir leur position. S'agissant de la déclaration d'indépendance de la République du Haut-Karabakh, elle est basée sur la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque. Ce qu'il faut avant tout c'est arrêter la guerre, mais avec des garanties; pour le moment, seules des forces d'interposition peuvent fournir de telles garanties.

Pour M. Balayan, le facteur "temps" contribuera certainement à apaiser les passions comme cela a été le cas pour d'autres peuples après la deuxième guerre mondiale.

Le Président remercie les intervenants et espère que la commission pourra prochainement soumettre un rapport à l'Assemblée sur la situation au Haut-Karabakh.

ANNEXE II

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH
(Strasbourg, 29 juin 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, souhaite la bienvenue aux délégations du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "Direction du Haut-Karabakh" et de la "Partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", qui ont été invitées conformément aux décisions du Bureau et de la sous-commission ad hoc chargée de la préparation de l'audition. Il s'agit de la deuxième partie de l'audition, la première partie s'étant tenue le 24 janvier 1994; avaient participé à la première partie de l'audition des délégations du Parlement arménien et du Haut-Karabakh. La commission des questions politiques a été invitée à participer aux deux parties de l'audition. Après avoir précisé que la sous-commission ad hoc chargée de l'organisation de l'audition tirera les enseignements de celle-ci à la réunion prévue pour le lendemain, il donne la parole aux chefs des trois délégations invitées.

a) Délégation du Parlement d'Azerbaïdjan

Celle-ci est composée de:

MM. - Hüseyinaga Haniyev, Membre du Parlement d'Azerbaïdjan
- Ilgar Farzaliyev, Chef de section adjoint des Affaires Etrangères au Parlement
- Elçin Emirbekov, ministère des Affaires Etrangères.

M. Hüseyinaga Haniyev, membre du Parlement d'Azerbaïdjan, remercie la commission d'avoir invité sa délégation et de l'intérêt qu'elle manifeste pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Il regrette toutefois l'absence d'une délégation de la République d'Arménie.

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dure déjà depuis six ans; il a causé des souffrances terribles aux peuples de la région et constitue un obstacle majeur au développement économique, social, politique et démocratique de l'Azerbaïdjan.

Malgré toutes ces difficultés les autorités azéries font tout leur possible pour créer une société démocratique respectueuse des droits de tous les citoyens, quelles que soient leurs nationalité, confession et conditions sociales.

L'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan a déjà provoqué la mort de 19.000 personnes; il y a plus de 50.000 blessés et plus d'un million de réfugiés azéris dans leur propre pays.

Le conflit revêt depuis son origine un caractère interétatique. A ce moment-là, des Azéris vivaient en Arménie et des Arméniens en Azerbaïdjan. En principe chacune de ces minorités possédait des droits égaux, conformes aux normes du droit international et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des deux Etats.

Toutefois, la purification ethnique entreprise par les autorités arméniennes à l'encontre de la minorité azérie a été passée sous silence par les organisations internationales, qui ne se préoccupent que des droits des Arméniens au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan considère cette situation comme une violation des principes généraux du droit international. Au moment où sont occupés plus de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan, sur lesquels se pratique la purification ethnique des Azéris sur leur propre territoire, on peut se demander si l'ignorance des droits des Azéris en Arménie par la communauté mondiale n'a pas été la cause de l'évolution tragique des événements.

Il est clair aujourd'hui que le conflit du Haut-Karabakh trouve sa source, non pas dans un imaginaire antagonisme national, mais dans de réelles revendications territoriales de la République d'Arménie à l'égard de l'Azerbaïdjan; celles-ci se sont notamment concrétisées par:

- une campagne de propagande et l'envoi d'activistes prônant le séparatisme;
- l'envoi de formations armées;
- la livraison d'armes et de munitions;
- la violation de l'espace aérien;
- l'utilisation du territoire national pour la formation de terroristes;
- la participation directe de formations armées d'Arménie aux actions de guerre dans la République d'Azerbaïdjan et l'occupation de territoires d'un Etat voisin.

C'est pourquoi on peut constater que le conflit a aujourd'hui pris le caractère d'une guerre en bonne et due forme entre deux Etats membres de l'ONU et de la CSCE.

b) **Délégation de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est représentée par M. Vagif Huseïnov.

M. Vagif Huseïnov, représentant de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", remercie également la commission de l'avoir invité à cet échange de vues.

Au cours de ce siècle, le peuple azéri a déjà traversé plusieurs crises dues à l'action de l'Arménie dans le soi-disant Haut-Karabakh. Le concept de "Haut-Karabakh" est apparu après 1923, au moment de la formation du Bureau caucasien du Parti russe des bolcheviks. C'est ainsi que le concept du Karabakh indivisible a été artificiellement séparé en Haut-Karabakh et Bas-Karabakh.

Au cours du recensement de 1979, les Arméniens ne représentaient que 120.000 personnes dans la population du Karabakh qui dépassait le million. Cette communauté arménienne composée surtout de réfugiés de Turquie et d'Iran a été sauvée d'une mort certaine par les Azéris en 1828 et, à présent, elle est devenue un instrument aux mains des Arméniens pour satisfaire leurs revendications territoriales.

Aujourd'hui, les forces armées arméniennes occupent plus de 20 % du territoire azéri, soit tout le Haut-Karabakh et six districts supplémentaires, y compris la ville de Choucha. L'agression arménienne a été d'une violence inouïe et a eu des conséquences terribles: plus de 18.000 morts, 50.000 blessés, 4.000 prisonniers et otages. Dans les territoires qu'ils occupent, les Arméniens pratiquent la politique de la "terre brûlée". On

assiste à un véritable génocide des Azéris dans leur propre pays. Et ceci au moment où la communauté internationale pourrait mettre fin à cette guerre non déclarée contre le peuple azéri, en imposant des sanctions à l'agresseur, c'est-à-dire l'Arménie. Au contraire, l'Arménie bénéficie du soutien financier et militaire de toute une série d'Etats et poursuit sa politique d'annexion de territoires azéris.

Cette guerre provoquée par les revendications territoriales de l'Arménie a entraîné des tragédies pour les deux peuples.

Quelle est la raison qui a poussé les dirigeants du Haut-Karabakh à cette politique sanguinaire et à soulever la question de la séparation du Haut-Karabakh et de son union avec l'Arménie? Les autorités azéries avaient pourtant tout fait pour élever le niveau de vie de la communauté arménienne dans tous les domaines. En tout cas, il faut bien savoir que l'Azerbaïdjan ne cèdera à l'Arménie pas le moindre pouce de terrain. Un jour, le monde comprendra le caractère agressif de la politique arménienne. Pourquoi les Arméniens refusent-ils de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan?

Les réfugiés azéris vivent dans des conditions catastrophiques. Aujourd'hui il existe une véritable chance de mettre fin à cette guerre et de faire revenir les réfugiés. Le cessez-le-feu est enfin respecté et on assiste à une intensification de l'action du groupe de Minsk de la CSCE et des efforts de médiation de la Russie. Beaucoup est aussi attendu du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

c) **Délégation de la "direction du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est composée de:

MM. - Karen Babourian, Président par intérim du "Parlement"
- Vassili Atadjanian, Député et Conseiller du Président Babourian
- Arsène Melik-Chanazarian, Conseiller du Ministre des Affaires Etrangères
- Jean Krikorian, Représentant du Haut-Karabakh en France et auprès des Institutions Européennes.

M. Vassili Atadjanian précise tout d'abord que M. Babourian, chef de la délégation de la "direction du Haut-Karabakh", ne participera pas à l'audition proprement dite, mais qu'il est prêt à s'entretenir avec les différents membres de la commission.

Il remercie le Conseil de l'Europe pour son invitation ainsi que pour les efforts mis en oeuvre par l'Assemblée Parlementaire en vue de parvenir à un règlement de ce conflit. Ces efforts unis à ceux de tous les parlements d'Europe et du monde devraient pouvoir favoriser un accord de paix. Comme le conflit dure depuis plus de six ans, il est urgent de trouver les voies pour mettre fin aux souffrances d'une population civile particulièrement éprouvée, car c'est là, parmi les femmes, les vieillards et les enfants, que se compte le plus grand nombre de victimes des pilonnements d'artillerie et des bombardements aériens.

Sur le plan juridique, il faut savoir que les textes constitutionnels prévoyaient le droit pour les Républiques de se retirer de l'URSS, auquel cas il était laissé aux entités autonomes la permission de décider de leur statut juridique et politique. C'est la démarche qu'a entreprise le Haut-Karabakh lors de la désintégration de l'URSS. Et c'est cette possibilité légale que l'Azerbaïdjan a refusée en y répondant par l'invasion du territoire du Haut-Karabakh et par une guerre sans merci contre le peuple du Haut-Karabakh.

Le peuple du Haut-Karabakh aspire à vivre en paix sur sa terre. La situation créée au Haut-Karabakh a entraîné un exode de réfugiés. Réfugiés azéris, certes; mais aussi réfugiés arméniens. Victimes, depuis 1921, de discriminations - que personne ne conteste - des centaines de milliers d'Arméniens ont dû quitter le Haut-Karabakh: c'est là la raison pour laquelle le nombre des habitants arméniens du Haut-Karabakh n'a pas augmenté entre 1921 et 1989. Ces exilés, auxquels il convient d'ajouter les 252.000 Arméniens chassés de Bakou par les pogromes récents, doivent être pris en compte dans la question des réfugiés. Pour ce qui concerne ce problème des réfugiés, la "République du Haut-Karabakh" est prête à organiser le retour de tous les réfugiés dans leur lieu de résidence dès que la paix et la sécurité sera garantie à l'ensemble des habitants.

Le Haut-Karabakh n'a jamais refusé les propositions de médiation en vue de rétablir la paix. Le "Parlement" du Haut-Karabakh est un partisan résolu de la recherche d'une solution pacifique et place beaucoup d'espoir dans l'avancée que manifeste sur cette voie l'accord qui vient d'être signé à Bichkek. C'est aussi là, dans la recherche de la paix négociée, qu'il faut comprendre le sens de la venue à Strasbourg d'une délégation de très haut niveau de la "République".

La délégation du "Parlement" de Stépanakert note avec satisfaction que c'est la première fois que des représentants de l'Azerbaïdjan ont accepté de participer à une réunion commune, au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Elle regrette cependant que la partie azerbaïdjanaise n'ait donné aucun début de réponse à des questions aussi fondamentales - aussi vitales - que le statut politique futur d'un Haut-Karabakh à majorité arménienne, où la population azérie sera minoritaire.

Elle espère que le cessez-le-feu en vigueur actuellement sera respecté et pourra durer pour pouvoir constituer une première étape vers une paix qui permettrait à tous, hommes, femmes et enfants de mener une existence dans des conditions de sécurité et de dignité indispensables.

Elle renouvelle enfin ses remerciements au Conseil de l'Europe, qui contribue, grâce à ses auditions, à tous les efforts entrepris au niveau international en faveur de la paix au Haut-Karabakh.

M. Krotov, Secrétaire Général de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, rappelle que les parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont membres de l'Assemblée Interparlementaire. En décembre dernier, celle-ci a organisé une réunion dans les îles d'Aland à laquelle ont participé des délégations parlementaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Au cours de la rencontre du mois de mai à Bichkek, a été signé un accord sur le conflit du Haut-Karabakh par les trois délégations. L'Assemblée Interparlementaire de la CEI est prête à coopérer avec toutes les organisations internationales pour que le cessez-le-feu actuellement en vigueur soit maintenu.

M^me^ Severinsen demande dans quelle mesure les réfugiés azéris peuvent retourner au Haut-Karabakh et récupérer leurs biens.

M. Atadjanian se prononce en faveur du retour de tous les réfugiés, et non seulement des réfugiés azéris, à condition que la sécurité de tous les habitants du Haut-Karabakh soit garantie par l'Azerbaïdjan et par des autorités internationales.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen sur le statut futur du Haut-Karabakh et la question de la sécurité des Arméniens qui retourneraient à Bakou, M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est en train de mettre en place un Etat démocratique où seront garantis les droits des minorités. La paix est la priorité absolue. Les autorités azéries sont déterminées à régler la question du statut du Haut-Karabakh dans le respect des normes internationales, mais il faut qu'avant tout soient restitués les territoires occupés.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen, M. Hüseyinov répond qu'il ne comprend pas que M. Babourian ne participe pas à la réunion, sous prétexte que le Président du Parlement d'Azerbaïdjan n'est pas présent. Il faut bien se rappeler qu'à ce jour, aucun Etat n'a reconnu la "République du Haut-Karabakh".

Pour M. Atadjanian, le Haut-Karabakh n'a peut-être pas encore reconnu, mais il ne faut pas oublier que la signature de son représentant figure au bas du document adopté à Bichkek à côté des signatures des représentants de la Russie, de l'Arménie de l'Azerbaïdjan.

Répondant à M. Pfuhl, M. Atadjanian reconnaît que la formule retenue pour l'autonomie des îles d'Aland, situées en Finlande, constituerait un modèle intéressant pour le Haut-Karabakh, mais elle supposerait la démilitarisation de toute la région. Il ne faut pas oublier qu'au référendum de 1991, l'immense majorité des habitants du Haut-Karabakh s'est prononcée pour l'indépendance. Des cessez-le-feu ont été signés à de nombreuses reprises; pour que le dernier en date soit tenu, il faudrait la présence d'observateurs internationaux, par exemple de la CEI ou de l'ONU, ainsi que des forces de paix. Le conflit dure déjà depuis six ans et les quantités d'armes dans la région sont énormes. En plus, l'Azerbaïdjan reçoit des armes d'Iran et de Turquie sans qu'aucun contrôle ne soit possible.

M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est un Etat souverain contrairement au Haut-Karabakh. Il n'y a en Azerbaïdjan aucune arme en provenance de Turquie ou d'Iran.

M. Dzasokhov (délégation des invités spéciaux russes) considère que le plus important c'est que le cessez-le-feu tienne. La Russie a un rôle stabilisateur important à jouer sur le territoire de l'ex-URSS. Ce qu'il faut c'est que les mesures de confiance soient améliorées et que les différents plans de paix soient harmonisés.

Le Président remercie les participants.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 31 août 1994
s:/nm/fdocs/fan23.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 23

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE RÉSOLUTION

sur le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Constate avec satisfaction que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix entre les parties au conflit;

2. Rappelle que ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés;

3. Note avec satisfaction les efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix;

4. Se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, et lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994;

5. Se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées;

6. Lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés, l'arrêt du blocus des voies de communication et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 31 août 1994
s:/nm/fdocs/fan24.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 24

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE DIRECTIVE

sur le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Rappelle que les Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont demandé le statut d'invité spécial respectivement le 22 décembre 1991 et le 24 janvier 1992;

2. Constate avec satisfaction que le conflit du Haut-Karabakh, qui constituait un obstacle majeur à l'attribution du statut à ces deux Parlements, s'est apaisé grâce au respect du cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994, se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, mais considère que, tant qu'un tel accord n'est pas signé, aucune décision définitive ne peut être prise sur les demandes de statut d'invité spécial;

3. Charge à présent sa commission des relations avec les pays européens non membres et sa commission des questions politiques de poursuivre l'examen des demandes de statut d'invité spécial des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan, conformément à l'article 55 bis du Règlement.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

30 juin 1992
FDOC6643

Doc 6643

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur la situation en Azerbaïjan

présentée par M. DINÇERLER et plusieurs de ses collègues

L'Assemblée,

1. Exprime sa profonde préoccupation devant le recours incessant à la force et à la violence dans le Haut-Karabakh, et l'extension du conflit aux autres régions de l'Azerbaïjan;

2. Exprime son appui au maintien de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïjan;

3. Souligne le caractère inadmissible de la création de situations de fait par le recours à la force et demande le retour immédiat du statu quo ante;

4. Lance un appel pour le retrait ou la dissolution de la totalité des forces et groupes armées qui ne sont pas soumis au contrôle d'autorités légitimes;

5. Lance un appel à la cessation de tout acte d'ingérence;

6. Demande instamment le strict respect de l'inviolabilité de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïjan;

7. Souligne la nécessité de créer des conditions propres à permettre le succès des efforts actuellement tentés pour trouver une solution pacifique au conflit;

8. Demande instamment la création des conditions nécessaires au retour des personnes déplacées.

Signé: DINÇERLER, GÜL, KILIÇ, ÖZVER, KIRATLIOGLU, GÜNER, DEMIRALP, TALAY, AKARCALI, MARUFLU

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: NUEVAS OFENSIVAS AZERIES EN NAGORNO-KARABAJ. INICIATIVAS DE PAZ RUSAS.

El conflicto de NAGORNO-KARABAJ se ha caracterizado durante las últimas semanas por el éxito de la contraofensiva de las tropas azeríes que ha conseguido recuperar parte de los territorios ocupados por los armenios en AZERBAIYAN.

RUSIA, que se ha convertido en la clave para la pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ continúa desarrollando una importante campaña diplomática manteniendo contactos con las tres partes involucradas.

Tras la llegada del ex-comunista G. ALIEV al poder y su elección como Presidente de AZERBAIYAN, en octubre de 1993, se puso claramente de manifiesto la inexistencia de una alternativa real distinta a la rusa para la solución del conflicto de NAGORNO-KARABAJ. La orientación pro-turca del anterior Presidente, A. ELCHEBEY, no dio ningún tipo de resultados prácticos, sino muy al contrario permitió el avance de las fuerzas karabajíes y la proliferación de una fuerte oposición interna que acabó por derrocarle.

En consecuencia, el nuevo Presidente ha optado por volver a tratar con MOSCU, intentando mantener cierto grado de independencia, reflejado en el rechazo de las últimas propuestas de paz rusas y de una opción alternativa a la rusa que sería la intervención de IRAN. Este acercamiento de AZERBAIYAN a RUSIA ya se puso de manifiesto en la Cumbre celebrada por ELTSIN y los tres Presidentes caucásicos, el pasado 8 de octubre en MOSCU y como consecuencia de la cual GEORGIA y AZERBAIYAN firmaron su ingreso en la CEI.

El objetivo inmediato del Presidente ALIEV con su nueva política es la de conseguir un tipo de relación bilateral con RUSIA, parecida a la obtenida por GEORGIA, que implicaría la obtención de la ayuda rusa para la reestructuración y reforzamiento del Ejército azerí, que es uno de los principales problemas que ALIEV debe resolver.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Sin embargo, tanto ALIEV como las principales fuerzas políticas azeríes son conscientes de que la ayuda rusa y su mediación exclusiva y directa en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ plantea una serie de condiciones previas por parte del KREMLIN, muy similares a las acordadas con GEORGIA en el Tratado firmado por ELTSIN y SHEVARDNAZDE el pasado 03.02.94.

Estas condiciones serían:

- Vigilancia de la frontera exterior de AZERBAIYAN por parte de las Tropas de Fronteras rusas.

- Establecimiento de bases militares rusas en AZERBAIYAN.

- 12 millas de aguas territoriales azerbaiyanas en el Mar CASPIO, lo que resulta de gran importancia por la existencia de grandes yacimientos petrolíferos.

- Reconocimiento de la FEDERACION RUSA como único mediador en el conflicto del Alto KARABAJ, lo que afectaría al papel jugado hasta el momento por el Grupo de MINSK de la CSCE.

- Reconocimiento de la autonomía de la República de NAGORNO-KARABAJ, como se halla contemplado en el Plan de Paz propuesto por MOSCU.

Estas condiciones rusas son sumamente impopulares en AZERBAIYAN y no podrán ser aceptadas por ALIEV sin poner en peligro su propia posición política. Sin embargo, y de continuar los éxitos militares azeríes en NAGORNO-KARABAJ, esto podría paradójicamente ayudar a la aceptación por BAKU de una solución definitiva al conflicto. Estas victorias robustecen la posición interna de ALIEV y por lo tanto su capacidad negociadora para aceptar una paz duradera consensuada con los karabajíes que ya no sería calificada como de humillante.

Lo ideal desde el punto de vista de la consecución de la paz sería que las fuerzas azeríes recuperaran la totalidad de los territorios ocupados por los armenios, más del 20% del territorio de AZERBAIYAN, e incluso llegaran al propio enclave de NAGORNO-KARABAJ, pero sin estar lo suficientemente fuertes como para sentir la tentación de resolver el asunto por la vía militar.

En cuanto a ARMENIA, ve cómo con el paso de los meses es cada vez más difícil mantener su posición oficial de neutralidad en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ, ya que ésta postura está reforzándo las posiciones de los opositores internos al régimen de TER-PETROSIAN. Sin embargo, parece haber unanimidad

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

en medios políticos armenios sobre la conveniencia de alcanzar alguna solución sobre la base de la mediación rusa.

No es casualidad que el Gobierno armenio haya aceptado en su totalidad las últimas propuestas de paz rusas para la solución del conflicto, remitiéndose no obstante a la necesidad de que estas sean también aceptadas por los representantes karabajíes.

A corto plazo, las iniciativas diplomáticas rusas continuarán intentando conseguir algún tipo de compromiso de las partes, que por un lado asegure una paz duradera en NAGORNO-KARABAJ y por otro establezca las bases para las futuras relaciones bilaterales entre RUSIA y AZERBAIYAN.

Fecha de Redacción: 10.02.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI. SITUACION POLITICA Y ESTRUCTURA SOCIAL EN GEORGIA.

0. INTRODUCCION Y ANTECEDENTES

Desde que a finales de 1991 se produjo la disolución de la UNION SOVIETICA, GEORGIA, situada en el CAUCASO a orillas del Mar NEGRO, ha sido la República ex-sovietica más afectada por conflictos nacionalistas e independentistas - ABJAZIA y OSETIA del Sur- que han causado miles de muertos y refugiados y que han estado en varias ocasiones a punto de acabar con la configuración actual de GEORGIA como Estado unitario.

A estos conflictos, y probablemente provocada por ellos, hay que añadir una desastrosa situación política, económica y social interna que ha caracterizado los primeros dos años de independencia en GEORGIA.

Las causas que han empujado a GEORGIA hasta esta situación límite son de muy diversa índole y hay que buscarlas principalmente en las negativas consecuencias de la quiebra de la secular convivencia multiétnica en GEORGIA, tras el colapso de la URSS.

1. ESTRUCTURA SOCIAL Y DE PODER EN GEORGIA

En GEORGIA aún existen determinadas elites sociales y políticas que en la práctica controlan grandes cuotas de poder. En primer lugar, existe una pequeña burguesía que proviene de tiempos pre-soviéticos y que ha continuado manteniendo importantes contactos comerciales con Occidente, donde además cuentan con una reducida diáspora georgiana bien situada en círculos empresariales, aunque no comparable con la conocida diáspora armenia.

Esta burguesía tradicional sigue contando con recursos económicos e influencia política, aunque en estos momentos ciertamente reducida debido a los conflictos interétnicos que impiden el desarrollo económico normal de GEORGIA y a la proliferación de las mafias, las cuales, al igual que en RUSIA, tratan de aprovecharse económicamente del "desorden" reinante.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Por otro lado, hay que destacar el poder que aún mantienen amplios grupos de políticos de época soviética que debido a su gran capacidad de "adaptación" a los nuevos tiempos han sabido mantenerse dentro de las élites gobernantes. Este caso es asimismo común a todas las repúblicas ex-soviéticas.

Otro grupo político lo forman las nuevas organizaciones nacionalistas integradas tanto por políticos nuevos como por antiguos comunistas reconvertidos en nacionalistas y que tratan de romper la dinámica negociadora en los conflictos para imponer por la fuerza el dominio georgiano en todo el territorio de la República. Estos grupos políticos cuentan con sus propias fuerzas paramilitares que en la práctica son las únicas fuerzas armadas en GEORGIA, ya que hasta el momento no se ha conseguido crear un Ejército regular. De estas fuerzas depende en gran parte la capacidad militar del Gobierno de TBILISI.

En contraposición a estas organizaciones ultranacionalistas se encuentran las minorías étnicas, que asimismo cuentan con sus propias fuerzas armadas y que son las causantes del estallido de los conflictos. El denominador común de estos grupos étnicos es el rechazo del poder central dominado por georgianos y las ansias de defender todas aquellas tradiciones y actividades culturales que durante la época soviética les fueron prohibidas.

Con esta nueva estructura social las perspectivas de consolidación y de estabilización económica y política son escasas y se hayan supeditadas al previo arreglo pacífico de los conflictos armados y a la consecución de un amplio consenso político a nivel nacional que permita el desarrollo de las recientemente creadas instituciones democráticas.

2. SITUACION POLITICA INTERNA

El camino recorrido por GEORGIA desde la obtención de su independencia hasta la actualidad ha sido particularmente difícil. Las iniciales aspiraciones nacionalistas en las que la mayoría de la población georgiana confiaba se han visto frustradas por la cruda realidad, que ha obligado a los dirigentes a plantearse como vital para la supervivencia de GEORGIA la cooperación con RUSIA en todos los ámbitos.

Como principal responsable de esta nueva política se encuentra el ex-Ministro de Asuntos Exteriores soviético y actual Presidente de GEORGIA, E. SHEVARDNAZDE.

SHEVARDNAZDE, que llegó al poder en GEORGIA en abril de 1992 a instancia de los caudillos militares - IOSELIANI y KITOVANI - que habían encabezado el golpe de estado contra el entonces Presidente, Z. GAMSAJURDIA, se vió desde un principio

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

mediatizado en su tarea política por dos fuertes condicionantes.

Por un lado, el líder georgiano era perfectamente consciente de la necesidad de que GEORGIA, al mismo tiempo que debía de afrontar un nuevo período de relaciones exteriores, sobre todo con Occidente, apoyándose en su gran prestigio internacional, tenía que mantener un amplio marco de cooperación con RUSIA como auténtica potencia hegemónica regional a la que no se podía "dar la espalda".

Por otro lado, SHEVARDNAZDE tras su integración en la vida política georgiana debió de enfrentarse con una fuerte oposición política de corte radical nacionalista y con el hecho de que la República se hallaba controlada por grupos paramilitares dirigidos por auténticos caudillos militares que participaban activamente en las decisiones del Gobierno central.

El desarrollo posterior de los acontecimientos ha dado finalmente "la razón" a SHEVARDNAZDE, como así lo demuestra la firma del Tratado ruso-georgiano el pasado 3 de febrero que ha llegado tras más de un año de fuertes enfrentamientos armados en ABJAZIA que han provocado importantes pérdidas humanas y materiales. Con la firma de este Tratado las relaciones ruso-georgianas entran en una nueva etapa que parece va a estar caracterizada por la influencia directa de RUSIA en el CAUCASO, al que consideran como una zona de vital interés para sus necesidades estratégicas.

3. CONCLUSIONES Y PERSPECTIVAS

En la actualidad la sociedad georgiana además de sufrir las consecuencias económicas y sociales del conflicto de ABJAZIA, y de la guerra civil entre las tropas gubernamentales y las leales al ex-Presidente GAMSAJURDIA, atraviesa por una profunda crisis producida por la exaltación de los sentimientos nacionalistas que han provocado la ruptura de la tradicional convivencia interétnica en GEORGIA,a lo que hay que añadir la incertidumbre propia de los procesos de transición que están viviendo los estados surgidos de la antigua URSS.

El propio SHEVARDNAZDE,que en algunas ocasiones ha intentado desempeñar el papel de "salvador de la patria", sobre todo durante el conflicto de ABJAZIA en donde comprometió su propia integridad personal en la defensa de SUJUMI, no es un político carismático ni populista sino un pragmático hombre de estado que no ha conseguido su principal objetivo: aunar a las diferentes fuerzas políticas de la República para lograr un consenso nacional sobre las medidas a adoptar para sacar a GEORGIA de la grave crisis en la que se encuentra.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

En definitiva, tan solo el transcurso de los próximos meses podrá desvelar el futuro de GEORGIA que en la actualidad exclusivamente cuenta con la promesa de MOSCU para ayudar en su reconstrucción social y económica.

Fecha de Redacción: 17.02.94

CONFIDENCIAL

MENSAJE Fecha 9-5 Hora _____

PARA Sr. Solé

EL SR. Stephanien

de Misión d'Armenie

☐ HA VENIDO ☐ HA TELEFONEADO

HA DICHO:

☐ Volverá _____

☐ Llamará de nuevo _____

☐ Ruega llame al ☎ 32 2-3463058

☐ Le espera en _____

_____ a las _____

HA DEJADO EL SIGUIENTE MENSAJE:

S/cita en Bruselas.
próxima semana

TOMADO POR:

2135

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: VALORACION DE LA ACTUACION DE LA CSCE Y LA ONU EN LOS CONFLICTOS DEL CAUCASO.**

0. INTRODUCCION

Dos años después de desaparecida la UNION SOVIETICA los conflictos del CAUCASO han entrado en una fase de relativa estabilización, tras un período de agudización que hizo temer un contagio a países vecinos, cuyas repercusiones podrían haber resultado dramáticas para toda esa extensa zona geográfica. La suavización y, en algunos casos, práctica solución de los conflictos, se ha debido al nuevo papel que RUSIA se ha decidido a jugar en el territorio de la ex-URSS, al que considera como su zona de interés vital.

No puede decirse lo mismo de la actuación y decisiones adoptadas por organismos internacionales como la CSCE y la ONU, que, aunque han estado implicados en estos conflictos desde el principio, no han logrado ningún resultado real para la solución de los mismos.

En un reciente seminario celebrado en GINEBRA, bajo los auspicios del COMITE INTERNACIONAL DE LA CRUZ ROJA, los participantes señalaron los que, a su juicio, han sido los principales errores cometidos por estas organizaciones, así como los factores que todavía influyen negativamente en su eficacia a la hora de resolver los conflictos que tienen lugar en el territorio de la extinta URSS.

1. EL CONFLICTO DE NAGORNO KARABAJ

La solución de este conflicto fue encargada a la CSCE, que desde hace dos años estableció la denominada Conferencia de MINSK, la cual no ha logrado reunirse nunca y únicamente ha celebrado reuniones del denominado GRUPO DE MINSK, preparatorias de la Conferencia.

En opinión de los participantes en el seminario existen una serie de factores en el conflicto de NAGORNO KARABAJ que no han sido tenidos en cuenta por la CSCE y que pueden resumirse en los siguientes:

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

- Obsesión de la CSCE por resolver el conflicto, en lugar de limitarse a llevar a cabo operaciones de mantenimiento de la paz.

- Incapacidad para determinar el "status" de los representantes del enclave de NAGORNO KARABAJ, parte fundamental en el conflicto y a los que únicamente se les permitió participar en igualdad de condiciones con armenios y azerbaiyanos en los grupos de trabajo y no en las reuniones con capacidad de decisión. Esta ha sido una de las principales razones por las que las autoridades de KARABAJ han desatendido sistemáticamente las decisiones de la CSCE.

- Aceptación de las exigencias azerbaiyanas según las cuales para cualquier concesión de autonomía a los armenios del enclave éstos deben retirarse de los territorios azerbaiyanos conquistados en las ofensivas del pasado año y aceptar la vuelta de los refugiados azeríes.

- La CSCE ha sido incapaz de tener en cuenta las diferencias que sobre el conflicto mantienen las autoridades de STEPANAKERT, mucho más radicales, y las de EREVAN, más moderadas y dispuestas al diálogo.

- Presencia, en ambos bandos, de grupos mafiosos y radicales interesados en mantener el conflicto a toda costa, dado que sus ingresos dependen de ello.

- La posición excesivamente rígida de AZERBAIYAN que no pretende tanto que los organismos internacionales contribuyan a alcanzar un compromiso, sino que quiere que se haga justicia a nivel internacional.

- Las partes en conflicto desconocen la naturaleza, atribuciones y misiones de la CSCE.

En cuanto a la ONU su actuación en NAGORNO KARABAJ ha sido mucho más limitada que la de la CSCE, dedicándose principalmente a avalar y apoyar las decisiones de esta última. Sin embargo, existen importantes diferencias entre la actuación de ambas organizaciones. Así, mientras la CSCE ha sido particularmente respetuosa con el "status" de KARABAJ, la ONU ha mantenido un apoyo tácito a BAKU, al confirmar en todas sus resoluciones la integridad territorial de AZERBAIYAN.

El error común a ambas organizaciones, y el que más ha repercutido en su ineficacia en la zona, ha sido subestimar a RUSIA y, consiguientemente, no utilizarla como mediadora, despreciando su experiencia y tradicional presencia en la zona,

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

así como los lazos de todo tipo que vinculan a MOSCU con el CAUCASO.

2. LOS CONFLICTOS DE GEORGIA

En GEORGIA tienen lugar dos conflictos principales: el de la Región Autónoma de OSETIA DEL SUR, que reivindica su unificación con la República de OSETIA DEL NORTE perteneciente a la FEDERACION RUSA, y el conflicto que enfrenta a TBILISI con la República Autónoma de ABJAZIA, que aspira a independizarse de GEORGIA.

En lo que respecta a OSETIA DEL SUR se trata de un conflicto interestatal típico, en el que la lentitud de la CSCE le obligó a aceptar los hechos consumados, en esta ocasión los Acuerdos de SOCHI firmados entre MOSCU y TBILISI, que llevaron a la firma de la paz y al despliegue de tropas rusas en la zona.

La CSCE se ha tenido que limitar a enviar una misión de observadores compuesta por 10 hombres, que desde marzo de 1994 tienen entre sus funciones verificar el comportamiento de las tropas rusas, es decir una función de mantenimiento de la paz de carácter indirecto.

La CSCE se ha marcado a medio y largo plazo otros dos objetivos: el primero de ellos la convocatoria de una Conferencia Internacional encargada de decidir el futuro estatuto de OSETIA DEL SUR, y en una segunda etapa, lograr eliminar las fuentes de tensión garantizando el cumplimiento de los derechos de las minorías.

Sin embargo, hasta el momento los resultados obtenidos han sido prácticamente nulos, pues la paz la mantienen las tropas rusas y la CSCE se limita a mantener una mínima presencia.

La República Autónoma de ABJAZIA es una zona estratégica de gran importancia para RUSIA y para GEORGIA. Ante la incapacidad de la CSCE para intervenir en el conflicto, SHEVARDNADZE ha tratado de conseguir que la ONU se involucre en el problema. Esta organización decidió participar únicamente después de que se alcanzó el alto el fuego gracias a la mediación de MOSCU.

Sin embargo, la ONU ha sido incapaz de enviar tropas de interposición y llevar a cabo una operación de mantenimiento de la paz tradicional debido, en opinión de los ponentes, a la polémica que sobre este tipo de operaciones se está desarrollando en la actualidad en NACIONES UNIDAS. Por ello, ha sido RUSIA la encargada de enviar tropas, a las cuales no se les ha concedido un mandato ONU, lo que, en opinión de los ponentes, deja a estas fuerzas sin control por parte de ninguna organización internacional.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

3. CONCLUSIONES

La actuación de la ONU y de la CSCE en los conflictos que se están desarrollando en las antiguas repúblicas del CAUCASO soviético ha demostrado la incapacidad de estas organizaciones para obtener, si no la solución de los conflictos, al menos una pacificación de los mismos.

En opinión de los participantes en el coloquio, estas organizaciones han perdido mucho tiempo, lo que puede dejarlas definitivamente marginadas del proceso de negociación y solución de estos conflictos. Para evitar que esto ocurra es imprescindible, en primer lugar, que ambas organizaciones superen los recelos y la desconfianza mutua, ya que la ONU se considera superior por ser una organización con carácter internacional mientras que la CSCE tiene un carácter regional.

El segundo factor fundamental que estas organizaciones deberán considerar, es el papel y los intereses de RUSIA en la zona y que en cierta medida son legítimos. En este sentido, hay que comprender que MOSCU no puede abandonar a los 25 millones de rusos que viven fuera de las fronteras de la FEDERACION en el territorio de la CEI. Asimismo, el liderazgo del KREMLIN teme la extensión del fundamentalismo islámico a través del CAUCASO, lo que afectaría al propio territorio ruso donde existen importantes regiones musulmanas.

Por todo ello, y ante la imposibilidad occidental de hacer frente a los conflictos que se desarrollan en el CAUCASO, los ponentes en el seminario concluyeron que debe admitirse que RUSIA juega un papel estabilizador en la zona, sin negar que estos conflictos le han permitido recuperar su influencia en la región.

La Comunidad Internacional, según los participantes en el seminario, debe coordinar sus actividades con MOSCU y otorgar un mandato a la FEDERACION RUSA, exigiéndole el cumplimiento de los compromisos democráticos y controlando sus ansias imperialistas.

Fecha de redacción: 30.09.94

CONFIDENCIAL

AZERBAÏDJAN



Capitale d'Etat (plus de 1 800 000 hab.)
Plus de 100 000 hab.
Plus de 30 000 hab.
Plus de 10 000 hab.
Autre ville ou localité
Route principale
Route importante
Autre route
Voie ferrée
Canal
Aéroport, Aérodrome
Réserve

0 20 40 60 km

N.B. En azerbaïdjanais, la lettre "ə" note à un "e" très ouvert.

Décembre 1993

Division Géographique (ARD) du Ministère des Affaires Etrangères © 1993

Imprimé par le M.A.E.

POURSUITE DES ATTAQUES AZERIES CONTRE LA REGION DE MARTAKERT

***Agence Haïlour*, Stépanakert, 11 mai 1994 (*Gamk*)**

Le cessez-le-feu, qui devait théoriquement entrer en vigueur le 9 mai à 0 heure, n'est pas respecté par l'Azerbaïdjan. Le 10 mai, après des tirs d'artillerie sur les positions de défense du district d'Askéran, les forces azéries ont attaqué en direction de la localité de Bach-Karvand. Plus tard dans la soirée une attaque a été également lancée contre les positions de défense du village de Yarmdja, du district de Martakert, au nord. Le lendemain, avec l'appui de chars, les Azéris ont à nouveau attaqué, cette fois-ci en direction du village voisin de Seyssoulan, mais ont dû battre en retraite face à la résistance arménienne. Des tirs d'artillerie ont aussi frappé des positions d'Askéran.

RASSOUL GOULIEV SIGNE LE PROTOCOLE DE PAIX

***Gamk*, 13 mai 1994 (*Reuter*)**

Selon l'agence *Reuter*, le président du Parlement d'Azerbaïdjan, Rassoul Gouliev, a signé le 9 mai le protocole de paix préparé lors des négociations de Bichkek, au Kirghizstan. Ce document avait d'abord été rejeté par l'Azerbaïdjan, mais il semble que des pressions russes aient amené un revirement. L'émissaire des missions spéciales du président russe, Boris Eltsine, Vladimir Kazimirov, se trouvait à Bakou au même moment, et indiquait que l'Azerbaïdjan n'avait pas d'autre alternative que de signer ce protocole. *"Un homme logique verrait clairement que l'acceptation de l'accord serait très favorable à l'Azerbaïdjan. Combien de personnes faut-il sacrifier pour récupérer ces terres ?"*, a-t-il notamment déclaré aux journalistes, faisant référence aux territoires occupés par les forces du Karabagh. Vladimir Kazimirov donnait aussi des précisions sur le texte de Bichkek, auquel il a fallu apporter deux modifications afin d'obtenir la signature de Bakou. L'Azerbaïdjan a en effet réclamé que les forces de maintien de la paix soient internationales et non pas de la CEI, et que les territoires se trouvant sous le contrôle des forces du Karabagh, reçoivent le nom de *"territoires occupés"*. Le plan en lui-même se compose de trois étapes : d'abord l'établissement d'un cessez-le-feu total et le retrait du front des troupes et de l'artillerie lourde, dans un délai au mieux de 6 jours ; puis, étalée sur 34 jours, doit s'effectuer la restitution des territoires, hormis Latchine et Chouchi, tandis que les prisonniers seraient échangés, que les voies de communication seraient rétablies et que les réfugiés obtiendraient le droit de revenir dans leurs foyers. Des commissions spéciales seraient créées pour étudier la question de Latchine et de Chouchi, deux semaines après l'établissement du cessez-le-feu. Enfin la troisième étape serait consacrée aux négociations devant définir l'avenir politique du Haut-Karabagh. Vladimir Kazimirov a admis que la deuxième et la troisième étapes pourraient prendre probablement plus de temps que prévu, car *"le processus est très difficile"*.

Conseil de l'Europe
Le Greffier de l'Assemblée Parlementaire

AT-C 94/13

Strasbourg, le 16 novembre 1994

Madame / Monsieur,

J'ai l'honneur de vous confirmer que la première partie de la Session de 1995 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra du ***lundi 30 janvier au vendredi 3 février 1995***.

Vous voudrez bien trouver ci-joint l'ordre du jour adopté par la Commission Permanente le 10 novembre 1994, ainsi que le projet de calendrier établi par le Bureau et approuvé par la Commission Permanente le même jour.

Prière de porter votre badge ou de vous munir d'une pièce d'identité ainsi que de la présente lettre d'invitation, ces documents seront exigés à l'entrée des bâtiments du Conseil de l'Europe.

Veuillez agréer, Madame / Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Heiner Klebes

Annexes : Ordre du jour
Projet de calendrier

Aux membres de l'Assemblée,
aux Invités spéciaux à l'Assemblée,
aux observateurs à l'Assemblée

cc. Représentants Permanents
Secrétaires des délégations nationales
Secrétaires des délégations d'invités spéciaux
Secrétaire de la délégation d'observateurs

Adresse Postale :
F 67075 Strasbourg Cedex
France

Tél. : 88 41 20 00
Télex : Eur 870943 F
Télécopie : 88 41 27 97

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 28 juillet 1994
s:/nm/fdocs/fan22.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 22

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE RECOMMANDATION

sur la situation en Azerbaïdjan - le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Constate que le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et qu'il a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés;

2. Rappelle que sa commission des relations avec les pays européens non membres a organisé depuis 1992 une série d'auditions auxquelles ont participé des délégations du Parlement d'Arménie, du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh";

3. Note avec satisfaction que le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix signé par toutes les parties intéressées;

4. Se réjouit des efforts déployés par la Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Assemblée Interparlementaire de la CEI pour amener les parties au conflit à signer un accord de paix;

Recommande au Comité des Ministres:

i. d'encourager les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à mettre à la disposition du Groupe de Minsk de la CSCE les moyens nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, notamment le déploiement d'observateurs internationaux dans la zone du conflit;

ii. de relancer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan;

iii. une fois que la paix sera rétablie au Haut-Karabakh, d'ouvrir ses programmes de coopération à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan et, en cas de demande de leur part, de mettre à leur disposition des experts qui pourraient contribuer à l'élaboration d'un statut politique du Haut-Karabakh.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 28 juillet 1994
s:/nm/fdocs/fan23.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 23

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE RÉSOLUTION

sur la situation en Azerbaïdjan - le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Constate avec préoccupation que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur la 12 mai 1994 n'est encore assorti d'aucun accord de paix entre les parties au conflit;

2. Rappelle que ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés;

3. Se réjouit des efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix;

4. Lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994;

5. Se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à la consolidation du cessez-le-feu, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées;

6. Lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés, l'arrêt du blocus des voies de communication et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 28 juillet 1994
s:/nm/fdocs/fan24.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 24

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE DIRECTIVE

sur la situation en Azerbaïdjan - le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Rappelle que les Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont demandé le statut d'invité spécial respectivement le 22 décembre 1991 et le 24 janvier 1992;

2. Constate avec satisfaction que le conflit du Haut-Karabakh, qui constituait un obstacle majeur à l'attribution du statut à ces deux Parlements, s'est apaisé grâce au respect du cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994;

3. Charge à présent sa commission des relations avec les pays européens non membres et sa commission des questions politiques de poursuivre l'examen des demandes de statut d'invité spécial des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan, conformément à l'article 55 bis du Règlement.

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI. ACTUALIZACION DEL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ.

El conflicto de NAGORNO-KARABAJ se ha caracterizado durante las últimas semanas por la sucesión de combates en los frentes de guerra que rodean el enclave armenio en territorio azerí y por la falta de cumplimiento de los acuerdos de alto el fuego pactados recientemente con la mediación de RUSIA.

El principal problema para alcanzar un "alto el fuego" duradero continúa siendo la negativa del Gobierno azerí a aceptar cualquier solución negociada al conflicto, si previamente no se produce la retirada total y unilateral de las fuerzas armenias de los territorios ocupados fuera de NAGORNO-KARABAJ.

La primera iniciativa de paz rusa fue la del enviado especial del Presidente ELTSIN, V. KAZIMIROV, que planteó a las partes en conflicto una solución progresiva de las discrepancias basándose en la concesión de un estatuto de autonomía para NAGORNO-KARABAJ y en el reconocimiento explícito de RUSIA como única potencia mediadora.

Tras el fracaso de esta propuesta, debido a la negativa azerí, el Ministro de Defensa ruso, P. GRACHEV lideró, el pasado 18.02.92, una segunda iniciativa planteada en términos bilaterales con las partes y que contemplaba la creación de una franja de seguridad en donde RUSIA desplegaría sus efectivos militares con la finalidad de, conjuntamente con las fuerzas armenias y azeríes, mantener el "alto el fuego" acordado que debería haber entrado en vigor el pasado 1 de marzo.

Aunque los ministros de defensa azerí y armenio y el enviado especial karabají firmaron en presencia de GRACHEV una declaración de intenciones, lo cierto es que ésta no ha sido respetada en ninguno de sus puntos. El Presidente ALIEV rechazó publicamente la propuesta rusa condicionando cualquier futuro "alto el fuego" a la retirada de las fuerzas armenias. Entretanto el Ejército azerí ha continuado sus ofensivas en el norte y en el sudoeste del enclave con el objetivo de recuperar los principales puntos estratégicos y vías de comunicación.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Para los armenios el valor de estos territorios es doble. Por un lado, les permiten mantener una serie de posiciones defensivas para prevenir ataques azeríes sobre el propio NAGORNO-KARABAJ o sobre el denominado corredor de LACHIN, principal vía de comunicación entre el enclave armenio y la República de ARMENIA y, por otro lado, representan una buena forma de presión en las negociaciones de paz.

En cuanto a AZERBAIYAN, la recuperación a cualquier precio de los territorios ocupados es una prioridad nacional. La propia supervivencia en el poder del actual régimen, encabezado por el Presidente ALIEV, depende en gran parte de su capacidad para reestructurar el maltrecho ejército azerí y tratar de resolver este contencioso por la vía militar.

Sin embargo, la situación social y económica de AZERBAIYAN es lo suficientemente mala como para no permitir por mucho más tiempo el esfuerzo que suponen las actuales ofensivas militares.

El Presidente ALIEV ha tratado durante los últimos meses de buscar el apoyo político y sobre todo económico de TURQUIA e IRAN. A pesar de ello, la prolongación del conflicto e incluso un hipotético enfrentamiento directo con ARMENIA no favorecerían ni a AZERBAIYAN, ni a la propia posición política de ALIEV.

El papel de la FEDERACION RUSA en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ, al igual que ha ocurrido con GEORGIA, es fundamental y determinará su futuro desarrollo.En este sentido, no es posible en estos momentos aventurar un acuerdo de paz que no cuente con la mediación directa de RUSIA. Así, los intentos de ALIEV de buscar apoyos en TURQUIA e IRAN deben ser interpretados, más como una forma de presión sobre MOSCU para que fuerze a las tropas armenias a abandonar los territoros ocupados, que como un intento real de solucionar el conflicto con la ayuda de terceros paises.

La nueva política exterior de RUSIA hacia el denominado "extranjero próximo" persigue en lo referente al CAUCASO, la pacificación lo antes posible de los conflictos armados que tienen lugar en esa región para después "someterla" a su influencia directa -militar, política y económica- evitando la de terceros países.

Fecha de Redacción: 09.03.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: POSICION DE LOS PARTIDOS POLITICOS AZERIES RESPECTO AL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ.

0. INTRODUCCION

A pesar de los grandes recursos económicos naturales de AZERBAIYAN, la falta de una solución definitiva al prolongado conflicto de NAGORNO-KARABAJ está sumiendo a la República en un caos que podría acabar por provocar revueltas sociales de importancia.

Dentro de este contexto resulta de gran interés el análisis de las posturas de los principales partidos políticos con respecto al conflicto, pues de ellos depende en gran parte la evolución democrática del país.

El Presidente ALIEV no permanece al margen de este debate político ya que compagina sus labores como Jefe del Estado, con las de Presidente del partido "Nuevo AZERBAIYAN", uno de los más relevantes y cuya postura anti-rusa con respecto al conflicto de NAGORNO KARABAJ, contrasta con la línea oficial del Gobierno, más cercana a las tesis de MOSCU.

1. POSTURAS DE LOS PARTIDOS POLITICOS

Dentro del entorno de los partidos políticos azeríes se observan dos líneas, claramente diferenciadas, con respecto al conflicto:

- La primera de ellas sería la de aquellos grupos políticos de corte más bien conservador (Partido Comunista, Partido Democrático Liberal) que abordan la cuestión a favor de una solución basada en la influencia de RUSIA.

- La segunda sería la de los grupos de tendencia "democrática" (Movimiento de las Reformas Democráticas, Nuevo AZERBAIYAN) que abogan por una solución en la que las iniciativas rusas perderían importancia y sería la Comunidad Internacional la que debería jugar

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

el papel predominante para la búsqueda de una solución aceptable.

Los representantes de ambas posturas creen que uno de los principales problemas para la pacificación de NAGORNO KARABAJ es la falta de interés por parte armenia en solucionar el conflicto. Sin embargo, los partidarios de la primera línea de solución creen que este factor tan sólo puede ser resuelto mediante un mayor acercamiento a RUSIA, con la finalidad de que ésta, tradicional aliada de ARMENIA, presione a las autoridades armenias para la aceptación de una solución negociada.

De no lograrse este objetivo la única alternativa viable sería la movilización en masa de la sociedad azerí para la recuperación por la vía militar de los territorios ocupados. Sin embargo, esta segunda opción chocaría de plano con la oposición de la población, harta de las nefastas consecuencias del prolongado conflicto.

Por el contrario los partidarios de la segunda línea de solución, entre los que se encuentra el partido de ALIEV, Nuevo AZERBAIYAN, echan la culpa de gran parte del problema de NAGORNO-KARABAJ a RUSIA, la cual mediante su apoyo incondicional a la parte armenia ha provocado la situación actual.

Para estos grupos cualquier solución definitiva al conflicto debería de pasar previamente por la retirada incondicional de las fuerzas armenias de los territorios ocupados en AZERBAIYAN, que representan el 20% del total del territorio nacional.

En su oponión, para conseguir este objetivo lo ideal sería una decidida intervención de la comunidad internacional en el proceso de negociación sobre el conflicto y el posterior envío a la zona de observadores militares de países neutrales, con el fin de garantizar el cumplimiento de los acuerdos.

Sin embargo, esta postura no encuentra practicamente reflejo en la práctica debido al escaso interés que el conflicto despierta en la política exterior de las principales potencias occidentales. Según la mayoría de los políticos azeríes esta falta de interés responde en gran parte a la fuerte influencia que ejerce la diáspora armenia en países como EE.UU., FRANCIA y GRAN BRETAÑA.

Asimismo, otros países como TURQUIA e IRAN, que cuentan en sus respectivos territorios con importantes grupos de población de procedencia azerí, no se han involucrado totalmente en el conflicto, con el objetivo de no facilitar la creación de una gran potencia en AZERBAIYAN, que a la larga perjudicaría sus propios intereses en la zona e incluso podría provocar conflictos territoriales, especialmente en la frontera norte de IRAN.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

2. CONCLUSIONES

A pesar de las discrepancias existentes dentro de la esfera política en AZERBAIYAN, sobre las diferentes posibilidades para la pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, lo cierto es que en la actualidad cualquier iniciativa de paz deberá contar con la mediación de la FEDERACION RUSA, que ha demostrado en repetidas ocasiones su decisión de convertirse en la "controladora oficial" del conflicto.

La mayoría de los grupos políticos azeríes observan como inevitable la influencia rusa, ya que los lazos económicos y de otra índole que se tenían dentro de la UNION SOVIETICA no pueden ni deben ser rotos repentinamente. Esto perjudicaría los propios intereses azeríes.

Otro tema diferente es la forma en la que se debería utilizar esta influencia y hasta qué punto debería llegar. Es en este tema donde surgen las mayores discrepancias entre los partidarios de formar con RUSIA una nueva Unión y los que desean mantener las máximas cuotas de independencia política y económica con respecto a RUSIA y tan solo contar con MOSCU para las labores de mediación en el conflicto dentro de los que ya se desarrollan a nivel internacional.

En resumen se puede afirmar que para AZERBAIYAN, la solución depende en gran medida de la parte armenia. La parte azerí estaría dispuesta a cumplir el último plan de paz ruso, siempre y cuando los armenios se retiren de "todos" los territorios ocupados. El "status" final de NAGORNO-KARABAJ, aceptable para AZERBAIYAN, sería el mismo que tenía la zona antes de declararse la guerra, es decir, una provincia autónoma.

Esta es, por otro lado, la línea seguida por el actual régimen político de AZERBAIYAN encabezado por el Presidente ALIEV, el cual al mismo tiempo que ha estrechado sus relaciones con RUSIA,sobre todo tras el ingreso en la CEI el pasado 24.09.93, trata de conseguir éxitos militares en el campo de batalla para aplacar las críticas políticas internas y de actuar en la esfera internacional con la finalidad de provocar una mayor implicación de las organizaciones internacionales como la ONU y la CSCE en el proceso de negociación.

Fecha de Redacción: 13.04.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI. SITUACION EN GEORGIA. EL CONFLICTO DE ABJAZIA.

0. INTRODUCCION Y SITUACION INTERNA EN GEORGIA

La situación interna en GEORGIA sigue siendo muy grave. Cada día son más los grupos armados de delincuencia organizada y paramilitares, que actúan principalmente en la capital, TBILISI y a lo largo del frente de guerra en ABJAZIA.

Debido a esto, la población se ve en muchos casos chantajeada y maltratada por las bandas armadas. Las fuerzas de seguridad se muestran incapaces de atajar el crimen e incluso reciben acusaciones de participar activamente en casos de extorsión.

Esta difícil situación interna se ve agravada por una acuciante crisis económica que ha provocado el que la mayoría del pueblo georgiano se vea obligado a vivir en una situación de pobreza, dedicando sus esfuerzos casi exclusivamente a sobrevivir.

Por otro lado, la situación política actual está caracterizada por fuertes luchas internas entre SHEVARDNAZDE y sus partidarios y los grupos de oposición. Aunque el líder georgiano aún cuenta con mayoría en el Parlamento, cada día son más los diputados que se pasan a la oposición, que por otra parte goza de un importante respaldo popular.

La clave que permitiría a GEORGIA comenzar a remontar sus problemas políticos y económicos internos, sería la pacificación definitiva del conflicto de ABJAZIA, que desde agosto de 1992 además de haber provocado miles de muertos y refugiados, ha impedido a la República estabilizar su situación y desarrollar el programa de reformas políticas proyectado por el Gobierno.

1. SITUACION POLITICA INTERNA

Durante las últimas semanas se han recrudecido las luchas políticas entre el Jefe del Estado, E. SHEVARDNAZDE y el Parlamento.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

El primer punto importante de confrontación fue la ratificación del tratado de adhesión de GEORGIA a la CEI. A pesar de que el Tratado, firmado por GEORGIA el pasado 23.10.93, fue finalmente ratificado el 1 de marzo, las discusiones en el Parlamento fueron muy cruentas y se endurecieron como consecuencia de la firma del Acuerdo ruso-georgiano de Cooperación entre los Presidentes ELTSIN y SHEVARDNAZDE en TBILISI el pasado 03.02.94.

Tras estas confrontaciones el Parlamento ha discutido recientemente el Proyecto presentado por SHEVARDNAZDE sobre la estructura y composición personal del Gobierno, lo que ha supuesto la reactivación de los ataques políticos al líder georgiano, acusado de colocar en el Ejecutivo a antiguos compañeros suyos ex-comunistas.

En definitiva, todas estas luchas políticas internas ponen de relieve un cambio en la orientación política de GEORGIA, que tras la obtención de su independencia en 1991 trató de trazar un camino al margen de RUSIA y crear una República independiente, en el seno de la comunidad internacional. Sin embargo, el posterior desarrollo de los acontecimientos ha empujado al estado caucasico hacia la órbita de influencia rusa.

En opinión de las principales fuerzas nacionalistas el gran culpable de esta situación es el propio SHEVARDNAZDE que no ha sido capaz de resolver los problemas separatistas de ABJAZIA y OSETIA del Sur por la fuerza, "aplastando" a los enemigos de la nación georgiana.

Para estas fuerzas ultranacionalistas RUSIA, aliada de SHEVARDNAZDE, es la gran enemiga del desarrollo de una GEORGIA independiente, ya que sus ansias expansionistas la han llevado a considerar al espacio ex-soviético como suyo propio y no como un conjunto de países independientes, que durante 70 años tuvieron que soportar el yugo de la URSS.

Según estas mismas fuerzas políticas, la FEDERACION RUSA es la principal causante de los conflictos en las regiones de ABJAZIA y OSETIA del Sur, a las cuales han prestado ayuda militar, mientras que engañaba al propio SHEVARDNAZDE proponiendo distintas formas de mediación y cooperación entre las partes. Con todo esto MOSCU ha conseguido sus objetivos de sumir a GEORGIA en una situación desesperada y bajo serias amenazas de desintegración que obligaron a sus dirigentes a someterse a la voluntad rusa.

2. SITUACION ACTUAL DEL CONFLICTO DE ABJAZIA

Se puede afirmar que el reciente viaje del Presidente georgiano, E. SHEVARDNAZDE a EEUU no ha dado los esperados

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

resultados positivos para la pacificación del conflicto abjazo. En ello han intervenido diversos factores.

En primer lugar, el Parlamento nacional aprovechando la ausencia del líder georgiano aprobó una resolución por la que disolvía el Parlamento de ABJAZIA traspasando todos los poderes al Gobierno abjazo "en el exilio", que opera en TBILISI.

En segundo lugar, la petición de SHEVARDNAZDE al Consejo de Seguridad de enviar a la zona de conflicto una fuerza de pacificación internacional no se ha materializado hasta la fecha en nada concreto y ha sido matizada tanto por el propio Secretario General de la ONU, BUTROS-GALI, que no considera suficientemente buenas las circunstancias actuales en ABJAZIA para el envío de fuerzas de pacificación de la ONU y por el Gobierno ruso que pretende la concesión, por parte de este organismo internacional u otro que podría ser la CSCE, de un mandato internacional que otorgue la cobertura legal necesaria a la actuación de sus fuerzas en ABJAZIA.

Asimismo, coincidiendo con todas estas circunstancias, y con una sustancial mejora de las condiciones metereológicas, las fuerzas abjazas han reanudado los combates en la región montañosa de SVANETIA, en donde aún permanece una pequeña bolsa de resistencia georgiana.

Las autoridades separatistas abjazas juegan de esta forma en dos frentes, por un lado continúan con las negociaciones de paz con los georgianos que comenzaron el pasado mes de noviembre en GINEBRA y por otro tratan de afianzar sus posiciones militares con la finalidad de aplicar la conocida política de hechos consumados.

Tan sólo un reciente hecho permite ser relativamente optimistas ante la futura pacificación del conflicto abjazo. El pasado 04.04.94 coincidiendo con la visita oficial de BUTROS-GALI a MOSCU se llevó a cabo la firma de dos Acuerdos entre georgianos y abjazos. Los acuerdos contaron con la mediación directa del Ministerio de Asuntos Exteriores ruso y de la ONU y en virtud de ellos las partes se comprometen a cesar el fuego y a continuar con las negociaciones de paz el próximo 19 de abril en GINEBRA así como a permitir y facilitar el regreso de los refugiados y personas desplazadas por el conflicto a sus asentamientos anteriores.

Aunque estos acuerdos deben ser contemplados con todas las precauciones necesarias debido al fracaso de los alcanzados con anterioridad, lo cierto es que el incremento del esfuerzo mediador de RUSIA y de la ONU, así como la imperiosa necesidad del Gobierno georgiano de buscar un arreglo pacífico al conflicto, hacen prever la posibilidad de conseguir a medio plazo un Acuerdo en el cual la gran beneficiada será sin duda la

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

parte abjaza ya que deberá resolverse el problema sobre su futuro "status" político.

3. CONCLUSIONES

La posible evolución de la situación interna en GEORGIA es cada día más incierta y en gran parte condicionada a la evolución del conflicto de ABJAZIA.

De producirse una intervención internacional en el conflicto patrocinada por la ONU, RUSIA tratará de jugar el papel principal y de controlar la actuación de esas fuerzas en ABJAZIA.

Sin embargo, ni siquiera las expectativas de pacificación expuestas descartan una posible agudización de la situación política en GEORGIA que podría acabar por provocar el cese o la dimisión de SHEVARDNAZDE. Esta hipótesis agravaría sin duda la situación en ABJAZIA, ya que la mayoría de la oposición política es partidaria de resolver el conflicto por la vía militar.

Por todo ello, SHEVARDNAZDE se perfila en la actualidad como la única personalidad política georgiana capaz de controlar la situación interior y de conducir a buen término las negociaciones de paz con los abjazos. Su propia supervivencia política dependerá en gran parte de esto último y del apoyo que RUSIA y organizaciones internacionales como la ONU sean capaces de ofrecerle.

La próxima ronda de negociaciones, en principio acordada para el 19 de abril, podrá ser importante para la pacificación del conflicto de ABJAZIA. En esta reunión la parte georgiana deberá de ofrecer una solución aceptable sobre el "status" político de ABJAZIA, aunque esta perjudique sus propios intereses.

En este sentido, tanto SHEVARDNAZDE como otros dirigentes georgianos han manifestado la necesidad de buscar un acuerdo para el conflicto, aunque esto suponga la federalización de la República.

Fecha de redacción: 08.04.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: ELECCIONES EN CRIMEA.

0. INTRODUCCION

El 27.03.94 se celebraron comicios en CRIMEA donde no sólo se eligieron los diputados al Parlamento de la República de UCRANIA, sino también los 98 diputados del Sóviet Supremo de CRIMEA. De estos 98 diputados: 66 se eligieron por el sistema mayoritario en otros tantos distritos electorales; 14 se eligieron de entre los candidatos presentados por los partidos políticos en un único distrito electoral que cubre toda la República Autónoma; otros 14 por los representantes de la minoría tártara, según el sistema proporcional; y, otros 4, de las minorías búlgara, armenia, alemana y griega.

Cinco partidos políticos tuvieron derecho a presentar sus listas y a hacer campaña electoral: el bloque "ROSSIA", el Partido Comunista de CRIMEA, la Unión de Apoyo a la República de CRIMEA, el Partido Crimeo de Garantías Sociales y el Partido del Renacimiento Económico de CRIMEA.

En cuanto al Sóviet Supremo de UCRANIA, la República de CRIMEA estará representada por 23 diputados. Sólo cuatro partidos han presentado candidatos: el Partido Republicano de UCRANIA, el Partido del Renacimiento Democrático de UCRANIA, el Partido Comunista de UCRANIA y el Partido del Renacimiento Económico de CRIMEA.

Asimismo, el 27.03.94 se celebró en CRIMEA una consulta popular promovida por el Presidente de la Península, Y. MESHKOV, y que incluía las siguientes preguntas:

- ¿Está Ud. de acuerdo con el restablecimiento de la disposición de la Constitución de la República de CRIMEA de 06.05.92 que establece que las relaciones entre CRIMEA y UCRANIA se regularán en base a tratados y acuerdos bilaterales?.

- ¿Está Vd. de acuerdo con el restablecimiento de la disposición de la Constitución de la República de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

CRIMEA del 06.05.92 que establece el derecho de los ciudadanos de CRIMEA a poseer la doble nacionalidad?.

- ¿Está Vd. de acuerdo con conceder fuerza de Ley a los decretos del Presidente de la República de CRIMEA que traten sobre cuestiones no contempladas aún por la Legislación crimeana?.

La Comisión Electoral Central de CRIMEA y el Presidente MESHKOV llegaron a un acuerdo para realizar la consulta popular. Las urnas para dicha consulta se colocaron en las mesas electorales junto a las de las elecciones legislativas, las papeletas se entregaron también a los que deseaban participar en esta consulta en las mesas electorales y el recuento general de votantes también se llevó a cabo en las mesas electorales.

Una vez hecho este recuento general, las papeletas se entregaron a los representantes del Presidente que fueron los encargados de efectuar el recuento y publicar los resultados definitivos de la consulta. De esta forma se evitó darle a la consulta cualquier tipo de valor jurídico.

1. VALORACION DE LOS RESULTADOS ELECTORALES

En cuanto a los comicios en CRIMEA lo más destacable es que se han celebrado con toda normalidad las elecciones al Parlamento de UCRANIA (con una participación general del 60,7%), las elecciones al Soviet Supremo de CRIMEA y la encuesta organizada por el Presidente MESHKOV.

En lo que se refiere a las elecciones al Soviet Supremo de CRIMEA por partidos, la lista más votada ha sido la del bloque "ROSSIA" con un 66'7%, seguida del Partido Comunista de CRIMEA (10,1%), Partido del Renacimiento Económico de CRIMEA (7%), la Unión de Apoyo a la República de CRIMEA (3%) y Partido Crimeo de Garantías Sociales (2,8%).

Los datos de la encuesta no han sido publicados aún, pero cabe esperar que un porcentaje (80%) muy elevado de los que hayan participado haya apoyado las tesis del Presidente.

No obstante, la posible fuerza política de esta encuesta queda contrarrestada por la participación de la población crimea en las elecciones al Parlamento de UCRANIA, que ha hecho oídos sordos a la llamada de MESHKOV y del bloque "ROSSIA" a boicotearlas y que podría interpretarse como un deseo de la población de mantenerse en el seno de UCRANIA, pero con peculiaridades específicas.

Fecha de Redacción: 08.04.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: SITUACION EN MOLDAVIA.

0. INTRODUCCION

Tras las elecciones legislativas del 27 de febrero en que MOLDAVIA eligió un nuevo Parlamento, el primer legislativo democrático de su historia, se celebró un sondeo sociológico sobre el "status" de la república.

La consulta se realizó el 06.03.94 por iniciativa del Presidente, M. SNEGUR, con objeto de poner fin a todas las especulaciones sobre el futuro de MOLDAVIA. Al no tener el Presidente prerrogativa para convocar un referéndum se decidió por la fórmula del sondeo sociológico.

La pregunta a la que tuvieron que contestar los moldavos fue la siguiente: ¿Está usted a favor de que la república de MOLDAVIA sea un estado independiente, unitario e indivisible dentro de las fronteras existentes en la fecha de su declaración de soberanía (23.06.90), que practique una política de neutralidad, que mantenga relaciones con todos los países del mundo en base a los intereses mutuos y que se garantice a los ciudadanos la igualdad de derechos?.

La participación en esta consulta fue del 75%; en GAGAUZIA participó el 90% y en TRANSDNISTRIA solo tomaron parte 17.000 personas. Afirmativamente votaron el 95,4% de los participantes y sólo el 2% se mostraron en contra.

Aunque el sondeo no tiene ninguna obligatoriedad para las autoridades, no cabe duda que es muy significativo y aclara bastante la actitud de los moldavos respecto al futuro de su país.

Políticamente, se interpretan los resultados del sondeo como el cierre del proceso de reunificación con RUMANIA y como la inclusión definitiva de MOLDAVIA en el ámbito de la CEI. En los círculos llamados "democráticos" de tendencia pro-rumana se interpreta como una derrota a sus tesis; sin embargo, alegan que, al menos, el sondeo consolida la independencia de MOLDAVIA.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

1. ACTITUD DE LOS DIFERENTES ACTORES POLITICOS

El Parlamento moldavo inició sus sesiones el pasado 29 de marzo, en ellas se eligió Presidente de la Cámara a PETRU LUCINSCHI, por 57 votos a favor y 43 en contra, que lo había sido también del anterior Parlamento. El día 31 los diputados confirmaron a A. SANGHELI en el cargo de Primer Ministro por 82 votos a favor, el Jefe del Gabinete cuenta ahora con diez días para proponer la composición del nuevo Gobierno.

El Legislativo moldavo se plantea como temas prioritarios en esta legislatura: la aprobación de la Constitución; los estatutos de los territorios secesionistas (TRANDSNISTRIA y GAGAUZIA); la reforma económica; las modificaciones al código agrario; la liberalización fiscal y el estímulo a la producción.

Se van a evitar de momento los asuntos más complicados como la vuelta a la utilización del alfabeto cirílico; la doble nacionalidad; o el "status" del idioma ruso como lengua oficial del Estado.

Los distintos grupos políticos están definiendo en las últimas semanas su estrategia política para el futuro. Así, los triunfadores en las elecciones, los Agrarios, han moderado considerablemente su política tras la victoria. Según su nueva estrategia están dispuestos a colaborar con todas las formaciones representadas en el Parlamento y no van a formar una coalición permanente como propusieron durante la campaña electoral.

Asimismo, han expresado su voluntad de no bloquear las reformas, aunque adaptando su amplitud y sus ritmos a la realidad del país, y están dispuestos a continuar con la privatización de la tierra y a ampliar la cooperación exterior en el ámbito económico, dejando de lado los problemas militares y políticos.

Por su parte, el Presidente SNEGUR se muestra ahora más duro con la oposición nacionalista que los propios Agrarios. SNEGUR ha disuelto por decreto la Radiotelevisión nacional y ha dispuesto la creación de una nueva compañía estatal, "Teleradio-MOLDOVA", con el fin de librarse de aquellos periodistas con tendencias nacional-democráticas.

Con estas medidas pretende, probablemente, ganarse al futuro Parlamento, con el que se considera en deuda por el apoyo que le prestó durante la campaña electoral y en el sondeo. El Presidente entiende que, hasta ahora, él representaba la única Institución que se podía considerar democrática y representativa del país, pero ahora la realidad ha cambiado y existe una fuerza parlamentaria cuyo líder ya no es él, sino P. LUCINSCHI y A. SANGUELI, verdaderos triunfadores en el

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

proceso electoral, con lo que peligra su propia posición, ya que la nueva Constitución podría imponer elecciones presidenciales anticipadas o, incluso, se podría cuestionar la propia existencia de la Institución presidencial.

En cuanto a los territorios secesionistas, su actitud, tras las elecciones y el sondeo es, en el caso de GAGAUZIA, de tranquilidad. COMRAT espera que los nuevos diputados cumplan sus promesas de examinar inmediatamente el estatuto de los gagauzos, mientras que TIRASPOL interpreta el hecho de la escasa participación de la población de TRANDSNISTRIA en las elecciones y el sondeo como una prueba del apoyo a la estatalidad de la orilla izquierda.

2. PERSPECTIVAS

La sesión Parlamentaria ha mostrado una serie de novedades en el panorama político moldavo. En primer lugar, ha desaparecido el concepto de "responsabilidad colectiva" del Parlamento que existió en la anterior legislatura ya que en la actualidad existe un partido del Gobierno que deberá, a partir de ahora, responder de la situación en el país.

En segundo lugar, hay que señalar que en la nueva Cámara existen dos oposiciones al partido en el poder: una que podría denominarse de derechas, personificada por los nacionalistas del Frente Popular Cristiano Demócrata y, otra, de izquierdas, formada por los Socialistas y por "Edinstvo". Ambos bloques de oposición están dispuestos a ejercer una presión constante sobre el Gobierno lo que, sin duda, dará lugar a un Parlamento mucho más activo que el anterior.

Las elecciones, el nuevo Parlamento y el sondeo han clarificado considerablemente la situación en la República de MOLDAVIA y aunque cabe esperar que las fricciones continúen en el futuro, la situación de los diferentes actores políticos, ratificados en las urnas, redundará en beneficio de una mayor estabilización y coherencia política, premisas fundamentales para abordar la solución de la gravísima crisis económica.

Fecha de Redacción: 06.04.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: POSICION Y VALORACION ARMENIA DEL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ.

0. INTRODUCCION

La postura de ARMENIA ante el conflicto de NAGORNO-KARABAJ, se ha caracterizado por una pretendida neutralidad, al menos a nivel oficial, que contrastaba con la ayuda humanitaria y militar que enviaban a STEPANAKERT.

Sin embargo, durante los últimos meses se ha podido detectar un cambio de actitud que ha separado en cierta medida a ARMENIA de su tradicional postura y que persigue básicamente dos objetivos:

- En primer lugar asegurar la subsistencia de la población de NAGORNO-KARABAJ y el mantenimiento de su actual posición de ventaja en el conflicto.

- En segundo lugar, utilizar su capacidad de influencia sobre las autoridades karabajíes y sus tradicionales buenas relaciones con RUSIA, para buscar una solución negociada al conflicto.

El primer punto viene condicionado por la obligación moral que cualquier régimen político de ARMENIA sentiría por ayudar en lo posible al enclave armenio, que lucha por su independencia desde que STALIN en 1923 "regalara" este territorio a la República Socialista Soviética de AZERBAIYAN.

En cuanto al segundo punto, se ha plasmado en una reactivación de los esfuerzos diplomáticos armenios motivados por la grave situación económica que durante el último año ha atravesado ARMENIA debido al bloqueo impuesto por AZERBAIYAN y TURQUIA y a la guerra en GEORGIA que ha interrumpido las comunicaciones terrestres.

Este deterioro económico ha provocado la carencia prácticamente total de productos energéticos y alimentos necesarios para la supervivencia de la población.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

1. SITUACION ACTUAL DEL CONFLICTO SEGUN FUENTES ARMENIAS

El desarrollo del conflicto de NAGORNO-KARABAJ es en la actualidad favorable a la parte karabají. Las ofensivas azeríes que desde diciembre de 1993 tratan de reconquistar los territorios ocupados por las fuerzas armenias, que suponen el 25% del total del territorio azerbaiyano, no han tenido prácticamente ningún éxito.

Estas ofensivas pretendían varios objetivos militares simultáneamente. En primer lugar, liberar los altos de KELBAZAR, al noroeste del enclave, desde donde se puede controlar estratégicamente el importante corredor de LACHIN, única vía de comunicación efectiva entre ARMENIA y NAGORNO-KARABAJ. Los ataques azeríes sobre estas zonas han sido rechazados en todas las ocasiones por las fuerzas armenias, que siguen controlando y defendiendo sus posiciones estratégicas en KELBAZAR.

Asimismo, las ofensivas azeríes han fracasado hasta el momento en sus intentos de reconquistar la ciudad de AGDAM, situada al Este de NAGORNO-KARABAJ y desde donde resulta factible bombardear el propio enclave armenio.

En la actualidad tan sólo se registran hostilidades al Sur de AZERBAIYAN, concretamente en las inmediaciones de la ciudad de FIZULI, junto a la frontera con IRAN. Hasta la fecha estas ofensivas han sido controladas por los armenios evitando de esta forma la reapertura de las importantes vías de comunicación que pasan por ésta región y que unen el Este y el Oeste de la República.

Según fuentes armenias la situación actual dentro de las fuerzas armenias de autodefensa de NAGORNO-KARABAJ es buena. La moral de las tropas y oficiales es alta debido a las victorias militares obtenidas y su determinación de "llegar hasta el final" es absoluta.

Por el contrario, los esfuerzos realizados por el Presidente azerí, GAIDAR ALIEV, para reestructurar el Ejército nacional y cortar las masivas deserciones han sido inútiles. La moral dentro de las fuerzas azeríes es muy baja y su capacidad operativa es todavía insuficiente a pesar de la contratación de mercenarios muyaidines afganos, que en muchas ocasiones han sido utilizados para "disparar" sobre los desertores azeríes.

A esta situación dentro de las fuerzas azeríes hay que unir el crecimiento de la oposición política interna a ALIEV, que le acusa cada vez con mayor dureza de ser incapaz de recuperar el territorio nacional. Asimismo, la población azerí se encuentra desengañada por el incumplimiento de las promesas de ALIEV y por el agravamiento de la situación económica interna debido a los gastos de guerra que han supuesto las últimas ofensivas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

2. POSTURA ARMENIA EN EL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ

La postura de ARMENIA en el conflicto, independientemente de su neutralidad oficial, se identifica plenamente con los objetivos de los karabajíes. Las autoridades armenias han defendido a lo largo de todo el conflicto la necesidad de respetar el derecho a la autodeterminación de NAGORNO-KARABAJ y para ello han tratado de presionar al Gobierno de BAKU, tanto en el seno de organizaciones internacionales como la CSCE y la ONU, como dentro de la CEI, a la que AZERBAIYAN pertenece desde el pasado mes de septiembre.

Según las autoridades armenias el único problema existente en la actualidad para terminar con el conflicto son las sucesivas negativas azeríes a aceptar los planes de paz propuestos por RUSIA.

En opinión de las autoridades armenias, la FEDERACION RUSA es la única potencia capaz de desplazar a la zona un contingente de tropas de pacificación que garanticen un alto el fuego duradero. La influencia de RUSIA sobre el CAUCASO ex-soviético es interpretada por los armenios como un hecho inevitable y como un mal menor ante las aspiraciones turcas de intervenir en la zona. Esta presencia de RUSIA desplazaría completamente la posibilidad de que tropas turcas participaran en los planes de pacificación del conflicto, lo que para ARMENIA supondría un grave riesgo para su propia integridad territorial.

En este sentido, el Gobierno de EREVAN ha aceptado y trata de desarrollar el Acuerdo alcanzado el pasado 18.02.94 en MOSCU entre AZERBAIYAN, ARMENIA y STEPANAKERT con la mediación de RUSIA. Asimismo, según fuentes armenias, no sería "deseable" la marginación del Grupo de MINSK de la CSCE del proceso de negociación sobre el conflicto, ya que esto supondría la ausencia de observadores internacionales, aparte de los rusos, que garantizaran el cumplimiento de los términos del Acuerdo.

Dentro de este marco, ARMENIA pretendería buscar una solución parecida al reciente Acuerdo de paz para Oriente Medio. Es decir, "Paz por Territorios", que en el caso de NAGORNO-KARABAJ se concretaría en la retirada de las fuerzas armenias de los territorios ocupados en AZERBAIYAN y la interposición, en una franja de terreno desmilitarizada por las partes, de fuerzas de pacificación rusas. Esta solución estaría siempre condicionada a la aceptación por parte de BAKU, de la participación de NAGORNO-KARABAJ como una de las partes de pleno derecho en las negociaciones de paz.

En estas negociaciones se debería alcanzar una solución política al conflicto mediante la concesión de un Estatuto de Autonomía a NAGORNO-KARABAJ que contara con garantías suficientes para su efectiva aplicación.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

3. CONCLUSIONES

Aunque las iniciativas armenias son significativas dentro del conjunto de esfuerzos que se llevan a cabo para la solución pacífica del conflicto, cualquier acuerdo de paz deberá contar previamente con el consentimiento de las partes enfrentadas y con la coordinación de las iniciativas de paz de los mediadores en el conflicto: RUSIA y CSCE.

Efectivamente, hasta la fecha la CSCE no se ha mostrado dispuesta a otorgar un mandato que autorice a RUSIA a intervenir en la zona como única mediadora, a pesar de las solicitudes presentadas por MOSCU en este sentido. Esto ha provocado el distanciamiento de los mediadores rusos con respecto al Grupo de MINSK y por lo tanto la duplicidad y la descoordinación en las misiones negociadoras.

En cuanto a NAGORNO-KARABAJ, sus autoridades actuales encabezadas por el Presidente del Comité de Defensa, ROBERT KOCHARIAN, son conscientes de la importancia estratégica y política de los territorios que ocupan fuera del enclave y que suponen un importante factor de presión sobre AZERBAIYAN para conseguir su reconocimiento como territorio independiente. La posición karabají es más radical que la armenia, aunque su disposición a negociar es mayor en estos momentos que durante el pasado 1993 debido al progresivo agotamiento de sus propios recursos y a la crisis económica en ARMENIA, que restringe la ayuda que reciben de ella.

En cuanto a AZERBAIYAN, su situación es más compleja. La propia estabilidad interna del régimen encabezado por ALIEV está supeditada a la obtención de resultados en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ. En este sentido, el Presidente ALIEV trata de aprovechar las diferencias existentes entre los mediadores en el conflicto, RUSIA y CSCE, para continuar con las ofensivas en el frente de guerra que según los mandos militares azeríes acabarán por extenuar la capacidad defensiva de las fuerzas armenias. Para ALIEV es vital eliminar, antes de la firma de futuro Acuerdo de Paz, la sensación de humillación nacional sufrida tras las victorias militares armenias.

Por otro lado, ALIEV trata en la actualidad de involucrar directamente a ARMENIA en la guerra, lo que le reportaría buenos resultados de cara a una intervención occidental en el conflicto, que sería tratado como una auténtica guerra entre estados y no como un conflicto separatista interno.

Como consecuencia de las ofensivas azeríes y ante la falta de coordinación en las iniciativas de paz propuestas por RUSIA y por la CSCE, los armenios de NAGORNO-KARABAJ podrían tratar de utilizar la fuerza para acabar, lo antes posible, con el conflicto por la via militar, lo que conduciría a un recrudeci-

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

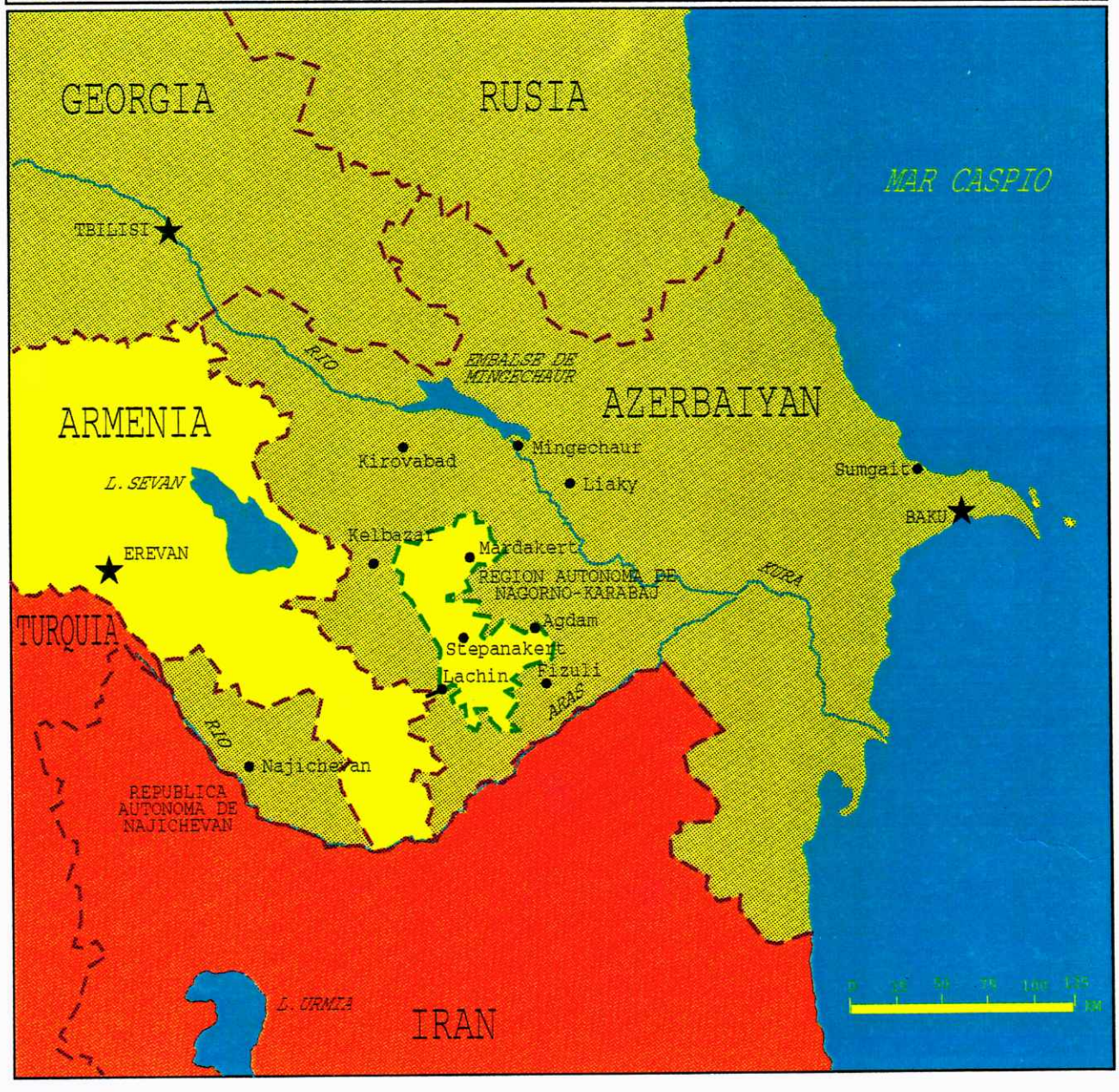
miento de las hostilidades que podría arrastrar a nuevos contendientes.

Fecha de Redacción: 23.03.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

NAGORNO-KARABAJ



CONFIDENCIAL

YURI G. BARSEGOV

LLD, Professor

PEACEFUL SETTLEMENT OF THE KARABAKH ISSUE AND POST-CONFLICT PEACE-BUILDING

«NAIRI» PUBLISHERS 1993

Yuri G.BARSEGOV
LLD, Professor

PEACEFUL SETTLEMENT OF THE KARABAKH ISSUE AND POST-CONFLICT PEACE-BUILDING

The war in Nagorny Karabakh has been going on for six years. It was preceded by the 1918-1921 war as well as the carnage of 1905-1906. Besides, time-spans between the wars failed to serve as a model of civilized inter-ethnic relations. That is why the purpose of peaceful settlement consists in establishing a comprehensive and durable adjustment that would rule out for good any forms of violence between the Armenians and the Azeris, create conditions for developing neighborly interaction between them as well as their relations with other peoples inhabiting the region.

This difficult and seemingly unfeasible task can be solved by means of a persistent search of peace proceeding from the understanding that there is no other logical alternative.

A solution that would meet the criteria of human civilization at the end of the XX century and be acceptable to both parties can be found only by the way of establishing all facts pertaining to the conflict and assessing them impartially on the basis of the standards of the International Law.

It is important that all available peaceful means and procedures, as well as experience of conflict settlement acquired by the international community be used in order to find the shortest and most efficient way leading to the much cherished peace. Every day taken away from war, every human life pulled out of the claws of death is a

worthy price for peace-making efforts of the international community undertaken at all levels - the C.I.S., the CSCE and the UN.

1. Essential Conditions of Solving the Issue of the Status

Under new political circumstances, with the parties seemingly understanding the necessity of finding mutually acceptable political solutions and the prerequisites for securing international guarantees gradually taking shape the prospects for achieving mutual concessions became favorable. For the purpose of identifying compromise solutions it is vital that we fully understand the limits of possible concessions as well as essential conditions to be taken into account to bring about peaceful settlement. Seven decades of relations between Azerbaijan and Armenia, encompassing the 1918-1921 war aimed at subjugating Nagorny Karabakh, sixty five years of state-pursued policies of repression and ousting native Armenians and finally the colonial war of 1988-1993 fully confirmed the intention on the part of Azerbaijan to do away with the Armenian population of Karabakh as a distinct ethnic group. The genocidal massacre of Armenians in Karabakh in 1905-1906, the butchery organized in 1918 in Baku that claimed 30.000 Armenian lives, the killing of 20.000 Armenians in the major Karabakh town of Shusha, pogroms and atrocities of 1988 and 1990 in Sumgait and Baku, respectively, state-instigated deportation of 26 Armenian villages located in the Shaumian region and Getashen area, destruction of Armenian villages of the Berdadzor, Mardakert and other regions, the blockade and systematic destruction of life-sustaining infrastructure, persistent and heavy shelling of Stepanakert and other Armenian towns - allow to make a tragic yet undeniable conclusion that a forcible subordination of this Armenian province to the rule of a state invariably pursuing genocide policies, which now disposes of its own army and other means of suppression, would be immoral and legally wrong.

The establishment of any form of state authority of Azerbaijan over Nagorny Karabakh even under the condition of the acceptance of international guarantees of "the rights of minorities" would in fact be tantamount to a complete negation of the right of the Armenian population to live under the conditions of freedom and - what is immensely tragic, - its God-given right to exist. The Armenians would be deprived of any means of self-defense while Azerbaijan would on a formally sound legal basis continue setting up its regular army thus succeeding in its age-old attempt to do away with the Armenian inhabitants of Karabakh. All this would inevitably lead to a "final solution" fraught with new pogroms and other dire consequences. With the assumption of the possibility of introducing some sort of international control one can presume that the Azeris would strive for achieving their goals by way of pursuing less daring genocidal policies (ostensibly quasi civilized forms of "white genocide") such as the ousting of Armenians using economic means and imminent dangers of repressions, as was the case in Nakhichevan and Karabakh itself even under the conditions of the most rigid control on the part of the Soviet State.

The provision of international guarantees while preserving vertical-line relations between the Azeris and the Armenians would at the best lead to a deferment of the death verdict and certain outword

alteration of the means of carrying it out. The validity of this argument is proved by the history of how the Armenians have been invariably treated by the Azerbaijany turks, the bitter experience of suppression as well as the futile attempts on the part of the international community to secure the rights of the Armenians and provide security to the Armenian population of Western ("turkish") Armenia by affording it the status of a national minority within the Turkish State, as envisaged in Article 16 of the San Stefano preliminary peace treaty, Article 61 of the 1878 Berlin Treaty, by the agreements concerning reforms in the Western Armenia of 1912-1914 and finally the provisions of the Lausanne Peace Treaty on the protection of national minorities. Every time the opportunity presented itself the Turks resumed their genocide policies in Western Armenia and certain parts of Eastern Armenia-Kars, Nakhichevan and Karabakh regions. This resulted in the massacre of 2 mln. Armenians with the rest of the Armenian population turned into "people in exile".

The Armenians cannot possibly concur with a situation when politicians and experts would continue experimenting with what is left from Karabakh Armenians, ignoring deliberately or in virtue of oblivion generally known facts of a total failure of precisely such sort of humanitarian actions.

The existing political realities exclude any chances of reaching a peaceful settlement of the Karabach issue that would be premised on a return to the status-quo-ante, i.e. regional or to put it in a different way national-territorial autonomy within sovereign Azerbaijan.

All the more the Armenians cannot accept a "solution" based on the pledge on the part of Azerbaijan to respect the rights of the ethnic

minority as well as basic human rights. To start with, Armenians know perfectly well what these promises are worth. Besides there is no elaborately developed legal conceptions of the status of national minorities. Contemporary International Law lacks a concise set of norms pertaining to the protection of the rights of national minorities and does not envisage adequate modalities capable of safeguarding them. The sole thing that can be offered with respect to the protection of the rights of minorities is the declaratory equalization of personal rights of individuals belonging to national minorities with those of the ascendant majority. The entire excruciating experience of human civilization unequivocally testified to the fact that such type of illusory equality invariably served as a basis for assimilating minority populations and making national groups as such virtually extinct.

A kind of solution backed by Azerbaijan envisaging a so-called national-cultural autonomy can not be expected to be seriously negotiated if only for the sole reason that the status of national minorities in this case would in fact mean abandoning the conception of a "broad territorial autonomy" that was declared an indispensable condition - a sine qua non - of the bolsheviks-decreed transfer of the region under the jurisdiction of Azerbaijan but never did preclude gross violations of the rights of the Karabakh Armenians.

The way Azerbaijan interprets the essence of cultural-national autonomy of Armenians in Nagorny Karabakh is clearly seen. The first thing azerbaijany government is doing when its troops seize an Armenian village or a town is change their names from armenian to azerbaijany. And they do it with total disregard for norms of decency not fearing any reproving remarks on the part of the civilized world.

They even changed to their own fashion the name of the capital city of Stepanakert although had they been more consistent they should have had restored its initial name of Vararkn.

It's unacceptable to consider the issues of Karabakh exclusively in the light of protection of national minority's rights because it would drastically curtail legal protection of the Armenian population of Nagorny Karabakh even more so in comparison with the former type of national - territorial arrangement. Any headway in the search of proper ways of settlement of the Karabakh dispute would be plausible if upgrading of legal protection and certainly not its curtailment are recognized as the kernel of the problem and the main point of international politics.

The Armenian side can only accept such a settlement of dispute that would in reality guarantee protection of the Armenian population of Nagorny Karabakh and preservation of demographic situation that existed right before the outbreak of the conflict, i.e. preservation of the absolute Armenian majority with the proportion between the Armenians and the Azeris if not being at a level of 1921 when Azeri administration over Nagorny Karabakh was imposed (97% of Armenians and 3% of Azeris) than at least corresponding to the figures of 1988, the year the latest stage of the conflict began (80% and 20% of Armenians and Azeris, respectively).

It is not only the protection of life in the sense of excluding any possibility of recurrent violence, slaughter and deportations that is implied but prevention of economic and other means of ousting Armenian population as well.

With all the circumstances as they are these requisite conditions could be met exclusively by way of elevating the level of relations between Azerbaijan and Nagorny Karabakh, reorganizing them along horizontal instead of vertical lines and recognizing Armenian national citizenship and statehood of Nagorny Karabakh, the right of the population of Karabakh to exercise sovereignty within its internationally established boundaries and to possess the territory it inhabits. Any coercion or compulsion on the part of the armed forces as well as state bodies of Azerbaijan should be ruled out. It is Nagorny Karabakh that should be granted the exclusive right to work out in conformity with the considerations of economic expediency the model of its development.

Since its a matter of life or death for the people of Nagorny Karabakh and so long as its very existence is at stake the Karabakh nation has every right to freely choose the political status it considers necessary to insure security and sustain economic and cultural development. That is precisely why confirmation of the right of Nagorny Karabakh to self-determination, to a free choice of its political status should be the starting point and the crux of peaceful settlement. Occasioned by the concrete situation and the necessity to search for a political compromise resolution of the aforementioned issues would be both legally well-grounded and feasible.

2. Different Types of Status Premised on the Recognition of Separate National Statehood

Although in its outward appearance recognition of the right of Nagorny Karabakh to self-determination may apparently be seen as an

utter defeat of Azerbaijan, in reality the case is different for self-determination, i.e. determination of the status in conformity with the will of the population, unlike a settlement based on the reunification of the two forcibly and illegally divided parts of Armenia would prove to be flexible and capable of clearing the way for adopting decisions based on reciprocity.

The decision adopted by the parliament of Armenia not to sign any international instruments and documents that make it a condition that the territory of Nagorny Karabakh be part of the Republic of Azerbaijan by no means curtails and cannot possibly curtail the right of the Karabakh people to self-determination and therefore does not restrict either the opportunities of choosing forms of national statehood of Nagorny Karabakh or the possibilities of establishing relations with neighboring states. Armenian statehood in Nagorny Karabakh does not exclude in principle the possibility of establishing relations between the NKR and Azerbaijan on a contractual basis or even the establishment of a certain voluntary form of a state union based on the principle of self-determination as well as norms of the International Law.

The political reality makes it necessary to take into consideration and comply with certain demands and claims made on the part of Azerbaijan (as well as Turkey acting as its proxy) by sealing in a corresponding international treaty self-restraint with regard to the exercise of the right of the people of Nagorny Karabakh to self-determination that would rule out the prospect of unification of Nagorny Karabakh with Armenia (just as it was done at the insistence of Turkey with respect to Cyprus). This would serve the purpose of dispelling any sham or real apprehensions that with Nagorny Karabakh

joining Armenia this small country will become a menace to Azerbaijan and Turkey. (It is being virtually implied that Armenia should stand aloof and not impede the politics of Pan-Turkism)

Since actual political conditions of peaceful settlement of the Karabakh issue presuppose independent statehood and bearing in mind that non-unification of Nagorny Karabakh with Armenia is being made an indispensable condition of a political compromise, the following models of independent statehood of Nagorny Karabakh could serve as the basis for discussions:

1) an independent state bound by international treaties of friendship and good-neighborliness with the Republic of Azerbaijan and the Republic of Armenia;

2) an independent neutral state (like Switzerland, Sweden, Malta);

3) an independent state with special treaty relations with Azerbaijan;

4) a sovereign state acceding to Azerbaijan on its own free will and exercising its inherent right to self-determination (confederation; agreement of association; state union).

3. Statehood with Limited Competence as a Possible Model of Compromise Settlement

Along with the status premised on full-fledged statehood international practice has also elaborated solutions based on the establishment of a limited statehood - a distinct international legal status of a "Free Territory" or a "Free State". As a rule the regime established on such territories essentially came to a permanent neutralization and partial or total demilitarization of states or state

entities. These regimes were institutionalized on the basis of international treaties that determined peaceful settlements of different points at issue that caused disputes, conflicts and wars. The aforementioned states actually were bound by the norms of international treaties they had nothing to do in setting up. The granting of a "Free Territory" status was generally the result of political compromises in finding settlement to intricate territorial disputes. Historically-formed isolation of certain areas was quite often the real basis for institutionalizing such status. The status of a "Free City" afforded to certain cities with the territories surrounding them can serve as the earliest examples.

On the basis of Article 6 of the Acts of the Vienna Congress the treaty signed on July 6, 1815 between Austria, Prussia and Russia established the "Free Republic of Krakov" as a "free, independent and neutral state" under the collective protectorate of the contracting powers. The State of Krakov existed till 1846 when the same three powers signed a treaty abolishing (without the consent of Krakov) the protectorate and transferring the territory to Austria.

Under the 1919 Versailles Peace Treaty (Articles 100-108) Germany relinquished its rights with regard to the city of Danzig (Gdansk) with adjoining district. This territory acquired the status of a "Free State" with its own constitution, governmental bodies and authorities (Volkstag, Senate), as well as citizenship. Any military activity in Danzig was considered to be a violation of its status of a "Free City". The political institutions of Danzig envisaged in its Constitution were secured by the League of Nations which was entrusted with a responsibility to defend the city. This international organization was

represented in Danzig by its High Commissioner appointed by the Council of the League.

The treaty of November 9, 1920 between the "Free City" and Poland regulated a wide range of issues of bilateral relations and stipulated that the polish government assumed the conduct of external relations of Danzig as well as diplomatic protection of its citizens abroad. These and other functions (customs service among them) were exercised by Poland on behalf of the League of Nations. All possible disputes between the "Free City" and Poland ensuing from their bilateral relations as well as those which touched upon the Treaty of Versailles as well as all agreements resulting from it, were resolved in the first instance by the High Commissioner of the League of Nations with the two parties having the right to appeal against the Commissioner's decision.

The "Free City" of Danzig existed from 1920 till 1939. Abolition of its status and the annexation of the city by the Nazi Germany marked the beginning of World War II. Although at the end of the war as a result of fundamental territorial reorganization the status of a Free City was not reinstated it nevertheless became a sort of prototype of a new subject of the International Law, the creation of which was envisaged in Article 21 of the 1947 Treaty of Peace with Italy.

This Treaty stipulated that the city of Trieste together with an adjoining area acquired the status of a "Free Territory of Trieste" which was entitled to its own constitution, legislative and judicial bodies, government, citizenship, flag, coat-of-arms and monetary system. The Allied and Associated Powers as well as Italy agreed that its integrity

and independence were to be assured by the Security Council of the United Nations.

According to the provisions laid down in the Permanent Statute of the Free Territory of Trieste (Annex VI, Article 10) the future constitution of Trieste was to be worked out and adopted by the Constituent Assembly. But its prerogatives were limited to the Statute which could be amended exclusively by the UN Security Council (Annex VI, Article 37). Thus a range of issues of principle that had to do with the constitution was in fact prejudged by the provisions of the international statute that had the highest legal authority.

In contrast to the trust territories the "Free Territory of Trieste" was entitled to a limited international legal capacity. With certain exceptions it could conclude international treaties. Trieste nevertheless was not empowered to "make or discuss any military arrangements or undertakings with any State" because it was to remain a neutral and what is more a demilitarized state (Annex VI, Article 3). According to the Permanent Statute a legislative popular Assembly and a Council of Government were to be formed. Nevertheless, the two bodies were supposed to be under the supervision of the Governor appointed by the Security Council (Article I7) (See Addendum).

According to A.Verdross a new subject of International Law was created. One that was neither a state, nor a trust territory. It was rather something in - between. It was not a state in the sense of International Law because it was void of functions of full self-government but at the same time wasn't a trust territory in its proper sense either due to the fact that it actually did possess certain prerogatives of self-government. If could not be considered a subject of International Law with a limited

legal status because it did not form part of another state. Besides its foreign relations were in every respect regulated exclusively by International Law. *

The cold war made it impossible to enforce the regime of the Free Territory of Trieste. And in 1954 in accordance with the Memorandum of Agreement signed in London by Italy, Yugoslavia, Great Britain and USA, the "Free Territory of Trieste" was divided between Italy and Yugoslavia. Italy assumed possession of the "A"-zone - Trieste with its vicinities except a small area attached to the "B"-zone that remained in Yugoslavia. This Memorandum was officially communicated to the UN Security Council.

A regime similar to that of a "Free City" status existed in 1923-1940 and 1945-1956 in Tangier. Because of the important strategic location of Tangier and the surrounding territories (proximity to the outlets from the Mediterranean Sea across the Strait of Gibraltar) as well as due to the pressure exerted by Great Britain all international agreements concerning Morocco envisaged the establishment of a special regime in this area (the Algeciras conference of 1906, spanish-french agreement and conventions of 1904 and 1912, respectively).

On December 18, 1923 plenipotentiaries of France, Great Britain and Spain that gathered in Paris signed the Convention on the Status of Tangier, proclaiming it an international neutralized zone. Construction on the territory of Tangier of any installations that could be utilized for military purposes was banned. Formally remaining under the

---

* Alfred Verdross. Volkerrecht. Dritte neubearbeitete und erweiterte Auflage. Wien 1955. Russian edition: Mejdunarodnoye pravo, Moskva 1959, str.143.

sovereignty of the sultan of Morocco Tangier nevertheless was vested with legislative and administrative autonomy with the exception of diplomatic relations with foreign powers. According to Article 5 of the 1912 Fez Treaty external relations were to be conducted through the french commissar-general accredited to the sultan of Morocco. The observance of the status of Tangier was supervised by the International control committee consisting of the consuls of the powers signatories to the 1906 Algeciras Act (except Germany, Austria and Hungary).

Tangier's International statute was enforced on July 1, 1925. * After the outbreak of World War II Spain which with Italy's assistance strived to make Tangier part of the spanish zone in Morocco occupied it and then declared the territory a spanish possession. The international regime in Tangier was re-established, though declared provisional, after the war at the conference of representatives of the USSR, the USA, Great-Britain and France held in Paris in August 10-31, 1945. Because of the drastic political changes circumstances that once necessitated the establishment of a special regime for Tangier ceased to exist. After the proclamation of independence of Morocco in 1956 and as a result of negotiations between the government of Morocco and the International control committee a protocol was signed in Rabat on July 5 same year that envisaged the abrogation of the regime of the Tangier zone. The final declaration on the abolition of the international regime of the Tangier zone was adopted at the conference of the eight states - parties to the convention on the statute of Tangier held in Fedal in October 8-29, 156. All relevant agreements and conventions pertaining to the

---

* De Martens G.F.Nouveau recueil général de traités, sr.3, t.13, p.246; t.21, p.70.

regime were declared null and void and Tangier was reunited with Morocco.

Saarland can serve as another example of the establishment of such a regime. This ethnically german region was retained by France under the treaty of 1814 (after Napoleon's first abdication) but then was annexed by Prussia in keeping with the 1815 treaty. After World War I France insisted on the return of Saar under its jurisdiction, but met with opposition on the part of the US and Great Britain. Following a compromise solution sealed in Article 49 of the Versailles Peace Treaty of 1919 Germany renounced in favour of the League of Nations in the capacity of trustee the government of the territory. At the end of the fifteen-year period the inhabitants of Saar had to be called upon to indicate the sovereignty under which they desired to be placed.

The Council of the League of Nations on February 13, 1920 laid down the organization and duties of the Saar Basin Governing Commission, which for a period of 15 years conducted the governmental functions of a population of about 1,825,000 people occupying an area of 733,6 square miles. The commission acted as the cabinet of the Saar, distributing the ministries among its five members. During its regime, officials made a declaration of loyalty to the commission, representing the League of Nations.

Members of the commission were appointed annually. The chairman was originally a French member and subsequent chairmen were Canadians or British. The four other members were native inhabitants of the Saar and three nationals other than French or German. The commission issued monthly and then quarterly, reports

which were regularly published in the Official Journal of the League of Nations and constituted detailed record of this trustee government.

An advisory Council consisting of 30 elected members was established by a decree of March 24, 1922 and was renewed by elections held in 1922, 1924, 1928 and 1932, each consultation of the people showing marked shifts of political party strength. Decrees of the Governing commission were always submitted to but seldom approved by the Advisory Council. In a few instances, opposition of the Advisory Council resulted in the withdrawal of a decree.

During the regime of the Governing Commission a miners' strike in 1925 and the organization of the Saar Railways Defense Force in 1927 were the principal controversial incidents. After its admission to the League of Nations in September 1926 Germany complained that the French Government was maintaining an excessive military force in the Saar Basin. The question was debated at length before the Council of the League, which on March 12, 1927 adopted a resolution establishing the Saar Railway Committee and the Railway Defense Force, which replaced several French military formations with a single body of 800 men under their Belgian, British and French officers. The military force was replaced by a gendarmerie in 1930.

Plebiscite was held under the supervision of the League of Nations on January 13, 1935 and by March 1 that year Saar was already transferred under the jurisdiction of Germany.

Upon the completion of World War II Saar was part of the French occupation zone and later on incorporated in the economic, monetary and customs system of France. The position of the Saar, a politically autonomous area, but economically associated with France,

bade fair to become a bone of contention. According to the agreement on the statute of Saar between France and the FRG which became a composite part of the 1954 Paris agreement signed by the USA, Great Britain, France, the FRG as well as Italy, Canada, Belgium, the Netherlands and Luxembourg Saar was temporarily placed under the control of the Western European Union.

An agreement between France and the FRG provided for a settlement of outstanding disputes between the two countries. With reference to matter of the future position of the Saar the prospect of a plebiscite was offered, which in 1955 was to turn out in favour of confederation with the FRG. Under the treaty on Saar concluded between France and the FRG in 1956 Saarland returned to full German control in January of 1957.

The establishment of special international status of Jerusalem was provided for by the resolution of the UN General Assembly 181 (II) dated November 29, 1947 on the partition of Palestine. The resolution made a provision for turning Jerusalem into a separate territorial unit (corpus separatum) under special international regime administered by the Trusteeship Council.

As a result of the 1948-1949 war over Palestine and in accordance with the General armistice agreement between Israel and Jordan western and eastern parts of Jerusalem got under control of Israel and Jordan, respectively.

In April of 1950 the Trusteeship Council completed elaborating the status of the city that envisaged in particular the appointment of the Governor entrusted with the powers to perform on behalf of the United Nations administrative functions. The Israeli Government on January

23, 1950 unilaterally proclaimed Western Jerusalem capital of Israel and repudiated the proposed status of the city as unfeasible. After the 1967 seizure by Israel of the west bank of the Jordan river and eastern part of Jerusalem a law was adopted that served the purpose of placing occupied territories under the authority of the israeli municipality while the arab city council was dissolved. In July of 1980 the Knesset enforced law which in fact confirmed the israeli annexation of the eastern part of Jerusalem and proclaimed this "unified" city the "indivisible" capital of Israel.

Measures undertaken by the administration of Israel with the aim of forcibly changing geographic, demographic and historically-formed characteristics and status of Jerusalem were repeatedly declared by the United Nations illegitimate and invalid. In particular in its resolution 487 dated August 20, 1980 the UN Security Council declared its decision not to recognize the above mentioned legal act of Israel as well as measures undertaken by Israel with the purpose of enforcing it and altering the status and specific character of the city of Jerusalem.

The special status of Berlin established under the quadripartite agreement signed by the USA, Great Britain, France and the USSR dated September 3, 1971 and enforced by the corresponding protocol concluded between the same parties on June 3, 1972 is perhaps of some value for the modelling of peaceful resolution of international conflicts of the type under consideration.

The political origin and legal character of the status of the West Berlin differed in a very fundamental way from other types of international administration. It was essentially based on the agreements and decisions of the four powers concluded and adopted during and

after the war, as it was stated with the purpose of facilitating the relaxation of tensions and precluding complications.

Considering the legal techniques and procedures applied to exercising international administration the case with Berlin can also be of certain interest.

Special international legal status of West Berlin identified it as a political entity that was not part of any state, either the FRG or the GDR, the territory of which surrounded it.

The agreement on Berlin confirmed that western sectors of the city were still not an integral part of the Federal Republic of Germany and were not to be administered by it in the future. On the other hand the agreement in fact meant non-recognition of the claims to jurisdiction over West Berlin laid by the GDR.

The Government of the US, Great Britain and France retained their rights and continued to bear the responsibility for the representation of the interests of western sectors of Berlin and the population permanently residing there abroad, including rights and responsibilities pertaining to issues of security as well as the status of West Berlin in international organizations and in its relations with foreign states. At the same time the established regime provided for certain eventualities. For example it stipulated that participation in international agreements concluded by the FRG could be extended to West Berlin and the FRG could represent the interests of West Berlin in international organizations as well as be entrusted with the authority to speak for it at international conferences provided that such practice was without prejudice to the rights and responsibilities of the three

powers and that security issues and the status itself were thus not affected.

The retrospect of institutionalizing the status of limited sovereignty especially as compared to the situation that has evolved in Nagorny Karabakh and around it suggests that some elements of such a status could under certain circumstances be applied in search of ways and means of settling the issue of Karabakh. For instance, although provisions of the 1947 Treaty of Peace with Italy concerning the creation of a state entity - the Free Territory of Trieste were never enforced they, nevertheless, are of certain interest taken as a model for settling conflicts of the Karabakh type. In this connection one should bear in mind that the political situation in the contemporary world, now free from the rivalry and confrontation between the two superpowers of the cold war era as well as the fact that such a solution of the Karabakh problem could win the support of its population.

The essential distinction of the issues related to the status of Nagorny Karabakh is that the Karabakh statehood is deeply rooted and rests upon real military force. The inherent right of the population of Nagorny Karabakh to self-determination was formally recognized in particular by Azerbaijan itself.

Its not a matter of creating a new state entity but rather one of addressing the issue of formally recognizing a state that cannot be actually debarred from participating in negotiations on its own future status. Nevertheless status of the abovementioned state entities can in many respects be taken into consideration when elaborating the status of Nagorny Karabakh.

Heeding political conditions laid down by Turkey and Azerbaijan it would be feasible to agree on a permanent neutralization of Nagorny Karabakh, i.e. arrange for such an international legal status of the state that would impose on Karabakh an obligation not to involve itself in conflicts between other states, refrain from entering into alliances and blocs as well as not to provide its territory for stationing armed forces and establishing military bases of foreign states. Permanent neutrality of Nagorny Karabakh could be adequately guaranteed by Armenia and Azerbaijan as well as neighboring Turkey, Iran and Russia. Or it could be safeguarded by Russia and Iran as the initial bearers of territorial titles to Karabakh. Great powers, the Security Council of the United Nations Organization of the CSCE could as well be possible guarantors. The Paris Act of November 8 (20), 1815 on the recognition and guarantees of permanent neutrality of Switzerland and inviolability of its territory could be sited as a precedent for such type of international guarantees.

Under certain circumstances it could be possible to go even further and establish a regime of partial or complete demilitarization of Nagorny Karabakh. In case of a partial demilitarization certain types of military activities would be banned or a limit to the overall level of armaments would be put corresponding to the requirements of defence. Full demilitarization of this territory would entail a ban on the construction of military fortifications and installations as well as deployment of any types of weapons, maintaining an army, conduct of manoeuvres and conduct of any other military activities.

Demilitarization presupposes that an international body represented by the guarantor-states, great powers, the Security Council

of the UN or the CSCE would assume the functions of defending the territory. Its clearly evident that demilitarization (especially complete demilitarization) of Nagorny Karabakh should be collaterally connected with international guarantees of inviolability of its territory.

Complete demilitarization of bordering areas of Azerbaijan with the purpose of separating potentially hostile parties and preventing surprise armed attacks would be an absolutely indispensable guarantee for the security of a totally demilitarized Nagorny Karabakh.

It would be ideal if the settlement of the Karabakh issue, neutralization and demilitarization of its territory correlated with corresponding measures at the level of Armenia, Azerbaijan and the whole of Transcaucasia as well. This would facilitate turning Nagorny Karabakh, now a source of bitter conflict between the two nations, into a scene of rapprochement and neighborly relations. Subject to the mutual agreement of all parties, including Nagorny Karabakh, on taking the ideas and procedures described above as a basis for working out solutions to the issue of the status of Karabakh the following lay-out of negotiations (official as well as informal) could be proposed.

- Nagorny Karabakh acquires the status of a free, independent and neutral state. The change of the status of the Free Republic of Nagorny Karabakh (FRNK) would be subject to the consent of the people and the fulfillment of procedures identical in their political essence and nature with the procedure of the establishment of the initial status of the FRNK. The introduction of changes and amendments would be the prerogative of an international body to be provided for in the agreement on the status of the Republic.

- Azerbaijan and Armenia renounce all territorial rights and legal substantiations pertaining to the exercise of sovereignty over Nagorny Karabakh.

- FRNK institutes its citizenship. It has its own constitution, legislation, judicial bodies and administration (government). The constitution of the FRNK is worked out and enforced by the constituent assembly whose terms of reference cover issues within the framework of the international status which in its turn predetermines certain constitutional provisions.

- FRNK is recognized to have limited international legal capacity. It can with some limitations conclude international treaties.

- FRNK is not entitled to enter into agreements on political and military alliances that would prejudice or be at variance with its status of a neutral and [totally] [partially] demilitarized state. Its territory cannot be used by other states for setting up military bases or for other military purposes.

- Demilitarization by Azerbaijan of its frontier area with the FRNK

- FRNK itself provides diplomatic protection of the interests of its citizens abroad and if necessary concludes appropriate treaties and agreements with [Azerbaijan] [Armenia] [Azerbaijan and Armenia] [other states].

- On a commission from the United Nations [the UN Security Council] and with the consent of the FRNK the functions of conducting external affairs of the Republic can on a provisional basis be delegated to [Azerbaijan] [Armenia] [other state] [international body].

- On a commission from the UN and with the consent of the FRNK customs functions are executed by [the FRNK itself] [Armenia] [designated state].

- The status of the FRNK, the integrity and inviolability of its territory are secured by extended and reliable guarantees afforded by [the United Nations Organization] [the UN Security Council] [the permanent members of [the UN Security Council] [the CSCE] [Russia, Iran, Turkey, Azerbaijan and Armenia] [Russia and Iran as the initial bearers of the title to the territory of Karabakh and the two parties concerned - Azerbaijan and Armenia].

- The status of the FRNK is brought under international control of [the UN Security Council] [the Secretary- General of the UN] [the UN High Commissioner with appropriate personnel] [the Secretary-General of the CSCE] [an International Control Committee composed of ...].

- Disputes and controversies between the FRNK and other states which might arise with respect to the interpretation or application of agreements on the status of the FRNK and other relevant arrangements shall be submitted to the consideration of first instance of the [UN Secretary-General] [Secretary-General of the CSCE] [Committee of Ministers of Foreign Affairs of states-parties to the CSCE] [International Control Committee] [UN High Commissioner] with the parties to the dispute entitled to file appeals to the [guarantor states] [the UN Security Council]. Should the dispute involving Armenia, Azerbaijan and Turkey be under consideration of the Security Council and in case one of these states is elected non-permanent member of the Council in accordance with Article 27 of the Charter of the United

Nations it shall abstain from voting on decisions under Chapter VI and under paragraph 3 of Article 52 of the Charter.

- Legal disputes shall be referred by the parties involved or the guarantors to the International Court of Justice. Provided that peaceful settlement makes it a condition that the FRNK not become member of the United Nations and consequently signatory to the Statute of the International Court of Justice the status of the FRNK as party to the dispute referred to the Court could be effected as provided for in paragraph 2 of Article 35 of the Statute that states that "the conditions under which the Court shall be open to other states shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Security Council, but in no case shall such conditions place the parties in a position of inequality before the Court". The system of pacific settlement of disputes now being worked out within the framework of the CSCE could provide additional opportunities.

4. Issues of Security, Unimpeded External Relations and Communications of the FRNK

Striving to bar Nagorny Karabakh from exercising its right to self-determination and justify its forcible retention within the Azeri state the representatives of Azerbaijan always stressed and continue to lay special emphasis on the enclave location of the territory which in fact is in no way related in kinship with the rest of Azerbaijan. They maintain that due to the specific character of the enclave location of Nagorny Karabakh and since it is not contiguous to the Republic of Armenia their reunification is impossible. Today the enclave location of Nagorny Karabakh is being alluded to in witness of the impossibility for it to

become a truly independent state. It would not be an overexaggeration to state that this reasoning is now essentially among the basic or rather key arguments against recognizing the right of Armenians of Nagorny Karabakh to self-determination.

The enclave location of the former Nagorny Karabakh Autonomous Region (NKAR) is by no means conditioned by either geographical phenomena or historical developments. Both geographically and historically the narrow strip of land between the boundaries of the former NKAR and the Armenian SSR had always been part of Nagorny Karabakh. It was precisely due to this fact that after the formation (in 1923) of the NKAR this land was part of its territory. The Armenian autonomous region of Nagorny Karabakh instituted in 1923 was contiguous to the Armenian SSR. The common border between them passed along the Akara river to the south of the regional town of Latchin (at that time - Abdaller). This fact of political geography was visually fixed in a whole number of maps published at that time, in particular the official political-administrative map contained in the Atlas of the USSR published by the Cartographic directorate of the Central Executive Committee of the USSR in Moscow in 1928. The question is: who and by what means created this barrier and why did this narrow strip of land always belonging to Nagorny Karabakh cease to be its inalienable part?

Changes tacitly introduced to the borders of the NKAR appeared on the political-administrative map issued by the publishing house of the People's Commissariat of Internal Affairs of the RSFSR in 1930. Under the pretext of establishing an autonomy for Kurds part of the territory of the NKAR was transferred to the so-called "Red Kurdistan"

- a Kurdish district embracing the territories of the Kelbadjar, Lathcin, Kubatli and part of Djebrail districts. Nevertheless before the Kurdish autonomy had time to institutionalize itself it was abolished and shortly after the kurds as a national-ethnic group vanished from statistical data reports published in Azerbaijan. The territory bordering Armenia and taken away from the NKAR supposedly with the purpose of being transferred to the Kurdish autonomy was as a result turned over to Azerbaijan SSR as part of its Lathcin region.*

Thus as a result of manipulations with administrative division the Armenian Nagorny Karabakh was turned into an enclave separated from the Armenian SSR by its own historically Armenian territory. That's the way this artificial barrier, a sort of "sanitary cordon" was created with an explicit purpose of upsetting ages-long natural unity of the country.

In response to arguments against the creation of the Latchin barrier it was said that borders within the USSR were of purely nominal character and transparent. And although Armenia and Azerbaijan were parts of a virtually unitary communist empire with single all-Union citizenship and common territory and with the borders of the Republics being in fact administrative and supposedly transparent the Latchin corridor proved to be rewarding for those who created it. Even in the Soviet era Nagorny Karabakh was deprived of the possibility to have direct ties with Armenia and all transportation lines ran in a roundabout way via Kirovabad (Gandzha).

---

* A.Melik-Chakhnazarov. Kto i kak anneksiroval sukhoputniy koridor mejdu Nagornim Karabakhom i Armeniyei. - "Respublica Arameniya", 5.06.1992; M.Arsenov. Ukradenniy koridor, ili dlya tchego bil sozdan i uprazdnen Krasniy Kurdistan - "Armyanskiy vestnik" (Moskva), 1992, N 6

As subsequent developments have shown economic as well as political reconing stands behind the policies of those who created the Latchin dividing strip. By consigning to oblivion the basic postulate of the Soviet statehood that in its essence meant that borders between socialist republics instead of curtaining off and dividing them consolidated inter-republican ties they started to use the enclave location of Nagorny Karabakh as the major argument against its self-determination.

Although references to the enclave location of Nagorny Karabakh as an allegedly insurmountable barfier in the path of its self-determination, which were being made even at the time Armenia and Azerbaijan were constituent Union republics, are now a case of history they, nevertheless, clearly showed farfetchedness and falsity of this pretext. Azerbaijan alluded to the enclave location of Nagorny Karabakh as an impediment in the way of its reunification with Armenia though the state system of the USSR allowed for the existence of enclaves when parts of territories of certain republics were completely surrounded by the territories of other republics. Even within the borders of Azerbaijan itself there was an Armenian enclave of Artsvashen that formed part of the Armenian SSR, while within the limits of the latter there were in fact four enclaves belonging to the Azerbaijan SSR, including the Nakhichevan Autonomous Soviet Socialist Republic. Not being subjacent Nakhichevan and Azerbaijan are separated by the same mountains that divide Karabakh. Its evident that even then all arguments premised on the enclave location of Karabakh were untenable and legally absolutely unfounded.

In the present situation when the former Union republics gained full state independence international experience is of particular interest. One can name a number of states that are enclaves completely surrounded by the territories of foreign states.

All references to the impossibility for enclave territories to exercise state powers have been long-discarded in international politics. The tiny Republic of San Marino (61 sq.kms; population - 21.000), is surrounded by the territory of Italy. The territory of Italy also encircles the State of Vatican City which has all attributes of sovereignty. Lesotho surrounded by the Republic of South Africa can be sited as one more example to this effect.

Besides the enclaves forming entire states it would be useful to list enclaves that form only part of territories of certain states. Among numerous examples of enclaves of such sort existing in the world one can cite the spanish city of Livia situated within the territory of France; belgian enclaves of Barle-Nassau and Barle-Hortog surrounded by the territory of the Netherlands; dutch enclaves in the belgian province of Antwerp; german Buzingen and italian Campignone d'Italia enclaves in Switzerland. In Asia there is the Okusi enclave which is part of Timor and yet is surrounded by the territory of Indonesia.

Consideration of international experience testifies to the fact that the isolated location of enclaves does not in any way interfere with political, economic and other relations with the outside world. One more conclusion suggests itself: if international practice regards as conceivable the existence of sovereign states in whole or in part inside the territories of other states than in fact one can speak of a recognition of the rights of the enclaves to decide on their political status.

It should be pointed out that Azerbaijan itself acknowledges this true fact. Judging by the way it fervently supported the proclamation of sovereignty and independence of Chechnia and Tatarstan, Azerbaijan was not at all disturbed with the enclave location of this territories within Russia. Again and again Azerbaijan applies double standard. One method of approach is being applied to close turkic allies while an entirely different set of criteria is used for considering the issues of the Armenian Karabakh.

Azerbaijan used the Latchin corridor with a view of forcibly closing the issue of Nagorny Karabakh by suppressing Armenians, leaving them starving and freezing to death. By refusing to clear the way for supplying humanitarian aid the government of Azerbaijan declared that all transport lines linking Nagorny Karabakh with outer world and foreign markets should run via Baku.

Upholding its right to life the people of Nagorny Karabakh ran the blockade and ever since use this transit line for maintaining economic ties with the outside world.

Its evident that the Minsk Conference or any other forum that would possibly be engaged in working out solutions to the Karabakh issues would inevitably confront with the necessity of providing unimpeded communication lines between Nagorny Karabakh and the outside world. Adequate guarantees to this effect are essentially vital elements of a peaceful settlement. With this in mind one can assume that with the major issue of achieving a final solution to the issue of the status of Nagorny Karabakh resolved the significance of the barrier dividing Nagorny Karabakh and the Republic of Armenia would diminish and possibly fall away completely.

The maintenance of external links would be possible either with the establishment of common border between the state of Nagorny Karabakh and the Republic of Armenia or with the conclusion with Azerbaijan of a treaty on transit between Nagorny Karabakh and the territory of the Republic of Armenia that would enjoy adequate international guarantees.

The first concept of territorial settlement offers better prospects for assuring unhindered supplies but it is fraught with the problem of rectifying the borders and hence can complicate the process of peaceful settlement still further. Considering the unilateral abolishing of the autonomy of Nagorny Karabakh by Azerbaijan a very important question inevitably arises. To what degree are the parties to the dispute bound by the borders of the former NKAR established as far back as 1923 and arbitrarily altered in 1929? If the conflicting sides agree to proceed from the premise of preserving the borders of the abolished autonomous region then it might become necessary to rectify them by way of equivalent mutual exchanges of certain of its parts and sections. Besides affording the possibility for solving the issue of transportation such rectification could serve the purpose of creating favorable conditions for solving ethnic problems as well. Decision-making in this case would undoubtedly be both painful and sensitive to both parties. And it's hardly possible to expect that either of them would give its consent to precisely such a course of events.

One cannot exclude the possibility that within the comprehensive settlement and with due regard for the new realities that have taken shape in the Shaumian region, Getashen and in the north of Nagorny Karabakh, i.e. the establishment of direct control of the Azeris, on the

one hand, and the exercise by Armenians of authority over Shusha and Latchin, on the other, and bearing in mind the fact that the Armenian population in the north and the Azeri inhabitants in the south have been forced to abandon their houses the parties to the conflict may be willing to be more mutually accommodating with respect to exchanging territories.

There are less chances of the issue being resolved by way of an exchange of territories between Azerbaijan and Armenia. As is commonly known an exchange of part of the territory of Nagorny Karabakh for a part of Zangezur was envisaged by the "Goble plan", inspired by the US oil corporations. The plan was rejected not solely due to the inadequacy of the territories to be exchanged and not so much because it entailed grievances and hardships for yet another part of the Armenian nation residing on an indisputably Armenian land but rather in view of far-reaching political consequences of isolation of Armenia from its centuries-old neighbor - Iran. (It's therefore evident that such a solution would substantially curtail the potentialities of developing relations between Russia and Iran that would be free from turkish control).

It's evident that a possible cession by Armenia of its territories bordering Iran would presuppose, as part of maintaining political equilibrium, a comprehensive armenian-turkish settlement, a step Turkey with its preconceived pro-azerbaijany policies seems not prepared to take.

Under existing circumstances once the issue of Zangezur is raised the legitimacy of annexation of Nakhichevan from Armenia will be inevitably questioned. Bearing in mind legal flaws and depravity of the

1921 Moscow treaty by which two states - Kemalist Turkey and Bolshevik Russia mastered the territory of a third state - Armenia, any attempt to raise the Zangezur issue could lead to a chain reaction and result in a multitude of interrelated issues. All that would most certainly be undesirable to Turkey.

Considering that the idea of ceding of Zangezur turned out to be unacceptable for modelling peaceful settlement premised on the assumption of unification of Nagorny Karabakh with Armenia its clear that the same idea though in the version that would exclude the possibility of unification stands little chance of success. Armenia would fail to insure external communications of Nagorny Karabakh by depriving itself of its direct communications with Iran and thus bricking up the sole door-way connecting it with the outside world.

It would be an entirely different thing to sign a treaty with Azerbaijan under effective international guarantees. The signing of the treaty could be backed up by making the regime of transit via Azerbaijan similar to the international servitude, a lagal right exercisable by states over the territory of other states, which fall short of absolute sovereignty. Such rights (formulated as rights in rem) are attached to the land and so may be enforced even though the ownership of the particular territory subject to the rights has passed to another sovereign. *

The establishment of international servitude would secure stability of transit irrespectively of any change of government over the territory.

---

* Malcolm N.Shaw. International Law. Second edition. Cambridge Grotius Publications Limited. 1986, p.271

Although the idea of institutionalizing servitude is closely linked with the outdated conception of territory as a dominium the present-day practice gives examples of similar solutions being worked out on a contractual basis.

As an example one can cite the arrangement worked out jointly by India and Bangladesh in an effort to overcome the consequences of strip holding of land. India granted on perpetual lease a strip of indian territory ("the Tin Bigkha corridor") so as to establish close links between the Muslim enclave of Dakhagram-Angarpot with the rest of the territory of Bangladesh. At the same time Tin Bigkha still links indian "pocket" territory of Kuchibari with the rest of the indian territory.

The peace plan envisaging the division of Bosnia into Serb, Croat and Muslim territories with guaranteed rights of transit is of certain practical interest in this respect as well.

5. Opportunities of Instituting Interim Forms of International Administration Within a Stage-By-Stage Peaceful Settlement

Considering particular political complexity of the Karabakh issue, extreme displays of animosity and irreconcilability between the parties to the conflict, permanent threat of genocide and finally involvement in the conflict of certain other states it would be prudent to consider the feasibility and opportunities of instituting interim forms of gradual settlement.

For the purpose of creating conditions for a civilized and democratic settlement within the process of normalizing Armenian-Azerbaijany relations it would probably be expedient to refer to the UN

trusteeship system established for the administration and supervision of territories formerly held under mandate or those territories which became subject to the trusteeship system after the end of World War II and the establishment of the United Nations.

Setting aside the issue of ascertaining whether it would be correct to state that the Armenian population of Nagorny Karabakh was in fact under colonial rule of Azerbaijan or not, it would clearly be justified to revitalize the international trusteeship system that now nearly stands idle and adjust it to the situation occurring within the territory of the former communist power considering that the formal goals and purpose the system serves have a direct bearing on the problem of establishing relations between different peoples that would be based on equality and correspond to the conditions of attained freedom and peace.

Considering specifically the issues of Nagorny Karabakh one can definitely state that its people is undoubtedly ready to assume all functions pertaining to self-government and exercise of full independence (either together with the rest of the Armenian nation or separately) and, what is more, actually took the road of independence by setting up its own sovereign republic.

Consequently the purpose of the international trusteeship system in this specific case and should the experience succeed - in other cases of inter-ethnic conflicts in some parts of the former USSR would consist first and foremost in creating the necessary external prerequisites for a peaceful settlement of ethnic disputes.

In case Armenia, Azerbaijan as well as representative authorities of Nagorny Karabakh agree or otherwise upon the recommendation of the UN Security Council the Minsk international conference could

become the venue for addressing the issues of applying the UN trusteeship system to Nagorny Karabakh in conformity with paragraph 1"c" of Article 77 of the UN Charter with a view to meeting the objectives of the system as set forth in Article 76 of the UN Charter, that is:

"a. to further international peace and security;

b. to promote the political, economic, social, and educational advancement of the inhabitants of the trust territories, and their progressive development towards self-government or independence as may be appropriate to the particular circumstances of each territory and its peoples and the freely expressed wishes of the peoples concerned, and as may be provided by the terms of each trusteeship agreement;

c. to encourage respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion, and to encourage recognition of the interdependence of the peoples of the world; and

d. to ensure equal treatment in social, economic, and commercial matters for all Members of the United Nations and their nationals ..."

In case such a peaceful settlement is adopted it would be advisable to study the experience of international administration under the auspices of the UN trusteeship system already gained. The administration of Namibia is of special interest in this respect.

Namibia (South-West Africa-SWA before 1968) - former German colony (since 1881). After World War I it became a territory under the mandate of the League of Nations which in 1920 placed it under the administration of the South African Union (now the Republic of South Africa-RSA). Since the end of World War II the

Republic of South Africa refused to bring SWA under the trusteeship system and virtually annexed this territory.

The UN General Assembly decided to terminate the mandate of the League of Nations concerning the administration of this territory and established the UN Council for Namibia in 1967 with the purpose of promoting the advancement of the people of this territory and their development towards full independence.

The UN Security Council repeatedly examined the issue of Namibia invariably supporting the inalienable right of its people to freedom, national independence and territorial integrity and confirming the demand to put an end to unlawful occupation of the territory of the country and withdraw the administration of the RSA.

The UN plan for Namibia (resolution 435) which the community of african states viewed as the sole possible basis for peaceful solution of the Namibian issue was passed by the UN Security Council in 1978. The plan envisaged UN-supervised cease-fire and free elections in Namibia. The UN Council for Namibia was considered by the international community to be a legitimate administrative body to govern the territory until it gained independence.

The application of the trusteeship system to Nagorny Karabakh would provide an opportunity to freeze the issue of its future status until favorable conditions for a democratic and peaceful settlement occur. Trusteeship could be applied by the UN Council for Nagorny Karabakh (on a model of the UN Council for Namibia) or be performed by other states which would sign relevant trusteeship agreement with the United Nations. Russia and Iran as former bearers of the title to the territory of Nagorny Karabakh could be responsible for its administration and

supervision. As a matter of principle it would be useful to examine the possibility of forming the UN Council for Nagorny Karabakh from among the states with no vested interests in the region, in particular those with no plans to gain profits from developing oil and gas resources and no dependence on their supplies from Azerbaijan and other Turkic states of Central Asia. The proportion between Christian and Muslim members of the Council could be correlated with the ratio between the Armenian and Azerbaijany population of Nagorny Karabakh (4 to 1) or could be set on equal footing (1:1, 2:2) with the post of chairman assigned to the representative of a Christian state.

Azerbaijan and Armenia could join the Council either as its full members or as its special-status members with the right of deliberative voice. They could as well get the status of observers.

With the expiry of the term of trusteeship, specified either in advance under relevant agreement or fixed subject to the progress made on the way of meeting the objectives set by the United Nations Organization itself, a UN-supervised referendum to resolve the issue of the status of Nagorny Karabakh would be held. The following spectrum of possible alternative solutions to the issues of the status of Nagorny Karabakh could be put to the ballot:

1) union with the Republic of Azerbaijan;

2) union with the Republic of Armenia;

3) limited state-power prerogatives with horizontally-structured external relations.

The forms of state union with either Armenia or Azerbaijan would be subject to the will of the population of Nagorny Karabakh.

In case Armenia and Azerbaijan reach mutual consent on this issue independence would be granted to Nagorny Karabakh with it becoming full-fledged subject of International Law and a member of the UN.

6. Post-Conflict Peace-Building

The very nature of the Karabakh conflict, the deep roots it took and the fact that its in fact closely interwoven with the antagonism between the Armenians and the Turks make it necessary to merge peace-making and peace-building efforts and thus prevent recurring outbreaks of violence between the Azeris and the Turks, on the one side, and the Armenians - on the other.

The goals of the post-conflict peace-building consist in making future developments in the region different in a very fundamental way in terms of undertaking civilized and fruitful versatile cooperation rather than in just preventing the return to the gloomy past.

Advancing his conception of post-conflict peace-building and developing support structures which could promote consolidation of peace between warring parties to conflicts the UN Secretary-General Boutros Boutros Ghali emphasizes that peace-building may take such forms as "concrete cooperative projects which link two or more countries in a mutually beneficial undertaking that can not only contribute to economic and social development but also enhance the confidence that is so fundamental to peace". Among those specifically mentioned are "projects that bring states together to develop agriculture, improve transportation or utilize resources such as water or

electricity that they need to share, or joint programmes through which barriers between nations are brought down..." *

The laying of oil and gas pipelines from deposits in Central Asia to the Turkish ports on the Mediterranean Sea via Azerbaijan and Armenia would give an excellent opportunity for arranging precisely such sort of peace-building in Karabakh as well as in relations between Armenia and Azerbaijan. In contrast to the gas pipeline leading to Armenia through Azerbaijan, which now is being used to blockade the former, the new pipeline project would produce great incentives and positive motivations for every country concerned. Besides, the construction of the pipeline would not only create a new economic reality that would logically exclude any possibility of it being used in a conflict but the very probability of conflict erupting would be virtually reduced to naught.

So far the politicians advocating Pan-Turkism used to admonish the Armenians of hindering the process of the formation of the so-called Great Turan and advised them to stay out. In reality all this presupposed the break up and absorption of the territory of Armenia. The latest action of such sort was the above-mentioned decisively pro-turkish and pro-azerbaijany plan for solving the Karabakh issue put forward by Paul Goble, a US State Department adviser on nationalities and adviser to american oil companies.

Being premised on confrontation between the parties and at best the separation of their military forces the plan yet again sacrificed vital interests of Armenia. A compromise solution to the issue of the status of Nagorny Karabakh coupled with the construction of pipelines

---

* Boutros Boutros-Ghali. An Agenda for Peace. - United Nations. New-York, 1992, p.32

running through the territory of Armenia would open up completely new prospects. Instead of military-political threat to its very existence Armenia would at long last start to perceive economic advantages resulting from integration between Turkic countries.

The pipeline track might prompt the adoption of relevant decisions with respect to the direction of railway lines. This would give Armenia the opportunity to join in with the cooperative efforts unfolding in the regions of the Caspian and the Mediterranean Seas.

Historically established world trade thoroughfares leading from the huge Asian hinterland to Europe made their way towards the Black Sea port of Trebizond (Trabzon) and the Mediterranean ports of Cilicia through Armenia. Trade routes running towards the Mediterranean Sea played a major role and were the most expedient economically. Its evident that traditional major trade routes indicate the most rational, advantageous and promising ways of arranging goods traffic.

Armenians that for centuries played the role of goods purveyors and contributed to a great extent to the development of trade ties between the East and the West, Asia and Europe as well as foreign trade of Turkey, Persia and Russia could, given propitious conditions, play an active role in promoting broad peaceful interaction.

Considering that goods traffic creates favorable conditions for arranging exchanges of cultural and spiritual values it would be fully justified and true to state that persistent efforts aimed at a renewal and further development of transportation, trade and cultural ties would promote the creation of a fundamentally new political environment and thus lay stable foundations of peace.

Addendum

PERMANENT STATUTE OF THE FREE TERRITORY OF TRIESTE (ANNEX VI TO THE TREATY OF PEACE WITH ITALY, SIGNED AT PARIS ON FEBRUARY 10, 1947) *

Article 1. Area of Free Territory

The area of the Free Territory of Trieste shall be the territory within the frontiers described in Articles 4 and 22 of the present Treaty as delimited in accordance with Article 5 of the Treaty.

Article 2. Integrity and Independence

The integrity and independence of the Free Territory shall be assured by the Security Council of the United Nations Organization. This responsibility implies that the Council shall:

(a) ensure the observance of the present Statute and in particular the protection of the basic human rights of the inhabitants.

(b) ensure the maintenance of public order and security in the Free Territory.

Article 3. Demilitarization and Neutrality

1. The Free Territory shall be demilitarized and declared neutral.

2. No armed forces, except upon direction of the Security Council, shall be allowed in the Free Territory.

3. No para-military formations, exercises or activities shall be permitted within the Free Territory.

4. The Government of the Free Territory shall not make or discuss any military arrangements or undertakings with any State.

---

* United Nations. Treaty Series. Volume 49. 1950. I. N 747.

Article 4. Human Rights and Fundamental Freedoms

The Constitution of the Free Territory shall ensure to all persons under the jurisdiction of the Free Territory, without distinction as to ethnic origin, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of religious worship, language, speech and publication, education, assembly and association. Citizens of the Free Territory shall be assured of equality of eligibility for public office.

Article 5. Civil and Political Rights

No person who has acquired the citizenship of the Free Territory shall be deprived of his civil or political rights except as judicial punishment for the infraction of the penal laws of the Free Territory.

Article 6. Citizenship

1. Italian citizens who were domiciled on June 10, 1940, in the area comprised within the boundaries of the Free Territory, and their children born after that date, shall become original citizens of the Free Territory with full civil and political rights. Upon becoming citizens of the Free Territory they shall lose their Italian citizenship.

2. The Government of the Free Territory shall, however, provide that the persons referred to in paragraph 1 over the age of eighteen years (or married persons whether under or over that age) whose customary language is Italian shall be entitled to opt for Italian citizenship within six months from the coming into force of the Constitution under conditions to be laid down therein. Any person so opting shall be considered to have re-acquired Italian citizenship. The option of the husband shall not constitute an option on the part of the wife. Option on the part of the father, or if the father is not alive, on the part of the mother, shall, however, automatically include all unmarried children under the age of eighteen years.

3. The Free Territory may require those who take advantage of the option to move to Italy within a year from the date on which the option was exercised.

4. The conditions for the acquisition of citizenship by persons not qualifying for original citizenship shall be determined by the Constituent Assembly of the Free Territory and embodied in the Constitution. Such conditions shall, however, exclude the acquisition of citizenship by members of the former Italian Fascist Police (O.V.R.A.) who have not been exonerated by the competent authorities, including the Allied Military Authorities who were responsible for the administration of the area.

Article 7. Official Languages

The official languages of the Free Territory shall be Italian and Slovene. The Constitution shall determine in what circumstances Croat may be used as a third official language.

Article 8. Flag and Coat-of-Arms

The Free Territory shall have its own flag and coat-of-arms. The flag shall be the traditional flag of the City of Trieste and the arms shall be its historic coat-of-arms.

Article 9. Organs of Government

For the government of the Free Territory there shall be a Governor, a Council of Government, a popular Assembly elected by the people of the Free Territory and a Judiciary, whose respective powers shall be exercised in accordance with the provisions of the present Statute and of the Constitution of the Free Territory.

Article 10. Constitution

1. The Constitution of the Free Territory shall be established in accordance with democratic principles and adopted by a Constituent Assembly with a two-thirds majority of the votes cast. The Constitution shall be made to conform to the

provisions of the present Statute and shall not enter into force prior to the coming into force of the Statute.

2. If in the opinion of the Governor any provisions of the Constitution proposed by the Constituent Assembly or any subsequent amendments thereto are in contradiction to the Statute he may prevent their entry into force, subject to reference to the Security Council if the Assembly does not accept his views and recommendations.

Article 11. Appointment of the Governor

1. The Governor shall be appointed by the Security Council after consultation with the Governments of Yugoslavia and Italy. He shall not be a citizen of Yugoslavia or Italy or of the Free Territory. He shall be appointed for five years and may be reappointed. His salary and allowances shall be borne by the United Nations.

2. The Governor may authorize a person selected by him to act for him in the event of his temporary absence or temporary inability to perform his duties.

3. The Security Council, if it considers that the Governor has failed to carry out his duties, may suspend him and, under appropriate safeguards of investigation and hearing, dismiss him from his office. In the event of his suspension or dismissal or in the event of his death or disability the Security Council may designate or appoint another person to act as Provisional Governor until the Governor recovers from his disability or a new Governor is appointed.

Article 12. Legislative Authority

The legislative authority shall be exercised by a popular Assembly consisting of a single chamber elected on the basis of proportional representation, by the citizens of both sexes of the Free Territory. The elections for the Assembly shall be conducted on the basis of universal, equal, direct and secret suffrage.

Article 13. Council of Government

1. Subject to the responsibilities vested in the Governor under the present Statute, executive authority in the Free Territory shall be exercised by a Council of Government which will be formed by the popular Assembly and will be responsible to the Assembly.

2. The Governor shall have the right to be present at all meetings of the Council of Government. He may express his views on all questions affecting his responsibilities.

3. When matters affecting their responsibilities are discussed by the Council of Government, the Director of Public Security and the Director of the Free Port shall be invited to attend meetings of the Council and to express their views.

Article 14. Exercise of Judicial Authority

The judicial authority in the Free Territory shall be exercised by tribunals established pursuant to the Constitution and laws of the Free Territory..

Article 15. Freedom and Independence of Judiciary

The Constitution of the Free Territory shall guarantee the complete freedom and independence of the Judiciary and shall provide for appellate jurisdiction.

Article 16. Appointment of Judiciary

1. The Governor shall appoint the Judiciary from among candidates proposed by the Council of Government or from among other persons, after consultation with the Council of Government, unless the Constitution provides for a different manner for filling judicial posts; and, subject to safeguards to be established by the Constitution, may remove members of the Judiciary for conduct incompatible with their judicial office.

2. The popular Assembly, by a two-thirds majority of votes cast, may request the Governor to investigate any charge brought against a member of the Judiciary which, if proved, would warrant his suspension or removal.

Article 17. Responsibility of the Governor to the Security Council

1. The Governor, as the representative of the Security Council, shall be responsible for supervising the observance of the present Statute including the protection of the basic human rights of the inhabitants and for ensuring that public order and security are maintained by the Government of the Free Territory in accordance with the present Statute, the Constitution and laws of the Free Territory.

2. The Governor shall present to the Security Council annual reports concerning the operation of the Statute and the performance of his duties.

Article 18. Rights of the Assembly

The popular Assembly shall have the right to consider and discuss any matters affecting the interests of the Free Territory.

Article 19. Enactment of Legislation

1. Legislation may initiated by members of the popular Assembly and by the Council of Government as well as by the Governor in matters which in his view affect the responsibilities of the Security Council as defined in Article 2 of the present Statute.

2. No law shall enter into force until it shall have been promulgated. The promulgation of laws shall take place in accordance with the provisions of the Constitution of the Free Territory.

3. Before being promulgated legislation enacted by the Assembly shall be presented to the Governor.

4. If the Governor considers that such legislation is in contradiction to the present Statute, he may, within ten days following presentation of such legislation to him, return it to the Assembly with his comments and recommendations. If the Governor does not return the legislation within such ten days or if he advises the

Assembly within such period that it calls for no comments or recommendation on his part, the legislation shall be promulgated forthwith.

5. If the Assembly makes manifest its refusal to withdraw legislation returned to the Assembly by the Governor or to amend it in conformity with his comments or recommendations, the Governor shall, unless he is prepared to withdraw his comments or recommendations, in which case the law shall be promulgated forthwith, immediately report the matter to the Security Council. The Governor shall likewise transmit without delay to the Security Council any communication which the Assembly may wish to make to the Council on the matter.

6. Legislation which forms the subject of a report to the Security Council under the provisions of the preceding paragraph shall only be promulgated by the direction of the Security Council.

Article 20. Rights of the Governor with Respect to Administrative Measures

1. The Governor may require the Council of Government to suspend administrative measures which in his view conflict with his responsibilities as defined in the present Statute (observance of the Statute; maintenance of public order and security; respect for human rights). Should the Council of Government object, the Governor may suspend these administrative measures and the Governor or the Council of Government may refer the whole question to the Security Council for decision.

2. In matters affecting his responsibilities as defined in the Statute the Governor may propose to the Council of Government the adoption of any administrative measures. Should the Council of Government not accept such proposals the Governor may, without prejudice to Article 22 of the present Statute, refer the matter to the Security Council for decision.

Article 21. Budget

1. The Council of Government shall be responsible for the preparation of the budget of the Free Territory, including both revenue and expenditure, and for its submission to the popular Assembly.

2. If the Assembly should fail to vote the budget within the proper time limit, the provisions of the budget for the preceding period shall be applied to the new budgetary period until such time as the new budget shall have been voted.

Article 22. Special Powers of the Governor

1. In order that he may carry out his responsibilities to the Security Council under the present Statute, the Governor may, in cases which in his opinion permit of no delay, threatening the independence or integrity of the Free Territory, public order or respect of human rights, directly order and require the execution of appropriate measures subject to an immediate report thereon being made by him to the Security Council. In such circumstances the Governor may himself assume, if he deems it necessary, control of the security services.

2. The popular Assembly may petition the Security Council concerning any exercise by the Governor of his powers under paragraph 1 of this Article.

Article 23. Power of Pardon and Reprieve

The power of pardon and reprieve shall be vested in the Governor and shall be exercised by him in accordance with provisions to be laid down in the Constitution.

Article 24. Foreign Relations

1. The Governor shall ensure that the foreign relations of the Free Territory shall be conducted in conformity with the Statute, Constitution, and laws of the Free Territory. To this end the Governor shall have authority to prevent the entry into force of treaties or agreements affecting foreign relations which, in his judgement, conflict with the Statute, Constitution or laws of the Free Territory.

2. Treaties and agreements, as well as exequaturs and consular commissions, shall be signed jointly by the Governor and a representative of the Council of Government.

3. The Free Territory may be or become a party to international conventions or become a member of international organizations provided the aim of such conventions or organizations is to settle economic, technical, cultural, social or health questions.

4. Economic union or associations of an exclusive character with any State are incompatible with the status of the Free Territory.

5. The Free Territory of Trieste shall recognize the full force of the Treaty of Peace with Italy, and shall give effect to the applicable provisions of that Treaty. The Free Territory shall also recognize the full force of the other agreements or arrangements which have been or will be reached by the Allied and Associated Powers for the restoration of peace.

Article 25. Independence of the Governor and Staff

In the performance of their duties, the Governor and his staff shall not seek or receive instructions from any Government or from any other authority except the Security Council. They shall refrain from any act which might reflect on their position as international officials responsible only to the Security Council.

Article 26. Appointment and Removal of Administrative Officials

1. Appointments to public office in the Free Territory shall be made exclusively on the ground of ability, competence and integrity.

2. Administrative officials shall not be removed from office except for incompetence or misconduct and such removal shall be subject to appropriate safeguards of investigation and hearing to be established by law.

Article 27. Director of Public Security

1. The Council of Government shall submit to the Governor a list of candidates for the post of Director of Public Security. The Governor shall appoint the Director from among the candidates presented to him, or from among other persons, after consultation with the Council of Government. He may also dismiss the Director of Public Security after consultation with the Council of Government.

2. The Director of Public Security shall not be a citizen of Yugoslavia or Italy.

3. The Director of Public Security shall normally be under the immediate authority of the Council of Government form which he will receive instructions on matters within his competence.

4. The Governor shall:

(a) receive regular reports from the Director of Public Security, and consult with him on any matters coming within the competence of the Director.

(b) be informed by the Council of Government of its instructions to the Director of Public Security and may express his opinion thereon.

Article 28. Police Force

1. In order to preserve public order and security in accordance with the Statute, the Constitution and the laws of the Free Territory, the Government of the Free Territory shall be empowered to maintain a police force and security services.

2. Members of the police force and security services shall be recruited by the Director of Public Security and shall be subject to dismissal by him.

Article 29. Local Government

The Constitution of the Free Territory shall provide for the establishment on the basis of proportional representation of organs of local government on democratic principles, including universal, equal, direct and secret suffrage.

Article 30. Monetary System

The Free Territory shall have its own monetary system.

Article 31. Railways

Without prejudice to its proprietary rights over the railways within its boundaries and its control of the railway administration, the Free Territory may negotiate with Yugoslavia and Italy agreements for the purpose of ensuring the efficient and economical operation of its railways. Such agreements would determine where responsibility lies for the operation of the railways in the direction of Yugoslavia or Italy respectively and also for the operation of the railway terminal of Trieste and of that part of the line which is common to all. In the latter case such operation may be effected by a special commission comprised of representatives of the Free Territory, Yugoslavia and Italy under the chairmanship of the representative of the Free Territory.

Article 32. Commercial Aviation

1. Commercial aircraft registered in the territory of any one of the United Nations which grants on its territory the same rights to commercial aircraft registered in the Free Territory, shall be granted international commercial aviation rights, including the right to land for refueling and repairs, to fly over the Free Territory without landing and to use for traffic purposes such airports as may be designated by the competent authorities of the Free Territory.

2. These rights shall not be subject to any restrictions other than those imposed on a basis of non-discrimination by the laws and regulations in force in the Free Territory and in the countries concerned or resulting from the special character of the Free Territory as neutral and demilitarized.

Article 33. Registration of Vessels

[.....]

Article 34. Free Port

[.....]

Article 35. Freedom of Transit

Freedom of transit shall, in accordance with customary international agreements, be assured by the Free Territory and the States whose territories are traversed to goods transported by railroad between the Free Port and the States which it serves, without any discrimination and without customs duties or charges other than those levied for services rendered.

Article 36. Interpretation of Statute

Except where another procedure is specifically provided under any Article of the present Statute, any dispute relating to the interpretation or execution of the statute, not resolved by direct negotiations, shall, unless the parties mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 37. Amendment of Statute

This Statute shall constitute the permanent Statute of the Free Territory, subject to any amendment which may hereafter be made by the Security Council.

Petitions for the amendment of the Statute may be presented to the Security Council by the popular Assembly upon a vote taken by a two-thirds majority of the votes cast.

Article 38. Coming into Force of Statute

The present Statute shall come into force on a date which shall be determined by the Security Council of the United Nations Organization.

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: ACTUALIZACION DEL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ.

0. ULTIMOS ACONTECIMIENTOS

El desarrollo del conflicto de NAGORNO-KARABAJ ha estado caracterizado durante las últimas semanas por la reactivación de las ofensivas y contraofensivas de ambos bandos en los frentes de guerra que rodean el enclave armenio en territorio azerí y por el fracaso de las últimas iniciativas de pacificación promovidas por RUSIA.

Aunque los combates se han registrado a lo largo de toda la línea del frente, los principales enfrentamientos armados se han producido en tres puntos estratégicos de importancia para la defensa del enclave armenio en AZERBAIYAN: al Noroeste, junto a la población de TER-TER, al Este por la disputa de AGDAM y al Sur, en la ciudad de FIZULI, importante núcleo de comunicaciones terrestres junto a la frontera con IRAN.

Sin embargo, y a pesar de los sucesivos ataques, ninguna de las partes ha conseguido hasta el momento significativos avances en el campo de batalla, aunque la situación puede ser calificada como de mayor igualdad entre las fuerzas que hace unos meses.

AZERBAIYAN mantiene que la pasividad rusa ante las continuas ofensivas militares karabajíes esta encaminada a forzar su aceptación del plan de paz propuesto recientemente por MOSCU.

A pesar de ellos, el Gobierno azerí mantiene hasta la fecha su rígida postura, negándose a aceptar cualquier solución negociada al conflicto si previamente no se produce la retirada total y unilateral de las fuerzas armenias de los territorios ocupados fuera de NAGORNO-KARABAJ, cumpliendo de esta forma las resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

1. INICIATIVAS DE PAZ

Durante la última semana de abril y tras el rechazo por parte del Parlamento de AZERBAIYAN del plan de paz ruso, se desplazó a MOSCU una delegación oficial azerí encabezada por el Presidente del Parlamento, RASUL GULIEV, y por el Ministro de Asuntos Exteriores, H. HASANOV, con la finalidad de negociar una nueva salida pacífica al conflicto.

Los dirigentes azeríes, considerados de tendencia moderada, mantuvieron entrevistas con los Presidentes de la DUMA y del Consejo de la Federación rusos, I. RIBKIN y V. SHUMEIKO, respectivamente, y con el Ministro de Defensa, PAVEL GRACHEV. El principal resultado obtenido fue un "alto el fuego" que debía haber entrado en vigor el pasado 28.04.94. Sin embargo, ninguno de los contendientes respetó el Acuerdo sino que, al contrario, los enfrentamientos se recrudecieron.

Asimismo, el pasado 5 de mayo tuvo lugar en la capital de KIRGUIZTAN, BISHKEK, una reunión,patrocinada por la Asamblea Parlamentaria de la CEI, entre diputados de ARMENIA, AZERBAIYAN, KIRGUIZTAN y RUSIA a la que, asimismo, asistieron representantes armenios y azeríes de NAGORNO-KARABAJ.

La reunión, organizada como grupo especial de trabajo y presidida por V. SHUMEIKO, trató, al igual que en anteriores ocasiones, de buscar un camino alternativo al establecido por los respectivos Gobiernos, para la búsqueda de soluciones pacíficas al conflicto.

Sin embargo, los representantes azeríes mostraron de nuevo sus reticencias a firmar cualquier Acuerdo que no incluya la retirada de las fuerzas armenias de territorio azerbaiyano y que no otorgue suficientes garantías en lo referente a la interposición de fuerzas rusas, que en su caso deberán tan sólo realizar misiones de pacificación.

En definitiva, y tras el fracaso de las últimas iniciativas de paz, el conflicto de NAGORNO-KARABAJ se encuentra en una grave situación que puede conducir a su enquistamiento definitivo, lo que sin duda perjudicaría a todas las partes, pero especialmente a AZERBAIYAN, debido a su difícil situación política y económica interna.

2. SITUACION INTERNA EN AZERBAIYAN

La situación interna en AZERBAIYAN continúa centrada en la difícil posición política del Presidente ALIEV que se ve amenazada por el paulatino crecimiento de la oposición y de los sectores más reaccionarios del Ejército.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Esta situación se debe principalmente a que, tras cumplir un año en el poder, el Presidente ALIEV ha obtenido pocos éxitos en su lucha contra la grave crisis económica que afecta al país y minúsculos avances en el proceso de pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

A esto hay que sumar el problema de las masivas deserciones en las filas del Ejército y la falta de soluciones reales a la cuestión de los miles de refugiados movilizados por el conflicto.

Ante esta situación el Gobierno de BAKU trata de actuar en dos frentes simultáneamente. Por un lado, trata de impulsar a sus Fuerzas Armadas para que consigan recuperar parte de los territorios ocupados y de esta forma aumentar la moral de las tropas y mitigar las crecientes criticas internas hacia ALIEV provenientes tanto de la oposición política como de una parte cada vez mayor de la población.

Por otro lado, ALIEV ha incrementado el esfuerzo diplomático de su país en las negociaciones de paz sobre el conflicto, con el objetivo de conseguir una mayor presencia de los intereses de AZERBAIYAN en las mismas y luchar contra la mala imagen de la República en la esfera internacional.

Todo esta situación se debe interpretar dentro de la acuciante necesidad del Presidente ALIEV por encontrar lo antes posible una solución negociada al conflicto de la que en gran parte depende su propio futuro político y que le permitiría impulsar el proceso de recuperación económica en la República y la anunciada restructuración del Ejército nacional.

3. VALORACION Y CONCLUSIONES

El conflicto de NAGORNO-KARABAJ se halla en un momento clave para su futuro desarrollo. La reactivación de la política rusa hacia el denominado "extranjero próximo", antiguas repúblicas ex-soviéticas, ha convertido la pacificación de los conflictos armados que en ellas se registran en una de las prioridades de la política exterior rusa y en uno de sus principales "caballos de batalla" dentro de organizaciones internacionales como la ONU y la CSCE.

Independientemente de la negativa de estas organizaciones a otorgar un mandato internacional a RUSIA para la pacificación de estos conflictos, el principal escollo para la búsqueda de una solución definitiva al contencioso por el enclave armenio de NAGORNO-KARABAJ continúa siendo los reiterados rechazos de AZERBAIYAN a la intervención de fuerzas rusas en su territorio. El plan de paz ruso es el mejor elemento con que de momento se cuenta para la pacificación del conflicto y su aplicación requeriría la introducción de fuerzas de interposición rusas.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Sin embargo, ésta rígida postura de AZERBAIYAN podría cambiar en breve plazo debido a que la grave situación política y económica por la que atraviesa y los sucesivos fracasos en sus intentos de conseguir apoyos en otras potencias regionales -TURQUIA e IRAN- y en las principales organizaciones occidentales, no dejan otra alternativa al Gobierno azerí que aceptar el plan de paz ruso, aunque éste deba aplicarse con algunas modificaciones, sobre todo en lo referente a la retirada de sus fuerzas de los denominados territorios ocupados.

Fecha de Redacción: 10.05.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

AZERBAIYAN





CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: SITUACION SOCIO-POLITICA EN AZERBAIYAN.

0. INTRODUCCION

La situación política en AZERBAIYAN sigue siendo muy complicada. En la actualidad el país se enfrenta a numerosos problemas, el primero de ellos al conflicto de NAGORNO-KARABAJ causa directa del otro gran problema, la crisis económica. A ello hay que añadir el descontento popular y el incremento de las acciones de oposición contra el Presidente ALIEV quien para defenderse ha aumentado las medidas represivas.

1. SITUACION POLITICO SOCIAL

La situación político social dentro de AZERBAIYAN dista mucho de ser estable a pesar de la posición de G. ALIEV que sigue siendo el hombre fuerte del país. ALIEV goza todavía de gran popularidad y prestigio; sin embargo, el deterioro de la situación económica comienza a despertar protestas en determinadas capas de la sociedad lo que alienta a algunos grupos de oposición a iniciar acciones de protesta contra el Presidente.

La situación social del país está muy deteriorada a pesar de disponer de inmensas riquezas naturales; los precios son elevadísimos y los salarios apenas alcanzan para garantizar la subsistencia. Como viene siendo habitual en las sociedades post-soviéticas cada día es más evidente la estratificación social en dos grandes grupos: los "nuevos ricos" producto típico de la especulación y la mafia y la gran masa de la población cuyas condiciones de vida son terriblemente duras.

La población azerbaiyana no siente ningún interés por la política; según las últimas encuestas sólo el 10% se interesa por los partidos y se calcula que en caso de celebrarse elecciones sólo participaría el 20% de la población. Más grave parece el hecho de que los azerbaiyanos hayan perdido en parte su conciencia nacionalista y ya no se movilicen ante consignas de este signo.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

En cuanto a la vida política, en AZERBAIYAN, como en los nuevos Estados surgidos de la ex-URSS, el número de organizaciones y partidos es muy elevado -supera la treintena- aunque en realidad como partidos estructurados y consolidados sólo puede citarse a cuatro, sin que esto signifique que tienen capacidad de influencia.

El principal partido es el denominado "Nuevo AZERBAIYAN" que lidera G. ALIEV, típico ejemplo de partido presidencialista que cumple las funciones de base política del Presidente cara a futuros comicios. La otra formación política importante es el Partido Socialdemócrata de AZERBAIYAN, también cercano a las posturas del Presidente.

Las dos grandes fuerzas de oposición son el Frente Popular de AZERBAIYAN, de tendencia nacionalista liderada por el ex-Presidente A. ELCHEBEY y que tras el derrocamiento de éste en junio de 1993 ha pasado a la oposición activa, y el también contrario a ALIEV y nacionalista, MUSSABAT.

A pesar de la existencia de estas formaciones políticas hay que señalar que en AZERBAIYAN no se ha producido democratización alguna y la población comienza a añorar el pasado, al considerar que entonces sus condiciones de vida eran mejores. Un paso hacia la reforma política lo constituiría la celebración de elecciones legislativas, que ayudarían a aclarar la situación política y permitir el acceso al poder de los partidos importantes, lo que sin duda contribuiría a que la población se interesase más por las cuestiones políticas.

Un dato interesante de la actitud de los azerbaiyanos en los últimos meses, que queda reflejado en las encuestas, es que ya no consideran al conflicto de NAGORNO-KARABAJ como único culpable del deterioro de las condiciones de vida, sino que se empieza a responsabilizar al liderazgo al que se acusa de ineficacia.

2. PERSPECTIVAS

Aunque por el momento no parece que la situación en AZERBAIYAN sea inestable, no cabe duda de que ha aparecido una serie de elementos que podrían provocar la desestabilización a medio plazo. En primer lugar destaca la reactivación de las actividades de los partidos de oposición y en concreto del Frente Popular, que han iniciado una serie de acciones para derrocar al Presidente ALIEV, lo que le ha obligado a intensificar las medidas represivas.

En segundo lugar y, sin duda, el factor más importante, es la situación de G. ALIEV que se está enfrentando al mismo problema que los anteriores líderes azerbaiyanos: la dificultad que encierra el mantener un equilibrio entre las relaciones con

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

MOSCU y el mantenimiento de los principios fundamentales del nacionalismo azerí.

ALIEV que en principio contó con el apoyo incondicional de MOSCU que le consideraba un hombre dispuesto a hacer concesiones al KREMLIN, mantuvo en un primer momento esta política que quedó patente en el ingreso azerbaiyano en la CEI en septiembre del pasado año. Sin embargo, en los últimos meses, ALIEV ha variado sustancialmente su política y ante la imposibilidad de ofrecer a la población algún triunfo militar en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ ha tratado de compensarlo negándose al despliegue de tropas rusas en AZERBAIYAN.

Esto, unido a la ofensiva diplomática llevada a cabo por el Presidente azerbaiyano hacia TURQUIA e IRAN le ha hecho perder el favor de MOSCU, lo que ha alentado las maniobras para derrocar a ALIEV. Así, el que fuera Presidente de AZERBAIYAN, el comunista A. MUTALIBOV que tuvo que huir del país, ha creado en MOSCU el Frente Democrático cuyo objetivo es volver a la política activa. Esto hace pensar que cuenta con el apoyo de las autoridades del KREMLIN que podrían estar barajando la posibilidad de reinstaurar en la cúpula azerbaiyana a MUTALIBOV.

Aunque todas estas maniobras pueden desarrollarse a largo o medio plazo, no cabe duda de que ALIEV se encuentra ante una difícil etapa de su mandato, a la que tendrá que enfrentarse sin el apoyo de los comunistas que le ayudaron a hacerse con el poder y que no admiten el distanciamiento del Presidente respecto a MOSCU.

ALIEV, que sigue siendo el hombre fuerte de AZERBAIYAN y que goza de gran popularidad, deberá dar una rápida solución a la crisis económica y al conflicto de NAGORNO-KARABAJ si no quiere perder el respaldo de los azerbaiyanos cuya capacidad de resistencia está muy mermada debido a las dificultades económicas.

Fecha de redacción: 25.04.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA3/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: PLAN DE PAZ RUSO PARA EL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ.

Durante los últimos meses en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ se han seguido produciendo combates aunque ciertamente de forma más esporádica y localizada. Esto es debido a que AZERBAIYAN ha alcanzado, por fin y tras numerosas derrotas militares, una capacidad combativa similar a la de los armenios, por lo que la situación sobre el campo de batalla puede considerarse estabilizada.

Asimismo, en el ámbito de las iniciativas de paz,el Ministerio de Asuntos Exteriores ruso, a través de su enviado especial VLADIMIR KAZIMIROV, ha venido desarrollando una intensa labor diplomática en la búsqueda de soluciones pacíficas para el conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

Todas estas iniciativas chocaron con un problema básico: las reiteradas negativas de BAKU a aceptar cualquier alto el fuego si previamente no se producía la retirada incondicional de las fuerzas armenias de los territorios ocupados en AZERBAIYAN el pasado mes de diciembre.

A finales de febrero, tomó el relevo el Ministerio de Defensa ruso, cuya labor de mediación se centró en obtener un alto el fuego entre los dos contendientes que sirviera como primer paso para el inicio del proceso de paz. La iniciativa del Ministerio de Defensa fue rápidamente adoptada por el Ministerio de Asuntos Exteriores, que la incluyó dentro del Plan de Paz ruso para el conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

El Plan de Paz comprende las siguientes fases:

- Primera: alto el fuego y retirada de las fuerzas de ambos bandos de la línea de contacto. Retirada del armamento pesado a más de 20 kilómetros del frente y despliegue de puestos de observadores mixtos.

- Segunda: restablecimiento de la normalidad mediante la devolución de los territorios ocupados por las

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

fuerzas armenias en territorio azerí, retorno de los refugiados y puesta de nuevo en servicio de los sistemas de transporte y energético.

- Tercera: determinación del "status" definitivo de NAGORNO-KARABAJ, sobre la base de concesiones mutuas. A pesar de que este es el problema central, se considera que no debe de abordarse hasta que no se completen las dos primeras fases, ya que de lo contrario se produciría un recrudecimiento del conflicto.

A pesar de ello, para MOSCU la forma más eficaz de garantizar el alto el fuego sería mediante el despliegue de una fuerza de pacificación multinacional en la franja de terreno desmilitarizada. MOSCU pretende que esta fuerza no esté formada exclusivamente por tropas rusas, aunque sí mayoritariamente por ellas. Además, y en todo caso, no estaría dispuesta a costear la financiación total de la operación, sino que esta debería contar con ayuda económica y mandato internacionales.

Por lo que se refiere a la propuesta de paz de la parte armenia: "Paz por territorios", mediante la cuál se concedería la independencia a NAGORNO-KARABAJ a cambio de la retirada de las fuerzas armenias de los territorios ocupados, RUSIA descarta por completo este esquema ya que en su opinión esta alternativa sólo serviría para estimular la resolución del conflicto por la vía militar.

Tras el fracaso diplomático azerbaiyano, que intentó obtener la mediación de otras potencias como TURQUIA o IRAN, todas las partes incluido BAKU, reconocen que RUSIA es la única fuerza real con capacidad de mediación en la zona. Hoy por hoy, el Plan de pacificación ruso es el mejor elemento con que se cuenta para tratar de dar una solución a este sangriento conflicto.

Fecha de redacción: 25.04.94

CONFIDENCIAL

C. I. S. is not a juridical subject from the point of view of international law, as for the Council of Europe.

Landsbergis ⇒ Arms embargo? [redacted] in Armenia, Azerbaidjan ??

Iran, Turkey:

- different situations: both in Armenia and Azerbaidjan. There are political forces that [redacted] want to approach.

- first obstacle to hearings: to solve the question if they are europeans or not.

- Assia et N. Karabagh: a member of Karabagh, not a member of azeri delegation of Azerbaidjan.

Rufty ⇒ Hejaz to be sent on the site of hearings ??

Two parts of Cyprus.

Nov next Tuesday 29 June.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS REPUBLIC OF ARMENIA

22/04/94

MEMORANDUM

The informal CSCE Minsk Group meetings held in Prague from April 11-16 resulted in the adoption by the parties to the conflict of a document on confidence building measures, exchange of views and positions on key issues, and agreement to the Chairman's proposed plan of action for the immediate future.

The document on confidence building measures lists a wide array of measures ranging from humanitarian law and humanitarian assistance to transparency in military activities to be implemented at a later time. While Armenia considers the adoption of this document to be a positive step, it feels that Azerbaijan's and Turkey's refusal to implement some of the more urgent measures before a cease fire, takes us away from the very idea of confidence building and casts real doubts on Azerbaijan's willingness to take steps that contribute to the peaceful solution of the conflict.

With regard to the other agenda items of the Minsk Group meeting, Armenia once again reiterated its preparedness to support an unconditional and durable cease-fire as soon as possible. Azerbaijan insisted that the establishment of the cease-fire be linked to the simultaneous withdrawal of Armenian forces from the occupied territories, including Shushi and Lachin. Nagorno Karabagh argued that the withdrawal in its turn must be linked to guarantees for the non-resumption of military activities, while the issue of Shushi and Lachin can only be discussed within the larger context of the settlement of the conflict.

On the issue of monitoring, Armenia argued as did many of the other states - that the deployment of CSCE monitors is not sufficient to ensure a durable cease fire. Given the depth of the distrust among the parties and the intensity of the conflict, the deployment of a CSCE-mandated peacekeeping force is necessary to guarantee the non-resumption of military activities and to ensure the irreversibility of the peace process.

Armenia once again made clear that it considers the institution of blockades as an act of war and insisted that the lifting of all blockades be undertaken during the first phase of the peace process, along with the cease-fire and the withdrawals.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Armenia views the resumption of the CSCE Minsk Group meetings after a long respite as a hopeful sign for the peaceful solution of the Nagorno Karabagh conflict, but regrets that the talks were to be conducted in an unfavorable atmosphere which was created as a result of the Azerbaijani air bombings of Stepanakert on the very day of the opening of the talks.

Armenia remains committed to the CSCE Minsk Group peace process and hopes that the new chairmanship can establish closer cooperation with the Russian Federation and merge the two efforts for the benefit of the peace process.

The priority for Armenia remains the establishment of a durable cease-fire.

COUNCIL OF EUROPE | CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 12 septembre 1994
s:/nm/aud/faudpv3.94

Confidentiel
AS/NM/Aud (1994) PV 3

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

SOUS-COMMISSION AD HOC POUR L'AUDITION SUR LE HAUT-KARABAKH

PROJET DE PROCES-VERBAL

de la réunion tenue le 9 septembre 1994 à Paris

Présents:

MM.	LANDSBERGIS, Vice-Président	Lituanie
	ATKINSON	Royaume-Uni
	CUMMINGS	Royaume-Uni
	PFUHL	Allemagne
Mme	RIESS	Autriche
MM.	RUFFY	Suisse
	SEITLINGER	France
	SOLE TURA	Espagne

Excusées:

Mme	SEVERINSEN, Présidente	Danemark
Mme	DURRIEU	France

En l'absence de Mme Severinsen, Présidente, retenue par les élections au Danemark, M. Atkinson ouvre la séance à 9 h 10 en souhaitant la bienvenue aux participants.

1. ORDRE DU JOUR

<AS/NM/Aud (1994) OJ 3>

Le projet d'ordre du jour est adopté.

2. PROCES-VERBAL <AS/NM/Aud (1994) PV 2>

Le projet de procès-verbal de la réunion tenue le 30 juin 1994 à Strasbourg est approuvé.

3. CONFLIT DU HAUT-KARABAKH <Doc. 6643, AS/NM (1994) 21, 22, 23, 24>
(Rapporteurs: MM. Pfuhl et Sole Tura)

Le Président signale que les rapporteurs ont préparé des avant-projets de rapport, recommandation, résolution et directive sur le conflit du Haut-Karabakh.

MM. Pfuhl et Sole Tura présentent leur avant-projet de rapport et se réjouissent du respect du cessez-le-feu depuis le 12 mai 1994 dans le conflit du Haut-Karabakh. Il faut espérer qu'un accord politique sera conclu le plus rapidement possible. Il s'agit à présent de concilier les deux plans de paix présentés respectivement par la Russie et la CSCE. Ce rapport devra être présenté à l'Assemblée après le débat sur l'élargissement du Conseil de l'Europe, qui se tiendra pendant la partie de session du 3 au 7 octobre 1994.

Sur proposition du Président, la sous-commission examine l'avant-projet de recommandation <AS/NM (1994) 22>. Celui-ci est approuvé à l'unanimité.

La sous-commission examine ensuite l'avant-projet de résolution <AS/NM (1994) 23>:

- paragraphes 1 à 5: approuvés.

- paragraphe 6: Le Président propose qu'il soit amendé comme suit: "lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201, et lance un appel urgent à l'Azerbaïdjan et à la Turquie pour qu'ils mettent immédiatement fin au blocus de leurs voies de communication avec l'Arménie".

M. Pfuhl demande que soit tenu compte de la proposition de résolution sur la situation en Azerbaïdjan <Doc. 6643>.

La sous-commission examine cette proposition de résolution et considère que ses principales dispositions sont reprises dans l'avant-projet de résolution.

M. Sole Tura marque son accord avec l'amendement du Président, mais souhaite que n'y soient pas mentionnés les noms de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.

M. Ruffy estime qu'il faut avoir le courage de demander à la Turquie de lever son blocus, comme on l'avait fait pour la Grèce en ce qui concerne l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Après des interventions de MM. Cummings et Landsbergis, la sous-commission approuve par 6 voix pour, 1 contre et 1 abstention, le paragraphe 6 tel qu'amendé, ainsi que l'ensemble de l'avant-projet de résolution.

S'agissant de l'avant-projet de directive, le Président considère qu'il faut reporter son éventuel examen après le débat sur l'élargissement du Conseil de l'Europe.

La sous-commission marque son accord. Elle propose également que le débat sur le rapport relatif au conflit du Haut-Karabakh se tienne pendant la réunion de la Commission Permanente du mois de novembre.

4. QUESTIONS DIVERSES

Le Président signale que le ministre des Affaires étrangères et le Président du Parlement d'Azerbaïdjan l'ont invité à se rendre en Azerbaïdjan à la tête d'une délégation.

La sous-commission propose que la demande d'autorisation soit présentée au Bureau en temps utile.

5. PROCHAINE REUNION

La sous-commission décide de tenir sa prochaine réunion pendant la partie de session du 3 au 7 octobre 1994 à Strasbourg.

La séance est levée à 10 h 00.

LISTE DES DECISIONS

La sous-commission ad hoc pour l'audition sur le Haut-Karabakh, de la Commission des relations avec les pays européens non membres, réunie le 9 septembre 1994 à Paris, sous la présidence de M. Atkinson:

- a examiné un avant-projet de rapport sur le conflit du Haut-Karabakh (rapporteurs: MM. Pfuhl et Sole Tura);

- a approuvé à l'unanimité un avant-projet de recommandation sur le conflit du Haut-Karabakh;

- a approuvé un avant-projet de résolution sur le conflit du Haut-Karabakh;

- a décidé de tenir sa prochaine réunion au cours de la partie de session du 3 au 7 octobre 1994 à Strasbourg.

OFICINA DE INFORMACION DIPLOMATICA

COMUNICADO DE PRENSA

Madrid, 8 de agosto de 1994 — 13.30 h — Número 7.727

La Oficina de Información Diplomática del Ministerio de Asuntos Exteriores hace público el siguiente comunicado, suscrito por los Doce Estados miembros de la Unión Europea en el marco de la Política Exterior y de Seguridad común:

DECLARACIÓN DE LA PRESIDENCIA EN NOMBRE DE LA UNIÓN EUROPEA SOBRE NAGORNO-KARABAJ

"La Unión Europea se felicita por el hecho de que, con fecha de 27 de julio 1994, los Ministros de Defensa de Armenia y Azerbaiyán y el Comandante de las tropas de Nargorno-Karabaj hayan confirmado por escrito el alto el fuego observado desde el 12 de mayo 1994. Esta medida constructiva adoptada por las partes en conflicto abre el camino a una solución política negociada en el futuro.

La Unión Europea apela a las partes para que cooperen estrechamente a este efecto con el Grupo de Minsk de la CSCE, utilizando su experiencia para alcanzar una solución pacífica y duradera. La Unión Europea aprovecha esta oportunidad para reiterar al Grupo de Minsk su apoyo sin reservas a los esfuerzos por él desplegados. Sin embargo, la confirmación del alto el fuego sólo supondrá el primer paso en lo que debe ser un esfuerzo ininterrumpido de negociaciones para garantizar una solución política duradera. La Unión Europea se felicita por la intención de las partes en cuanto a acelerar las negociaciones durante el mes de agosto para firmar un acuerdo que permita el despliegue de observadores de la CSCE. La Unión Europea exhorta así a las partes en conflicto a aceptar que la primera fase de la misión de observación de la CSCE tenga lugar cuanto antes.

Los cuatro países adherentes se asocian a esta declaración".

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 16 août 1994
s:/nm/fdocs/fan22.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 22

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE RECOMMANDATION

sur le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Constate que le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et qu'il a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés;

2. Rappelle que sa commission des relations avec les pays européens non membres a organisé depuis 1992 une série d'auditions auxquelles ont participé des délégations du Parlement d'Arménie, du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh";

3. Note avec satisfaction que le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix signé par toutes les parties intéressées;

4. Se réjouit des efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Assemblée Interparlementaire de la CEI pour amener les parties au conflit à signer un accord de paix, ainsi que de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique;

5. Recommande au Comité des Ministres:

i. d'encourager les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à mettre à la disposition du Groupe de Minsk de la CSCE les moyens nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, notamment le déploiement d'observateurs internationaux dans la zone du conflit;

ii. de relancer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan;

iii. d'ouvrir, dès que les conditions seront réunies, ses programmes de coopération à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan et, en cas de demande de leur part, de mettre à leur disposition des experts qui pourraient contribuer à l'élaboration d'un statut politique du Haut-Karabakh.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 16 août 1994
s:/nm/fdocs/fan23.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 23

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE RÉSOLUTION

sur le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Constate avec préoccupation que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur le 12 mai 1994 n'est encore assorti d'aucun accord de paix entre les parties au conflit;

2. Rappelle que ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés;

3. Note avec satisfaction les efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix;

4. Se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, et lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994;

5. Se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées;

6. Lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés, l'arrêt du blocus des voies de communication et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201.

COUNCIL OF EUROPE — CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 16 août 1994
s:/nm/fdocs/fan24.94

Confidentiel
AS/NM (1994) 24

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPÉENS NON MEMBRES

AVANT-PROJET DE DIRECTIVE

sur le conflit du Haut-Karabakh

L'Assemblée,

1. Rappelle que les Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont demandé le statut d'invité spécial respectivement le 22 décembre 1991 et le 24 janvier 1992;

2. Constate avec satisfaction que le conflit du Haut-Karabakh, qui constituait un obstacle majeur à l'attribution du statut à ces deux Parlements, s'est apaisé grâce au respect du cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 et se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique;

3. Charge à présent sa commission des relations avec les pays européens non membres et sa commission des questions politiques de poursuivre l'examen des demandes de statut d'invité spécial des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan, conformément à l'article 55 bis du Règlement.

Pas d'accord de paix !!!

INTERVENTION DE MONSIEUR ROBERT KOTCHARIAN,
PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ETAT DE DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE
DU HAUT-KARABAGH, À L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE
PARIS - OCTOBRE 1993

APERCU DE LA QUESTION DU HAUT-KARABAGH

Le Haut-Karabagh, un des anciens foyers du christianisme, a toujours su conserver sa souveraineté nationale et étatique qui a pris au fil du temps des formes diverses (royaume vassalisé, principauté) avant de rejoindre l'Empire russe en 1813 (traité du Golestan). En Russie, le Haut-Karabagh faisait partie de la province *Elisavetpolskaïa* en majorité peuplée d'Arméniens.

L'éclatement de l'Empire russe, au printemps 1918, provoque en Transcaucasie des processus mouvementés de formation d'Etats nationaux indépendants. L'Arménie et la Géorgie restaurent leurs propres structures d'Etat.

Pour la première fois sur la carte politique du monde apparait la République d'Azerbaidjan qui annonce ses prétentions sur les vastes territoires peuplés d'Arméniens, dont le Haut-Karabagh où la population à l'époque était arménienne à 96%. Alors, en été 1918 se tient le 1er Congrès des représentants plénipotentiaires du Haut-Karabagh qui rejette formellement les revendications de l'Azerbaidjan soutenus d'ailleurs par la Turquie. Ce même congrès proclame la souveraineté du Haut-Karabagh et procède aux élections du gouvernement provisoire.

Ce fut le début d'un conflit militaire sanglant où tous les Etats nouvellement créés chercheront à se faire reconnaître dans les frontières qu'ils avaient proclamées. La guerre dura trois ans. Ayant reçu une riposte des forces d'autodéfense du Haut-Karabagh, le gouvernement d'Azerbaidjan, conscient qu'il n'était pas à même d'assujettir le Karabagh par la force, fut

contraint d'entamer des négociations avec le Soviet national du Haut-Karabagh - ses autorités élues d'une manière légitime. Ces négociations aboutiront à un accord temporaire d'armistice. La première clause stipulait:
Les Parties respectent le present accord temporaire jusqu'au reglement de la question par la Conference de la Paix dont la decision sera obligatoire pour les deux Parties.

La Communauté internationale, en la personne de la Société des Nations, reconnut le Haut-Karabagh comme étant un territoire soumis à la controverse, ce qui fut accepté par toutes les Parties au conflit y compris l'Azerbaidjan (5ème Comité de la Société des Nations, 1920). Dans les années 1918-1920, les grandes puissances ne reconnurent les républiques de la Transcaucasie que de facto, en remettant leur reconnaissance de jure jusqu'à la décision de la Conférence de la Paix de Paris où on envisageait de régler les différends territoriaux.

Toutefois, cette Conférence de la Paix n'a pas vu le jour. C'est la soviétisation de la Transcaucasie qui commence et, avec elle, une nouvelle étape dans le déroulement du conflit du Haut-Karabagh.

La 11ème armée de la Russie soviétique entre en Transcaucasie où elle aidera à établir le pouvoir soviétique en Azerbaidjan (avril 1920) et ensuite en Arménie (novembre 1920). Cette même armée déclarera que le Haut-Karabagh. était *un territoire provisoirement occupe* jusqu'au règlement de ce différend sur la base du droit international.

Une fois le pouvoir soviétique établi en Arménie, le premier

décembre 1920, le Comité révolutionnaire azerbaidjanais annonce qu'il ne revendique plus des territoires "contestés" peuplés par les Arméniens: Haut-Karabagh, Zanguézour et Nakhitchevan. Basé sur ce refus officiel et sur un accord intergouvernemental entre les deux républiques, l'Arménie soviétique, en juin 1921, proclame que le Haut-Karabagh est *une partie inalienable de l'Armenie*. Le texte de ce Décret du Soviet des commissaires du peuple de l'Arménie fut publié en Arménie, ainsi qu'en Azerbaidjan.

L'ACTE DE CESSION AVAIT EU LIEU ET C'EST LE SEUL ACTE LEGITIME DU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LE HAUT-KARABAGH DURANT LA PERIODE DE LA MISE EN PLACE DU REGIME COMMUNISTE.

Cet acte de cession fut accueilli favorablement par la communauté internationale, d'une part, et par la Russie d'autre part (voir *Resolution de l'Assemblee de la Societe des Nations du 18 decembre 1919; note du secretaire general de la Societe des Nations; rapport annuel de 1920-1921 du Commissariat du peuple aux affaires etrangeres de la RSFSR au 11eme Congres des Soviets, organe supreme du pouvoir*).

Il est à noter qu'avant cette décision, le Haut-Karabagh n'a jamais fait partie de l'Azerbaidjan - ni de jure, ni de facto - et qu'il n'a jamais été non plus sous la tutelle des autorités administratives azerbaidjanaises.

Cependant, plus tard, le pouvoir bolchévik de la Russie en misant sur la révolution mondiale, tout à fait réelle à ses yeux, dans laquelle la Turquie devait porter " le flambeau de la révolution en Orient ", a changé ses intentions sous la pression de la Turquie et de l'Azerbaidjan. Le Plénum du bureau caucasien du parti communiste russe du 5 juillet 1921, poussé par Staline, prend la décision de conférer le Haut-Karabagh à l'Azerbaidjan,

une décision qui va à l'encontre de la volonté du peuple. Ainsi, le Haut-Karabagh qui, depuis plus de six mois, faisait partie de l'Arménie, se voit céder à l'Azerbaidjan par une décision d'un organe du parti appartenant à un tiers (la Russie). Dorénavant, le sort du territoire et du peuple est tracé.

Il est évident qu'une décision pareille est tout à fait injustifiée, car L'AZERBAIDJAN N'A JAMAIS EU ET NE POSSEDE TOUJOURS PAS DE TITRE DE PROPRIETE SUR LE TERRITOIRE DU HAUT-KARABAGH, UN TITRE QUI SOIT RECONNU LEGITIME PAR LE DROIT INTERNATIONAL.

Ainsi, le conflit d'aujourd'hui était-il "programmé" dès ces années 1920.

Durant toute la période soviétique, le Haut-Karabagh était, de fait, un territoire annexé, au grand dam de son peuple, un territoire retenu de force au sein de l'Azerbaidjan. Et même au cours des années les plus sinistres de la dictature communiste, le Haut-Karabagh lutta toujours pour son indépendance. Le nombre d'habitants du Haut-Karabagh qui ont fait l'objet de représailles, qui ont été fusillés, exilés dans les goulags ou déportés de leur patrie se compte par milliers.

Chaque relâchement de la dictature communiste en URSS entraînait inévitablement une recrudescence de la lutte pour la libération du Karabagh. Ce fut le cas en 1965-1967, par exemple. Or, ce soulèvement des Arméniens du Haut-Karabagh a été écrasé avec violence par les autorités soviétiques.

Il en a été de même après le lancement par Gorbatchev de sa

politique de péréstroika. La très grande manifestation organisée par les Arméniens de la Région autonome du Haut-Karabagh en 1988 fut le premier mouvement nationaliste et les autorités du Centre se trouvèrent prises au dépourvu. C'est le Haut-Karabagh qui a du subir le premier coup du système: les troupes soviétiques pénètrèrent dans le Haut-Karabagh, l'état d'urgence y fut proclamé; toutes les autorités locales élues d'une manière légitime furent destituées et un gouvernement d'exception instaurée à leur place; on procèda aux déportations en masse, aux arrestations, aux massacres de la population... . Mais la volonté du peuple est restée inflexible. Entre temps, le système totalitaire condamné par le cours même de l'histoire faiblissait de jour en jour.

S'ouvre alors une nouvelle page dans la lutte du peuple du Haut-Karabagh pour son indépendance qui ressemble étonnamment à la période des années 1918-1921 : par la situation liée au nouvel éclatement de l'Empire, cette fois-ci soviétique, par le comportement des parties au conflit, par les réactions des Etats limitrophes et enfin par les actions des médiateurs.

Toutes les démarches visant à proclamer la République du Haut-Karabagh non seulement étaient basées sur le principe du droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais elles étaient aussi appliquées avec le strict respect de la législation de l'URSS en vigueur et conformément aux normes du droit international.

D'après la Loi *Sur la sortie du territoire de l'URSS*, en vigueur à l'époque, quand une république fédérale sortait de l'Union, des autonomies et des minorités nationales regroupées sur son territoire avaient le droit d'organiser un référendum pour

choisir leur avenir, la sortie de leur république fédérale respective était prévue comme un choix possible.

L'Acte de proclamation de la République du Haut-Karabagh (du 2 septembre 1991) a suivi dans le temps la Déclaration du Soviet Suprême de la RSF d'Azerbaidjan concernant le rétablissement de l'indépendance de la République d'Azerbaidjan en tant qu'Etat, cette Déclaration étant datée du 30 août 1991.

Le référendum sur l'indépendance de la République du Haut-Karabagh, qui avait eu lieu le 10 décembre 1991, a été mené avec le respect de toutes les lois en vigueur en URSS, ainsi que de toutes les normes du droit international; des observateurs étrangers et de nombreux journalistes ont été présents sur place. Ainsi, si l'on juge légitime la sortie de l'Azerbaidjan de l'URSS, il en découle immanquablement la légitimité de la sortie du Haut-Karabagh de l'Azerbaidjan.

La guerre commencera plus tard, en janvier 1992, bien après la mise en place de tous ces actes juridiques, du fait des tentatives de l'Azerbaidjan d'assujettir le Haut-Karabagh par la force. C'était une agression non dissimulée contre la République du Haut-Karabagh; celle-ci a organisé la défense de l'indépendance de l'Etat, indépendance légitimement obtenue après tant d'épreuves.

Et le fait que des politiciens azerbaidjanais, aidés activement par la Turquie et certains autres pays, poursuivent sans relâche leurs efforts visant à entraîner l'Arménie dans le conflit n'est pas fortuit. Le but : faire en sorte que notre problème passe du registre judiciaire - la séparation d'un territoire- au niveau des revendications territoriales entre les Etats, revendications

impopulaires aux yeux de la communauté internationale qui les rejette.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EST PLACEE AUJOURD'HUI DEVANT L'EXISTENCE DE LA REPUBLIQUE DU HAUT-KARABAGH EN TANT QUE SUJET D'UN REGLEMENT TERRITORIAL AU NIVEAU INTERNATIONAL AYANT POUR SA RECONNAISSANCE DES FONDEMENTS IRREPROCHABLES DU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL. LES AUTORITES LEGITIMES DE LA REPUBLIQUE DU HAUT-KARABAGH, ELUES D'UNE MANIERE DEMOCRATIQUE, ONT LA HAUTE MAIN SUR TOUTES LES SPHERES DE LA VIE PUBLIQUE DU HAUT-KARABAGH SUR TOUTE L'ETENDUE DE SON TERRITOIRE.
Et il est difficile de comprendre pourquoi la communauté internationale préfère déterminer son attitude envers le problème du Haut-Karabagh en se basant sur la conjoncture politique et non pas sur les fondements du droit qui, eux, sont incontestables.

Les structures de l'Etat se mettent progressivement en place. Dans ce contexte de guerre, il serait possible de ne pas organiser des élections complémentaires au Parlement, ne pas convoquer ses sessions, ne pas adopter de nouvelles lois, ne pas octroyer de fondspour la fondation d'une nouvelle université, ne pas mener du tout de travail concernant le changement des passeports, l'adoption de nouvelles armoiries d'Etat, d'un nouvel hymne, etc... . Mais, dans le Haut-Karabagh, chacun croit dans l'avenir de l'Etat.
Les institutions de l'Etat ainsi que les structures de toutes les branchesdu pouvoir prennent corps et se consolident petit à petit. Ceci a permis de créer dans le pays une ambiance particulière où chacun comprend que ce n'est pas une guerre pour une liberté abstraite qui est en train de se faire, mais la lutte pour l'indépendance de la République du Haut-Karabagh. Pour toutes

ces raisons, le peuple participe pleinement et consciemment à cette guerre.
Du fait de cette situation, et tout en éprouvant un manque de ressources, une idéologie de survie s'est imposée dans un environnement hostile et dans les conditions d'une coupure avec le monde extérieur.

La période actuelle implique certains impératifs: la mobilisation extrême de toutes les capacités et de toutes les ressources nationales pour la défense, le contrôle très strict sur les finances, le fait de gouverner le Karabagh comme un pays où la ligne de partage entre le front et l'arrière est assez relative, compte tenu des particularités de son territoire.
L'économie et l'agriculture doivent impérativement fonctionner, malgré les dangers qui existent. La guerre mise à part, le Haut-Karabagh ne doit pas avoir de chômeurs. Chaque citoyen doit ressentir le soutien de l'Etat, comprendre pourquoi il se bat.

D'une part, un système de compensations pour les militaires a été mis en place, d'autre part, une politique qui ne prévoit aucunes concessions pour les familles où les hommes qui ne sont pas partis au front. Il en résulte que le service à l'armée pour la famille du militaire devient honorable et avantageux.
Dans les conditions actuelles, l'Etat a été contraint de se doter de structures militarisées: pratiquement tous les hommes de 18 à 45 ans sont dans l'armée, sans parler des volontaires qui demandent leur enrôlement même en étant plus âgés. On ne peut pas considérer l'armée séparément du peuple, car ce sont les mêmes gens, c'est le peuple lui-même qui la constitue.

La conscription massive a pour conséquence que les effectifs de

l'armée sont nettement supérieurs par rapport au reste de la population. Et sans l'élaboration d'une doctrine militaire tendant à l'organisation d'une Armée de défense du Haut-Karabagh, la République du Haut-Karabagh ne pourrait pas assumer les dépenses des forces armées

Ce point revêt une importance extrême, compte tenu de la différence frappante des capacités militaires du Haut-Karabagh et celles de l'Azerbaidjan qui n'est pas favorable au Karabagh.
C'est pourquoi le Haut-Karabagh ne peut pas se permettre une action, quelle qu'elle soit, si elle diminue ses capacités militaires. Le seul moyen de survivre est de s'appuyer sur ses propres forces.

L'autodéfense du Haut-Karabagh comprend la direction d'un système complexe d'objectifs à caractère militaire, politique, économique et social qui sont tous interdépendants les uns par rapport aux autres. Cela est devenu réalisable grâce à la formation des structures d'Etat du Haut-Karabagh.Le refus de toute organisation étatique signifierait la perte d'une clé de voûte qui constitue une assise solide.

C'est sur ces bases que le gouvernement de la République du Haut-Karabagh établit sa politique extérieure.

Il est de notoriété publique que plusieurs conflits existants dans le monde sont liés à la volonté des peuples à disposer d'eux-mêmes ce qui est conforme aux droits naturels de l'homme. Malheureusement, aux tentatives légitimes des peuples de modifier leur statut, on essaie d'opposer une théorie, bel et bien dépassée, d'après laquelle de tels changements entraîneraient,

dans le monde entier, une kyrielle de conflits sanglants de même type. La réalité internationale démontre, pourtant, le contraire. C'est justement la volonté de garder par la force l'immuabilité des formes étatiques qui conduit à la répression ,à la négation des droits de l'homme, aux effusions de sang, et qui est à l'origine des guerres et des victimes innocentes parmi les populations civiles.

Le plus dangereux est que la lutte pour maintenir à tout prix le statu quo est menée avec de faux slogans de pacification. Dans les conflits du type du Haut-Karabagh, on essaie de mettre en place un palliatif qui vise à un cessez-le-feu temporaire, mais qui n'apporte pas de solution au fond de la question. A la suite de cette activité "pacificatrice", le peuple se trouve privé de ses succès obtenus au prix de centaines et de milliers de vies humaines. La lutte des habitants du Haut-Karabagh en est un exemple éloquent: on a l'intention de priver le peuple du Haut-Karabagh de ses succès et de ses victoires sans rien proposer en échange. même pas de garanties solides de non reprise des hostilités. En revanche, l'Azerbaidjan continue toujours de brandir l'épée de Damoclès de la guerre au dessus du Haut-Karabagh. Nombreuses sont les déclarations des leaders azerbaidjanais dans lesquelles ceux-ci promettent à leur peuple de régler victorieusement le problème du Haut-Karabagh par les armes.

Dans cette conjoncture, la République du Haut-Karabagh, qui a donné son accord de principesur le règlement du conflit dans le cadre de la CSCE, poursuit des objectifs simples et clairs. Les trois questions clé qui constituent la pierre angulaire du règlement du conflit du Haut-Karabagh - le statut de la République du Haut-Karabagh, la restitution des territoires et la levée du

blocus - toutes ces questions là doivent être considérées comme un ensemble et résolues en même temps. Toutes les tentatives de régler ces problèmes séparément, en ayant en vue que des profits unilatéraux, n'entraîneront qu'un échec du processus de paix et une nouvelle vague de massacres et de violences. La communauté internationale ne doit pas le permettre.

Le peuple du Haut-Karabagh qui s'était engagé sur le chemin de la création d'un Etat autonome et indépendant a fait déjà un choix historique et il va le défendre jusqu'au bout. La guerre n'a pas été déclenchée par le peuple du Haut-Karabagh, elle lui a été imposée. Voilà pourquoi, aujourd'hui, l'indépendance effective de la République du Haut-Karabagh est assurée par la force des armes que des fils et des filles du Karabagh ont été obligés de prendre pour défendre leur terre, leurs foyers et leurs familles.

Les succès militaires susciteront, sans doute, des réactions différentesdans le monde; mais, il faut que le monde sache que le droit inaliénable du peuple du Haut-Karabagh à pouvoir vivre sur sa terre constitue le fondement de sa lutte.
La République du Haut-Karabagh et son peuple restent, quant à eux plus que jamais, attachés au règlement pacifique du conflit sur la base du respect des normes du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

Strasbourg, le 8 avril 1993
s:/nm/fdocs/FAN29.44

Confidentiel
AS/NM (44) 29

COMMISSION DES RELATIONS AVEC
LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

SITUATION EN AZERBAIDJAN[1]

Note d'information présentée par M. Probst, rapporteur

Les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Assemblée Parlementaire ont commencé en 1992 et comporté les étapes suivantes:

- demande de statut d'invité spécial du Parlement de l'Azerbaïdjan le 24 janvier 1992;

- échange de vues de la Commission des relations avec les pays européens non membres avec M. A. Rachimov, membre du Parlement de l'Azerbaïdjan, le 29 juin 1992 à Budapest;

- échange de vues de la même commission les 3 et 6 octobre 1992 à Strasbourg avec M. Y. Vekilov, Président de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement de l'Azerbaïdjan, M. R. Ismailov, Président de la Commission de l'Education, la Science, la Religion et la Culture, et M. S. Huseinov, membre du Parlement;

---

1. Voir proposition de résolution sur la situation en Azerbaïdjan (Doc. 6643).

[- mission d'information en Azerbaïdjan d'une délégation de l'Assemblée (MM. Atkinson, Pfuhl et Probst) du 20 au 22 mai 1993.]

L'Azerbaïdjan a une surface de 86.600 km² et une population de 7 millions (selon le recensement de 1989, elle compte 79% d'Azéris, 8% de Russes, 6% d'Arméniens et 7% d'autres nationalités). Il comprend une "région autonome", le Haut-Karabakh, et une république autonome enclavée dans le territoire de l'Arménie, le Nakhitchévan.

Dans les années 80, l'Azerbaïdjan produisait 6% de la production soviétique de coton, 9% de celle de pétrole et 5% de celle de gaz naturel.



L'Azerbaïdjan russe devient une république indépendante en mai 1918. En avril 1920 l'Armée rouge occupait le pays et peu après était créée la République socialiste fédérative soviétique de l'Azerbaïdjan. En 1922, cette république fut incorporée à la Fédération transcaucasienne des républiques soviétiques; en 1936 elle devint République fédérale de l'URSS.

En septembre 1989 l'Azerbaïdjan a proclamé sa souveraineté et, le 30 août 1991, son indépendance. Le 8 septembre 1992 le Parti communiste a été dissous et Ayaz Moutalibov élu Président de la République. En juin 1992, il est remplacé par Ebulfez Elçibey à la tête de l'Etat.

Les deux questions essentielles qui dominent la vie politique de l'Azerbaïdjan depuis quatre ans sont, d'une part, l'organisation de l'Etat, d'autre part le conflit sanglant du Haut-Karabakh.

I. L'organisation de l'Etat

On assiste depuis quatre ans à une politisation croissante.

C'est à partir de 1988 que s'est renforcée l'opposition au Parti communiste en prenant appui sur un mouvement ouvrier structuré et sur le refus des autorités de concéder des libertés que d'autres républiques de l'URSS connaissaient déjà. A la suite d'importantes manifestations, les

dirigeants de l'opposition furent arrêtés, la loi martiale proclamée et l'armée soviétique intervint à Bakou en janvier 1990 faisant quelque 200 morts.

Malgré la loi martiale, l'opposition (Front populaire d'Azerbaïdjan et Bloc démocratique) a obtenu 43 sièges sur 346 aux élections législatives de septembre 1990. Mais, à côté du Parlement, a été désigné en novembre 1991 un Conseil national composé de 50 membres (25 conservateurs et 25 députés du Front populaire d'Azerbaïdjan); il a le pouvoir d'adopter des lois et d'élaborer la législation sur le système électoral et les partis politiques. En mai 1992, le Parlement a pratiquement délégué tous ses pouvoirs au Conseil national.

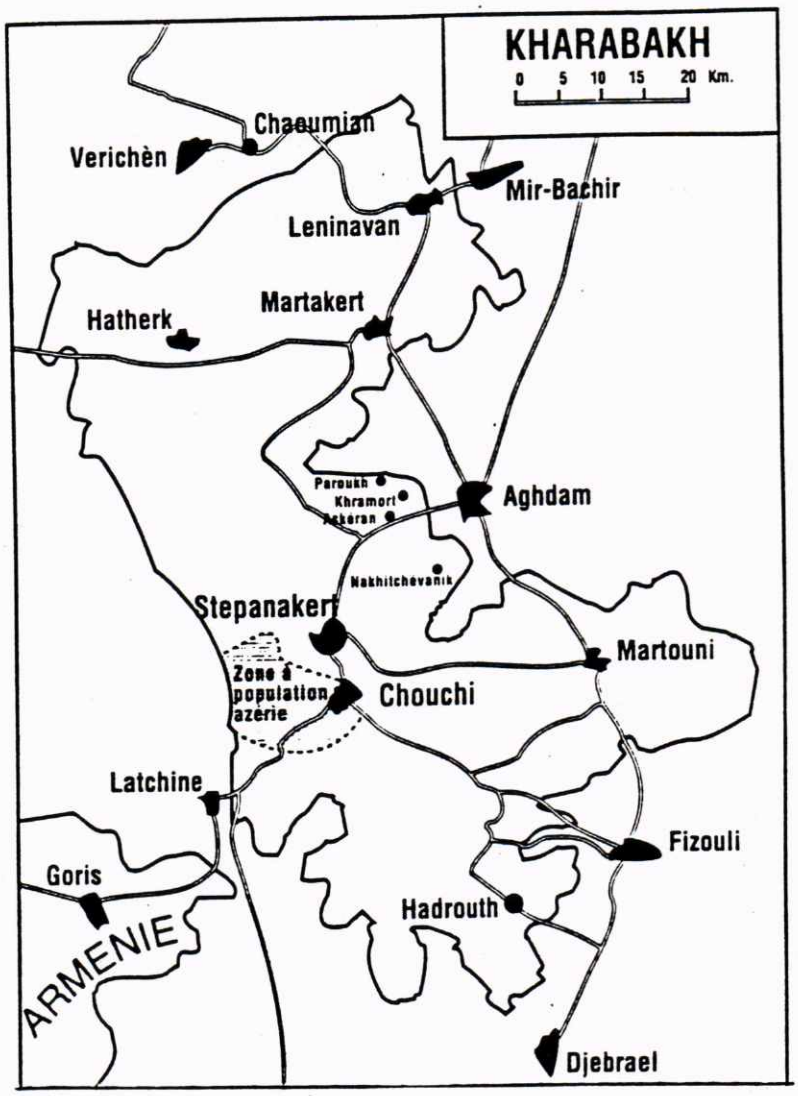
Le pouvoir reste encore largement aux mains de l'ancienne nomenklatura qui était dirigée par le Président Moutalibov (celui-ci avait approuvé, en août 1991, la tentative de putsch à Moscou). Il a dû démissionner en mars 1992.

Le 7 juin, c'est Ebulfez Elçibey qui a été élu Président avec 65% des voix. Ancien dissident, il dirige le Front populaire d'Azerbaïdjan qui représente actuellement la force politique la plus structurée du pays. Il compte en son sein des intellectuels, des sociaux-démocrates, des démocrates-libéraux et des démocrates-nationaux. Le mouvement n'est pas opposé à l'octroi d'une large autonomie culturelle au Haut-Karabakh et à la possibilité pour lui d'établir des liens directs avec l'Arménie.

S'agissant de sa politique extérieure, l'Azerbaïdjan ne fait pas partie de la Communauté d'Etats Indépendants, par crainte de l'"hégémonisme russe". Avec l'Iran (dont un quart de la population est azérie), les relations sont souvent tendues, mais il ne faut pas oublier que Bakou ne peut communiquer avec le Nakhitchévan qu'en passant par le territoire iranais.

C'est avec la Turquie que l'Azerbaïdjan a établi les relations les plus solides. L'adoption de l'alphabet latin fait que les deux pays ont à présent une langue parlée et écrite commune. La Turquie offre à l'Azerbaïdjan un modèle et une porte vers l'Occident. Son assistance économique, surtout pour l'exploitation du pétrole, est très importante pour l'Azerbaïdjan qui souffre d'une inflation et d'un chômage croissants.

II. Le Haut-Karabakh



En 1989, le Haut-Karabakh avait une superficie de 4.400 km² et une population de 188.000 habitants (dont 145.000 Arméniens, 43.000 Azéris et 3.000 Russes).

C'est en 1921 que le Haut-Karabakh a été déclaré région autonome et en 1923 qu'ont été tracées ses frontières qui ont exclu le couloir de "Latchine" reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie.

Le conflit sanglant du Haut-Karabakh, qui a déjà fait plus de 2.000 morts, remonte à février 1988 quand les habitants de souche arménienne ont organisé d'importantes manifestations dans la capitale Stepanakert pour obtenir l'incorporation du Haut-Karabakh dans l'Arménie, et que la répression par les autorités azéries a été particulièrement violente.

Le 20 février 1988, les députés du Haut-Karabakh ont demandé au Soviet Suprême de l'URSS le transfert de la tutelle sur le Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan à l'Arménie, demande qui a été rejetée le 23 mars suivant.

Le 12 juillet de la même année, le Soviet du Haut-Karabakh vote la sécession de la région et son rattachement à l'Arménie sous le nom d'Artsakh.

Le 1er décembre 1989, le Parlement arménien et le Conseil de l'Artsakh votent ensemble la réunification de l'Arménie et du Haut-Karabakh.

Le 20 mai 1990, la population du Karabakh participe aux premières élections libres du Parlement d'Arménie.

Le 2 septembre 1991 est décidée la création de la République du Haut-Karabakh et, le 10 décembre, la population répond oui à 99% dans un référendum sur l'indépendance du Haut-Karabakh.

Le 28 décembre 1991 se tiennent des élections au Parlement du Haut-Karabakh et la proclamation de l'indépendance de la République intervient le 18 janvier 1992.

Du point de vue des autorités de la région, la légitimité de la nouvelle république repose, d'une part, sur leur volonté d'autodétermination "en vertu de la constitution en vigueur à l'époque en URSS et des lois qui donnent le droit aux populations des régions autonomes de décider elles-mêmes leur système d'Etat légal au cas où la république quitterait l'Union soviétique", d'autre part sur la volonté de la population manifestée lors du référendum du 10 décembre 1991.

Quant aux autorités azéris, elles refusent toute existence légale à la république du Haut-Karabakh, dans la mesure où le Conseil National d'Azerbaïdjan a annulé le statut d'autonomie de la région le 26 novembre 1991. L'ensemble de la classe politique de Bakou défend le principe de l'intégrité territoriale et ressent la question du Haut-Karabakh comme une manifestation des revendications territoriales de l'Arménie. A ce propos, la République du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucun pays à ce jour.

En septembre 1992, l'Azerbaïdjan estimait à 225.000 le nombre de ses réfugiés en provenance d'Arménie et du Haut-Karabakh.

Un certain nombre d'initiatives de médiation ont vu le jour à partir de 1992:

- la CSCE a décidé en mars 1992 la tenue d'une conférence internationale de paix sur le Haut-Karabakh (Conférence de Minsk);

- la Fédération de Russie et l'Iran ont proposé leur médiation;

- la Commission des relations avec les pays européens non membres a eu des échanges de vues en octobre 1992 à Strasbourg avec des délégations parlementaires d'Azerbaïdjan et d'Arménie et leur a présenté un plan de paix (Annexe I) à soumettre à leurs parlements respectifs. A ce jour seule l'Arménie a donné une réponse (Annexe III).

ANNEXE I

Strasbourg, le 5 octobre 1992

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

LA PAIX AUX HAUT-KARABAKH - UNE VOIE A SUIVRE

Propositions soumises aux délégations de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

par David ATKINSON, Président

---

1. UN CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT ET TOTAL

Il doit s'appliquer à toutes les forces - Azéris, Karabakh, corps expéditionnaire arménien (et les mercenaires); il doit aussi marquer la fin de tous les bombardements de cibles civiles - déclarés illégaux par les Conventions de la Haye et de Genève.

Toutes les forces doivent rester sur place en attendant le résultat des négociations.

2. FOURNITURE IMMEDIATE D'UNE AIDE HUMANITAIRE AU KARABAKH ET AILLEURS

Voir annexe.

3. RETRAIT DE LA DECLARATION D'INDEPENDANCE DU HAUT-KARABAKH

Cette nouvelle Déclaration doit être faite dès que possible par le Parlement du Haut-Karabakh étant étendu qu'une Déclaration similaire de retrait de l'annulation de l'autonomie du Haut-Karabakh par le Parlement azéri sera également faite dans les meilleurs délais; elle doit entrer en vigueur à la date de la misse en oeuvre des garanties convenues pour la protection de toutes le minorités en Azerbaïdjan (voir 5 C).

4. RETRAIT DU DECRET METTANT FIN A L'AUTONOMIE DU HAUT-KARABAKH

Cette nouvelle Déclaration doit être faite dès que possible par le Parlement de l'Azerbaïdjan, étant entendu qu'une Déclaration similaire de retrait de la Déclaration d'indépendance par le Parlement du Haut-Karabakh sera également faite dans les meilleurs délais; elle doit entrer en vigueur à la date de la mise en oeuvre des garanties convenues pour la protection de toutes les minorités en Azerbaïdjan (voir 5 C).

5. REPRISE DES NEGOTIATIONS

Elles doivent reprendre dans le cadre de l'initiative de la CSCE, éventuellement dans un autre lieu que Rome, par exemple au siège de la CEI à Minsk ou au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Elles doivent se poursuivre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en présence d'une délégation du Haut-Karabakh à titre de consultation.

Elles viseront à discuter et trouver un accord dans l'ordre suivant:

A. Frontières du Haut-Karabakh

Commentaire - Il n'est pas raisonnable de s'attendre à leur modification par rapport à l'époque de l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991.

B. Degré d'autonomie du Haut-Karabakh

Commentaire - Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que le Haut-Karabakh soit responsable de sa propre défense et politique extérieure.

Il n'est pas raisonnable que l'Azerbaïdjan s'attende à ce que le Haut-Karabakh accepte simplement une "autonomie culturelle".

Ainsi les négociations porteront essentiellement sur l'étendue de l'autonomie d'un Parlement régional du Haut-Karabakh et sur la représentations du Haut-Karabakh dans le Parlement azéri (ainsi que le Gouvernement).

Sous réserve d'un accord sur l'autonomie du Haut-Karabakh.

C. Garanties pour la protection de toutes les minorités en Azerbaïdjan

Commentaire - Il est clair que de telles négociations doivent tenir comme nécessaires les mesures destinées à renforcer la confiance en vue de permettre à toutes les personnes déplacées de retourner chez elles, étant donné que par la suite leur sécurité et la protection de leurs droits seront assurées dans le cadre de la Convention européenne.

L'intervention du Haut-Commissaire de la CSCE pour les minorités pourra s'avérer nécessaire.

Sous réserve d'un accord sur les garanties de protection des minorités.

D. Traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Il doit confirmer les trois questions évoquées ci-dessus (5 A, 5 B et 5 C) ainsi qu'un accord visant au retrait de toutes les forces (voir point 6 ci-dessous).

6. RETRAIT DE TOUTES LES FORCES DE LA ZONE DE CONFLIT

C'est-à-dire:
Les forces azéries du Haut-Karabakh (comme indiqué au point 5 A ci-dessus).
Le corps expéditionnaire arménien de l'Azerbaïdjan y compris le Haut-Karabakh.
Démantèlement des forces de défense du Haut-Karabakh.
Départ de tous les "mercenaires" et conseillers militaires étrangers.

Commentaire - Des forces de maintien de la paix et d'observateurs de la CSCE peuvent s'avérer nécessaires.

7. RETOUR DES PERSONNES DEPLACEES

Après le retrait de toutes les forces et la mise en oeuvre de garanties de protection de toutes les minorités avec, si nécessaire, la présence de la CSCE pour promouvoir et surveiller la paix, toutes les personnes déplacées seront encouragées à rentrer chez elles.

L'aide et les ressources de fonds et d'agences internationales, d'ONG et d'églises pourront s'avérer nécessaires, par exemple du CICR, du HCNUR, du Fonds de développement du Conseil de l'Europe (par dérogation spéciale) etc.

8. STATUT D'INVITE SPECIAL DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR L'ARMENIE ET L'AZERBAIDJAN

A la lumière de ses discussions, la Commission des relations avec les pays européens non membres est convaincue de l'engagement sur la voie des réformes politiques et économiques de la part à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui constitue le critère de l'attribution du statut d'invité special, et s'apprête à faire une recommandation dans ce sens.

Toutefois, elle est consciente du très sérieux obstacle que constitue du conflit au Haut-Karabakh en ce qui concerne une telle recommandation.

C'est pourquoi, au lieu de l'exigence précédente d'une mission d'information dans les deux pays (bien que celle-ci reste notre demande qui doit être satisfaite en liaison avec une issue équitable pour le Haut-Karabakh), elle exige un cessez-le-feu immédiat et total comme condition pour recommander que le statut d'invité spécial soit attribué à la fois à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan, étant entendu que les négociations reprendront peu après.

Bien entendu, si les hostilités reprennent, le statut d'invité spécial ou son examen seront immédiatement suspendus.

ANNEXE II

AIDE HUMANITAIRE IMMEDIATE POUR LE HAUT-KARABAKH

Le Haut-Karabakh a fait l'objet d'un blocus économique de quatre ans et a été privé des biens vitaux essentiels: aliments, eau, équipements sanitaires, électricité et combustibles pendant plus d'un ans.

La guerre sur terre a détruit et endommagé de nombreuses villes et villages. Les bombardements aériens azéris sur la capitale Stepanakert ont définitivement mis fin à toute fourniture normale de services en matière de santé, d'enseignement et dans le domaine social. Les opérations des blessés civils et des victimes de guerre sont effectuées dans les conditions les plus primitives dans la cave de l'hôpital bombardé.

L'approvisionnement en médicaments et l'aide humanitaire aux civils des deux communautés est le fait d'un nombre très restreint d'ONG internationales, en particulier de Solidarité Chrétienne Internationale (CSI), financée par la Communauté européenne.

La nécessité d'une aide largement supérieure pour survivre au prochain hiver est évidente et urgente; elle requiert une évaluation immédiate par les organisations internationales appropriées (ONU, CICR ?) pour que l'approvisionnement puisse intervenir le plus rapidement possible après le cessez-le-feu.

A défaut d'un cessez-le-feu, nous devrons nous interroger sur les motivations de ceux qui sont prêts à permettre la continuation de telles privations et en tirer les conclusions qui s'imposent.

David ATKINSON, MP
Président

ANNEXE III

Strasbourg, le 25 novembre 1992
14061811921F
fdocs/fan3R.44

Confidentiel
AS/NM (44) 3

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES

LETTRE DU PRESIDENT
DU CONSEIL SUPREME DE LA REPUBLIQUE D'ARMENIE

(traduction non officielle)

Lettre reçue à Strasbourg le 13 novembre 1992

A l'attention de M. David Atkinson
Président
Commission des relations avec
les pays européens non membres
Conseil de l'Europe

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre lettre du 7 octobre 1992 nous informant de l'initiative que vous avez prise en vue de résoudre le problème du Haut-Karabakh.

Les rapports des membres de la délégation arménienne et mes impressions personnelles me portent à conclure que vos efforts sont dictés par la ferme détermination de mettre fin aux effusions de sang et de trouver une solution juste au problème. Nous apprécions hautement le document que vous avez présenté. C'est un signe manifeste de bonne volonté mais, comme il contient des paragraphes qui concernent directement les autorités du Haut-Karabakh, notre Parlement n'est pas compétent pour en discuter dans son intégralité. Parallèlement, je voudrais vous faire connaître la position arménienne quant aux principes d'une résolution pacifique du

conflit du Haut-Karabakh. Les habitants du Haut-Karabakh ne doivent pas être considérés comme une minorité nationale et doivent exercer leur droit à l'autodétermination.

La population arménienne du Haut-Karabakh ne doit pas être sacrifiée au nom du principe de l'intégrité territoriale. Vous avez certainement encore à l'esprit les trois raisons principales qui ont conduit à une impasse les négociations de la CSCE sur la question du Haut-Karabakh:

a. Le statut des représentants du Haut-Karabakh n'a pas pu faire l'objet d'un accord, l'Azerbaïdjan refusant de reconnaître le Haut-Karabakh et les représentants des autorités légalement élues comme partie au conflit et aux négociations.

b. On ne dispose pas de mécanismes efficaces pour assurer un cessez-le-feu. L'expérience montre que toute négociation menée sans la participation des représentants du Haut-Karabakh est vouée à l'échec. Le conflit concerne deux parties, l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. L'Arménie, en tant que tierce partie intéressée, est prête à contribuer à la résolution du conflit de toutes les façons possibles et acceptera tout accord conclu entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh.

c. L'Azerbaïdjan a refusé de donner une suite favorable à l'appel au cessez-le-feu lancé par la CSCE. Cela fait quatre ans que la population du Haut-Karabakh se bat pour le droit à l'autodétermination, principe figurant dans tous les instruments juridiques européens fondamentaux.

Je voudrais aussi appeler votre attention sur la déclaration du Président de l'Assemblée parlementaire en date du 3 mars 1992 sur le Haut-Karabakh, dans laquelle il a exposé comme suit les principes devant présider à la résolution du conflit: démocratie fondée sur le multipartisme, droits de l'homme, prééminence du droit et droit des nations à l'autodétermination.

Pour ce qui est des documents rédigés et présentés par vous-même et vos collègues le 22 septembre 1992 à l'appui du droit à l'autodétermination de la population du Haut-Karabakh et condamnant l'aggression azerbaïdjanaise, nous estimons que ces textes reflètent la réalité.

Revenant au document que vous avez proposé, je confirme que l'Arménie est prête à examiner le premier paragraphe relatif à la mise en place d'un cessez-le-feu, puisqu'il s'agit de la question la plus urgente et qu'elle reflète la politique de l'Arménie qui vise à résoudre le problème par des moyens politiques. L'Azerbaïdjan a, dès le début, choisi la voie de la solution militaire dans le conflit du Haut-Karabakh. La barbarie des bombardements de cibles arméniennes civiles par les forces aériennes azerbaïdjanaises, qui ont eu recours à des armes de destruction massive, montre à l'évidence que les autorités azerbaïdjanaises mènent une politique de nettoyage ethnique à l'encontre de la population du Haut-Karabakh, politique fermement condamnée lors de la dernière session du Conseil de l'Europe. A l'heure actuelle, le plus urgent est de mettre en place un cessez-le-feu et de garantir à la population locale des conditions d'existence pacifiques.

Je tiens à souligner que la majorité des Etats membres du groupe de Minsk de la CSCE considèrent l'instauration d'un cessez-le-feu inconditionnel comme la toute première priorité. La résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 27 octobre 1992 exige un

Strasbourg, le 5 octobre 1992

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS EUROPEENS NON-MEMBRES

LA PAIX AU HAUT-KARABAKH - UNE VOIE A SUIVRE

Propositions soumises aux délégations de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

par David ATKINSON, Président

---

1. UN CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT ET TOTAL

   Il doit s'appliquer à toutes les forces - Azéris, Karabakh, corps expéditionnaire arménien (et les mercenaires); il doit aussi marquer la fin de tous les bombardements de cibles civiles - déclarés illégaux par les Conventions de La Haye et de Genève.

   Toutes les forces doivent rester sur place en attendant le résultat des négociations.

2. FOURNITURE IMMEDIATE D'UNE AIDE HUMANITAIRE AU KARABAKH ET AILLEURS

   Voir annexe.

3. RETRAIT DE LA DECLARATION D'INDEPENDANCE DU HAUT-KARABAKH

   Cette nouvelle Déclaration doit être faite dès que possible par le Parlement du Haut-Karabakh étant entendu qu'une Déclaration similaire de retrait de l'annulation de l'autonomie du Haut-Karabakh par le Parlement azéri sera également faite dans les meilleurs délais; elle doit entrer en vigueur à la date de la mise en oeuvre des garanties convenues pour la protection de toutes les minorités en Azerbaïdjan (voir 5 C).

4. RETRAIT DU DECRET METTANT FIN A L'AUTONOMIE DU HAUT-KARABAKH

Cette nouvelle Déclaration doit être faite dès que possible par le Parlement de l'Azerbaïdjan, étant entendu qu'une Déclaration similaire de retrait de la Déclaration d'indépendance par le Parlement du Haut-Karabakh sera également faite dans les meilleurs délais; elle doit entrer en vigueur à la date de la mise en oeuvre des garanties convenues pour la protection de toutes les minorités en Azerbaïdjan (voir 5 C).

5. REPRISE DES NEGOCIATIONS

Elles doivent reprendre dans le cadre de l'initiative de la CSCE, éventuellement dans un autre lieu que Rome, par exemple au siège de la CEI à Minsk ou au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Elles doivent se poursuivre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en présence d'une délégation du Haut-Karabakh à titre de consultation.

Elles viseront à discuter et trouver un accord dans l'ordre suivant:

A. Frontières du Haut-karabakh

Commentaire - Il n'est pas raisonnable de s'attendre à leur modification par rapport à l'époque de l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991.

B. Degré d'autonomie du Haut-Karabakh

Commentaire - Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que le Haut-Karabakh soit responsable de sa propre défense et politique extérieure.

Il n'est pas raisonnable que l'Azerbaïdjan s'attende à ce que le Haut-Karabakh accepte simplement une "autonomie culturelle".

Ainsi les négociations porteront essentiellement sur l'étendue de l'autonomie d'un Parlement régional du Haut-Karabakh et sur la représentation du Haut-Karabakh dans le Parlement azéri (ainsi que le Gouvernement).

Sous réserve d'un accord sur l'autonomie du Haut-Karabakh.

C. Garanties pour la protection de toutes les minorités en Azerbaïdjan

Commentaire - Il est clair que de telles négociations doivent tenir comme nécessaires les mesures destinées à renforcer la confiance en vue de permettre à toutes les personnes déplacées de retourner chez elles, étant donné que par la suite leur sécurité et la protection de leurs droits seront assurées dans le cadre de la Convention européenne.

L'intervention du Haut-Commissaire de la CSCE pour les minorités pourra s'avérer nécessaire.

Sous réserve d'un accord sur les garanties de protection des minorités.

D. Traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Il doit confirmer les trois questions évoquées ci-dessus (5 A, 5 B et 5 C) ainsi qu'un accord visant au retrait de toutes les forces (voir point 6 ci-dessous).

6. RETRAIT DE TOUTES LES FORCES DE LA ZONE DE CONFLIT

C'est-à-dire:
Les forces azéries du Haut-Karabakh (comme indiqué au point 5 A ci-dessus).
Le corps expéditionnaire arménien de l'Azerbaïdjan y compris le Haut-Karabakh.
Démantèlement des forces de défense du Haut-Karabakh.
Départ de tous les "mercenaires" et conseillers militaires étrangers.

Commentaire - Des forces de maintien de la paix et d'observateurs de la CSCE peuvent s'avérer nécessaires.

7. RETOUR DES PERSONNES DEPLACEES

Après le retrait de toutes les forces et la mise en oeuvre de garanties de protection de toutes les minorités avec, si nécessaire, la présence de la CSCE pour promouvoir et surveiller la paix, toutes les personnes déplacées seront encouragées à rentrer chez elles.

L'aide et les ressources de fonds et d'agences internationales, d'ONG et d'églises pourront s'avérer nécessaires, par exemple du CICR, du HCNUR, du Fonds de développement du Conseil de l'Europe (par dérogation spéciale) etc.

8. STATUT D'INVITE SPECIAL DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR L'ARMENIE ET L'AZERBAIDJAN

A la lumière de ses discussions, la Commission des relations avec les pays européens non membres est convaincue de l'engagement sur la voie des réformes politiques et économiques de la part à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui constitue le critère de l'attribution du statut d'invité spécial, et s'apprête à faire une recommandation dans ce sens.

Toutefois, elle est consciente du très sérieux obstacle que constitue la continuation du conflit au Haut-Karabakh en ce qui concerne une telle recommandation.

C'est pourquoi, au lieu de l'exigence précédente d'une mission d'information dans les deux pays (bien que celle-ci reste notre demande qui doit être satisfaite en liaison avec une issue équitable pour le Haut-Karabakh), elle exige un cessez-le-feu immédiat et total comme condition pour recommander que le statut d'invité spécial soit attribué

à la fois à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan, étant entendu que les négociations reprendront peu après.

Bien entendu, si les hostilités reprennent, le statut d'invité spécial ou son examen seront immédiatement suspendus.

◆ ◆ ◆

ANNEXE

AIDE HUMANITAIRE IMMEDIATE POUR LE HAUT-KARABAKH

Le Haut-Karabakh a fait l'objet d'un blocus économique de quatre ans et a été privé des bien vitaux essentiels: aliments, eau, équipements sanitaires, électricité et combustibles pendant plus d'un an.

La guerre sur terre a détruit et endommagé de nombreuses villes et villages. Les bombardements aériens azéris sur la capitale Stepanakert ont définitivement mis fin à toute fourniture normale de services en matière de santé, d'enseignement et dans le domaine social. Les opérations des blessés civils et des victimes de guerre sont effectuées dans les conditions les plus primitives dans la cave de l'hôpital bombardé.

L'approvisionnement en médicaments et l'aide humanitaire aux civils des deux communautés est le fait d'un nombre très restreint d'ONG internationales, en particulier de Solidarité Chrétienne Internationale (CSI), financée par la Communauté européenne.

La nécessité d'une aide largement supérieure pour survivre au prochain hiver est évidente et urgente; elle requiert une évaluation immédiate par les organisations internationales appropriées (ONU, CICR ?) pour que l'approvisionnement puisse intervenir le plus rapidement possible après le cessez-le-feu.

A défaut d'un cessez-le-feu, nous devrons nous interroger sur les motivations de ceux qui sont prêts à permettre la continuation de telles privations et en tirer les conclusions qui s'imposent.

David ATKINSON, MP
Président

cessez-le-feu immédiat dans le Haut-Karabakh et la levée de tous les blocus. Si le Conseil de l'Europe réussit à trouver les mécanismes efficaces d'un cessez-le-feu, nous pourrons y voir la preuve tangible de la coopération entre l'Arménie et le Conseil de l'Europe.

Au cours de nos réunions au Conseil de l'Europe, tant au niveau ministériel qu'à celui de l'Assemblée parlementaire, nous avons fait observer que l'octroi à l'Arménie du statut d'invité spécial ne devait pas être lié à la résolution du problème du Haut-Karabakh, ni à l'octroi d'un statut similaire à l'Azerbaïdjan puisque les parties au conflit sont l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Le désir de l'Arménie d'adhérer au Conseil de l'Europe est motivé par les raisons suivantes: premièrement, nous voulons affirmer notre attachement à la politique européenne et, deuxièmement, l'appartenance à cette organisation nous permettra de bénéficier de la colossale expérience de la démocratie, acquise par le Conseil de l'Europe.

Je suis convaincu, Monsieur le Président, que l'Arménie, qui s'est libérée de la dictature soviétique et s'efforce d'instaurer une société démocratique, sera à même de prendre durablement sa place dans la famille des nations européennes et de contribuer au maintien de la paix.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Signé: Babken Ararktsian

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: PROCLAMACION DE INDEPENDENCIA DE LA REPUBLICA DE ABJAZIA.

0. INTRODUCCION

El pasado 26.11.94 el Parlamento de la República Autónoma de ABJAZIA, perteneciente a GEORGIA, aprobó la nueva Constitución, en la que se proclama la independencia y soberanía de este territorio y su configuración como sujeto del Derecho Internacional.

El Parlamento abjazo había derogado en julio de 1992 la Constitución de 1978 de época soviética e instaurado la de 1925, que establecía la "Unión" de ABJAZIA y GEORGIA en igualdad de derechos. La aprobación de la nueva Carta Magna responde, según el propio Parlamento abjazo, a la necesidad de actualizar esa vieja norma y adecuarla a la situación actual.

En la misma sesión parlamentaria y de acuerdo con la nueva Constitución, fue elegido el nuevo Presidente de la República de ABJAZIA, VLADISLAV ARDZINBA, hasta ese momento Jefe del Parlamento y principal líder del separatismo abjazo. En su lugar al frente del Parlamento fue nombrado SOKRAT DZHINDZHOLIA. Asimismo, el Parlamento de ABJAZIA proclamó su decisión de que, en breve plazo de tiempo, se celebrará un referéndum popular para que el pueblo de ABJAZIA ratifique la nueva Constitución, en un intento de dar mayor legitimidad a su decisión.

En la declaración política realizada por el Legislativo abjazo se señala que ABJAZIA no interrumpe con este acto las conversaciones políticas para el arreglo definitivo del conflicto con GEORGIA y que las mismas continuarán con el objetivo de estabilizar la situación y las relaciones entre "dos países iguales", dentro de una "Unión de Estados".

Este acto del Legislativo abjazo supone un importante intento de romper todos los lazos políticos y jurídicos que todavía unen a esta República con GEORGIA y marca un nuevo punto de inflexión en las relaciones abjazo-georgianas, que puede llegar a interrumpir definitivamente las conversaciones de paz sobre el conflicto e, incluso, provocar la reanudación de las hostilidades.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

1. REACCION DE GEORGIA

Como era previsible, la reacción del Gobierno georgiano no se hizo esperar; el propio Jefe del Estado, EDUARD SHEVARDNAZDE, realizó unas durísimas declaraciones contra el régimen separatista de ABJAZIA, al que acusó de no tener realmente voluntad política de solucionar el conflicto por métodos pacíficos y, por el contrario, tratar de provocar una reanudación de las hostilidades.

Como primera medida, E. SHEVARDNAZDE aplazó la prevista Cumbre entre los Presidentes de RUSIA, GEORGIA y ABJAZIA, que debía haberse celebrado el pasado 2 de diciembre en MOSCU y en la que se debían haber firmado los acuerdos alcanzados durante las conversaciones de GINEBRA el pasado mes de noviembre.

Por su parte, el Parlamento de GEORGIA, reunido en sesión extraordinaria el pasado 01.12.94, aprobó una declaración en la que se expresa que GEORGIA goza de todos los derechos morales, políticos y jurídicos para utilizar todos los medios posibles para restablecer la integridad territorial del Estado.

En su declaración, el Legislativo georgiano señala que el legítimo Sóviet Supremo de ABJAZIA fue disuelto de acuerdo con la legislación vigente el pasado 10.03.94, por lo que, en la actualidad, no existe ningún Organo legitimado en ABJAZIA capaz de adoptar una resolución de esas características.

Asimismo, el Presidente georgiano realizó un llamamiento a la ONU, a la CSCE, a RUSIA y a los países de la CEI para que tomen medidas contra ABJAZIA imponiendo sanciones económicas contra el actual Gobierno de SUJUMI.

A pesar de la convocatoria urgente del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas a instancias del Presidente georgiano, aquél no llegó a adoptar ninguna Resolución al respecto, pero sí emitió una declaración en la que exhorta a las partes en conflicto, especialmente a la abjaza, a atenerse estrictamente al marco fijado por la ONU para conducir las negociaciones, pues sólo dentro del mismo pueden conseguirse avances hacia una solución definitiva del conflicto.

2. ACTITUD DE LA FEDERACION RUSA

Mientras la prensa nacionalista rusa aplaudió la decisión del Parlamento abjazo, un acreditado portavoz de Ministerio de Asuntos Exteriores ruso calificó el hecho de "inesperado y unilateral", así como claramente contradictorio con los esfuerzos mediadores de la propia FEDERACION RUSA, de la ONU y de la CSCE para el arreglo pacífico del conflicto.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Asimismo, el Gobierno ruso emitió un comunicado oficial en el que reafirma su adhesión a la integridad territorial de GEORGIA y a la defensa de los derechos del pueblo "multinacional" de ABJAZIA, asegurando su estatus legal y político.

La derrota de las fuerzas georgianas en ABJAZIA trajo como consecuencia la entrada de GEORGIA en la CEI y la firma del Tratado de Seguridad Colectiva de TASHKENT, principales objetivos de RUSIA con respecto a GEORGIA.

Durante los últimos meses, MOSCU ha tratado de reforzar este acercamiento de GEORGIA a la órbita de influencia rusa, mediante la firma de diversos acuerdos en los ámbitos político, económico y, especialmente, en el militar, utilizando su mediación y su intervención con fuerzas de pacificación en el conflicto como forma de presión sobre el régimen georgiano.

Sin embargo, los sucesivos fracasos en las rondas negociadoras y la inestable situación por la que atraviesa GEORGIA dificultan la puesta en marcha de los mencionados acuerdos. En cuanto a las negociaciones de paz, la principal causa de los fracasos producidos es el problema de repatriación de los más de 200.000 refugiados, cuyo regreso a ABJAZIA es observado por las autoridades abjazas como una amenaza a la actual configuración étnica de la República. Hay que tener en cuenta que los abjazos tan sólo constituían el 17% de la población total de ABJAZIA antes de que se desencadenara el conflicto armado.

Por otro lado y como ha quedado puesto de manifiesto durante los pasados días, aún existe un gran número de rusos, entre ellos políticos y militares, que desde posturas ultranacionalistas apoyan al independentismo abjazo en contra de la integridad territorial de GEORGIA. Estas posturas perjudican la consolidación de la política del KREMLIN hacia GEORGIA y las perspectivas de estabilización del CAUCASO ex-soviético, en donde los conflictos interétnicos tienen un perfecto caldo de cultivo.

Por todo lo anterior, el Gobierno ruso continuará apoyando oficialmente la vía de la negociación, mientras consolida su presencia y su influencia en GEORGIA, con la finalidad de otorgar un estatuto de amplia autonomía a ABJAZIA que satisfaga, sobre el papel, las exigencias de integridad territorial de GEORGIA, pero que, en la práctica, suponga el autogobierno del territorio.

3. PERSPECTIVAS

Tras la caída de la ciudad de SUJUMI, capital de ABJAZIA, en agosto de 1993, en poder de las fuerzas separatistas y de la derrota del Ejército georgiano en el resto del territorio abjazo, el desarrollo de las conversaciones políticas entre

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ambas partes ha estado caracterizado por sucesivos intentos del Gobierno abjazo de obtener la separación jurídica formal de GEORGIA.

El fracaso de la última ronda de negociaciones celebrada en GINEBRA que ha coincidido en el tiempo con la aprobación de la nueva Constitución hace pensar en la falta de una auténtica voluntad negociadora por parte de los abjazos, que parecen preferir la llamada política de hechos consumados, frente a los acuerdos que puedan alcanzarse en una mesa de negociación.

Las conversaciones de GINEBRA han fracasado por la intransigencia abjaza en el tema de los refugiados, que, según su opinión, debe ser resuelto con posterioridad al del futuro estatus político de ABJAZIA.

En este sentido, no cabe duda de que, como ha ocurrido a lo largo de todo el conflicto, la capacidad para resolver el problema de ABJAZIA la tiene MOSCU. Si la FEDERACION RUSA no ejerce una fuerte presión sobre las autoridades abjazas para que moderen su postura y retrasen la entrada en vigor de la nueva Constitución, es más que probable que las conversaciones para el arreglo político del conflicto y la repatriación de los refugiados queden definitivamente paralizadas, pudiendo producirse la eventual reanudación de las hostilidades entre ambas partes.

Asimismo, hay que tener en cuenta que la intervención de fuerzas de pacificación rusas en el conflicto abjazo-georgiano, cuya seguridad podría ponerse en peligro si se produce una ruptura del actual alto el fuego, ha sido utilizada por RUSIA ante la Comunidad Internacional como el principal ejemplo de la capacidad estabilizadora de MOSCU en los conflictos que tienen lugar en la CEI y que, por lo tanto, su mayor interés se centra en mantener la paz en esta región como forma de justificar su intervención en otras zonas donde el KREMLIN quiere reforzar su presencia militar y política.

Fecha de redacción: 13.12.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: CEI: SITUACION EN CHECHENIA SEGUN EL SERVICIO DE INTELIGENCIA EXTERIOR RUSO.

0. INTRODUCCION

En recientes conversaciones mantenidas con el Servicio de Inteligencia Exterior de la FEDERACION RUSA (SVR), se pudo conocer su opinión sobre la situación en la República de CHECHENIA, así como la intensa actividad que el Servicio que dirige E. PRIMAKOV sigue realizando para el seguimiento de este tipo de temas, lo que demuestra su despliegue en las zonas conflictivas de RUSIA.

Es importante destacar la firmeza del SVR en su afirmación de que el conflicto que está teniendo lugar en CHECHENIA tiene un carácter interno, ya que se desarrolla dentro de las fronteras de la FEDERACION RUSA, por lo que es inadmisible cualquier tipo de injerencia internacional. En su opinión, en Occidente no deben establecerse paralelismos entre este conflicto y los que se desarrollan en otros Estados de la CEI.

1. ARGUMENTACIONES DEL SVR

Según el SVR, la intervención de MOSCU en el conflicto de la República caucásica se debe a varias razones. La primera de ellas es la incapacidad de las autoridades chechenas para controlar la situación dentro del territorio de la República, lo que puede provocar una extensión del conflicto a las zonas vecinas del CAUCASO Norte, área especialmente sensible a los ojos del KREMLIN, dado que la mayoría de la población es musulmana y debido a su proximidad geográfica a los Estados del TRANSCAUCASO todos ellos afectados por conflictos de carácter interétnico.

En segundo lugar, el SVR señala la creciente implicación en el conflicto checheno de terceros países y, en concreto, de PAKISTAN y TURQUIA, quienes están enviando armas al régimen de DUDAEV a través de las fronteras de los Estados sureños de la CEI; ayuda que se ve complementada con aportaciones financieras de los mismos países.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Para el SVR, es particularmente grave la actitud de TURQUIA, de la que destaca que es un "país miembro de la OTAN", en lo que supone una velada crítica a las actividades de la Organización Atlántica, algo ya habitual en el discurso del líder ruso en las últimas semanas.

Asimismo, el Servicio ruso señala la presencia de voluntarios de los Estados musulmanes que ya participaron en la guerra de AFGANISTAN y que podrían, una vez concluido el conflicto de CHECHENIA, luchar en otras zonas del mundo y, en concreto, en EUROPA. Una vez más, RUSIA se presenta como el "muro de contención" a la penetración del integrismo en EUROPA, argumento muy utilizado por los miembros del Servicio ruso.

En este sentido, es interesante señalar el paralelismo que en RUSIA se está intentando establecer entre CHECHENIA y AFGANISTAN. En el caso del SVR, el objetivo está claro: se trata de demostrar la necesidad de una rápida intervención rusa en esta República, con objeto de evitar una extensión e intensificación del conflicto.

La última razón por la que el KREMLIN se ha decido a intervenir en CHECHENIA han sido las amenazas de las autoridades de GROZNY de llevar a cabo acciones terroristas en territorio ruso, utilizando para ello a la población chechena -más de un millón de personas de esta etnia- que vive en otras zonas de la Federación.

En cuanto a los medios que según el SVR va utilizar RUSIA para solucionar el conflicto, van a ser, en principio, políticos, aunque se deja abierta la posibilidad del uso de la fuerza en caso de que las negociaciones no den resultado. Según el Servicio ruso, la responsabilidad del derramamiento de sangre recaería plenamente en el Presidente checheno, DUDAEV, cuya personalidad es particularmente difícil, debido a su doble condición de checheno y de antiguo General del Ejército del Aire Soviético.

El objetivo de MOSCU, según el SVR, es la normalización de la situación política en CHECHENIA, lo que significa la vigencia en esta República rebelde de la Constitución de la FEDERACION RUSA, aprobada en referéndum el 12 de diciembre de 1993 y que, en ningún momento, ha sido aceptada por los chechenos, que ni siquiera participaron en el citado plebiscito.

La aceptación de la legalidad rusa en esta República resulta fundamental para el KREMLIN, dado su interés por dejar claro que la integridad territorial de RUSIA es incuestionable y que CHECHENIA forma parte inseparable de la FEDERACION.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

2. VALORACION Y CONCLUSIONES

En cuanto a las misiones del SVR en el conflicto checheno, el citado Servicio reconoce de forma oficial tres, aunque es evidente que su participación va bastante más allá de la que admite públicamente.

La primera misión de la Inteligencia Exterior rusa es la adopción de medidas preventivas para impedir cualquier tipo de atentado contra ciudadanos e instituciones rusas por parte de radicales chechenos u "otros extremistas musulmanes". Estas actividades están enmarcadas en las atribuciones del Servicio relativas a garantizar la seguridad de la población.

En segundo lugar, recoger información sobre posibles actividades de otros países en CHECHENIA, en especial en lo relativo al envío de mercenarios o de armamento, con objeto de impedir que lleguen a manos de la actual dirección de la República.

Finalmente, y estrechamente vinculado con el objetivo anterior, influir sobre las autoridades turcas y pakistaníes para trabajar de forma conjunta en la adopción de medidas que eviten el reclutamiento y envío de voluntarios a GROZNY, tanto desde estos países como desde otros de la zona.

Es interesante destacar que las valoraciones que el Servicio de Inteligencia Exterior de la FEDERACION RUSA hace de la situación en CHECHENIA se corresponden plenamente con los argumentos utilizados por B. ELTSIN antes de la intervención militar, lo que demuestra una vez más la lealtad de este Organismo al líder ruso.

Esto es particularmente importante en estos momentos, si se tiene en cuenta que la práctica totalidad de las fuerzas políticas rusas, incluyendo a los demócratas aliados tradicionales del Presidente, se han puesto en contra de ELTSIN, con lo que puede afirmarse que el SVR es uno de los principales apoyos con los que cuenta el Presidente.

Fecha de redacción: 13.12.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: CRISIS CHECHENA. EVOLUCION Y REPERCUSIONES EN RUSIA.**

0. INTRODUCCION

A partir del pasado día 9.12.94, fecha en la que el Presidente ELTSIN emitió un Decreto por el que ordenaba al Gobierno de la FEDERACION RUSA poner fin al conflicto checheno, la situación en la República de CHECHENIA se ha ido agravando sustancialmente.

En este "Decreto sobre medidas encaminadas a interrumpir la actividad de las formaciones armadas ilegales en el territorio de la República de CHECHENIA", el Presidente justifica la utilización de todos los medios a disposición del Estado para garantizar la seguridad estatal, la legitimidad, los derechos y libertades de los ciudadanos, luchar contra la delincuencia y desarmar las formaciones armadas ilegales. Para ello, ELTSIN se remite al Artículo 13 de la Constitución, en el que se prohíben las actividades encaminadas a violar la integridad territorial de la FEDERACION RUSA.

Tras la publicación del Decreto, ELTSIN ingresó en un hospital para realizarse una operación nasal que le mantendrá apartado de la vida política durante diez días.

1. DESARROLLO DE LOS ACONTECIMIENTOS

Es importante destacar, en este punto, que ya el sábado, 10 de diciembre, las tropas rusas habían completado el cerco a la República secesionista y que los prisioneros rusos habían sido liberados, tras las conversaciones mantenidas entre el Ministro de Defensa ruso, PAVEL GRACHEV, y el Presidente checheno, D. DUDAEV. Parece evidente que estas negociaciones eran sólo una maniobra de MOSCU para ganar tiempo y movilizar a sus tropas.

En la mañana del día 11.12.94, el Ministerio de Defensa dio la orden a las tropas de entrar en CHECHENIA a través de tres frentes, atravesando las vecinas Repúblicas de INGUSHETIA, DAGUESTAN y OSETIA del Norte.

Al margen de los enfrentamientos que vienen sucediéndose en las últimas jornadas entre las Fuerzas Rusas y las tropas

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

del Presidente DUDAEV, se ha iniciado un proceso negociador en VLADIKAVKAZ, capital de OSETIA del Norte, el 12.12.94, entre una comisión procedente de MOSCU, un representante checheno y uno por parte del Consejo Provisional (oposición a DUDAEV).

Por parte del Gobierno ruso participan el Viceministro para Asuntos de las Nacionalidades, VIACHESLAV MIJAILOV, y el Viceprimer Ministro, NEGOROV, y por la República chechena el Ministro de Finanzas, T. ABUBAKAROV. Al representante de la oposición, el Fiscal General, V. VESJANOV, se le impidió la entrada.

La primera jornada negociadora ha resultado infructuosa, dadas las irreconciliables posiciones que, de momento, defienden ambas partes. La comisión chechena solicita que se levante el cerco militar, que se retiren los soldados y, posteriormente, aceptaría deponer las armas. Los rusos exigen que primero se desarmen los chechenos y, entonces, retirarían sus tropas.

Por su parte, B. ELTSIN remitió el mismo 12.12.94 un mensaje al Consejo de la Federación y a la DUMA, Cámaras Alta y Baja del Parlamento, en el que asegura que el objetivo prioritario consiste en hallar una solución política al conflicto, y para ello solicita a los legisladores que formulen propuestas constructivas al respecto.

Muy hábilmente, ELTSIN pidió al Legislativo que se pronunciase sobre la conveniencia de negociar el "status" de la República de CHECHENIA; sobre la posibilidad de introducir los cambios constitucionales necesarios para tal fin y sobre la legitimidad de DUDAEV como parte negociadora, puesto que RUSIA nunca ha considerado válidas las elecciones celebradas en 1991 en la República, en las que DUDAEV fue elegido Presidente.

ELTSIN utiliza para su argumentación la Resolución adoptada por la DUMA el 25.03.94, en la que se establecen los términos de las relaciones con CHECHENIA, según los cuales únicamente se admiten consultas -no negociaciones- y se exige la celebración de elecciones libres como condición previa para las conversaciones.

Un punto importante a destacar es el desbordamiento del conflicto a las zonas vecinas. Así, el Ministro de Defensa, P. GRACHEV, declaró que, a su juicio, era inadmisible que el pueblo ruso haya disparado sobre su propio Ejército, en relación con los incidentes acaecidos en INGUSHETIA, donde se trató de impedir la salida del Ejército ruso hacia CHECHENIA.

GRACHEV afirmó que estos sucesos contaron con el consentimiento del Gobierno de INGUSHETIA y con el apoyo del Ministerio del Interior ingushetio, lo que considera como una declación de guerra de RUSLAM AUSHEV contra RUSIA.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Además, siguiendo la misma línea argumental, en la frontera entre DAGUESTAN y CHECHENIA también se apresaron soldados rusos, liberados más tarde, y gran parte de la población de esta República ha manifestado su apoyo a las fuerzas chechenas.

2. REACCIONES EN MOSCU

Es evidente que, ante estas circunstancias, las reacciones han sido inmediatas a todos los niveles, dadas las características actuales de la vida política en RUSIA, inmersa en plena campaña pre-electoral. La intervención en CHECHENIA abre multitud de posibilidades, tanto a los partidarios como a los detractores de ELTSIN, para sacar partido a su favor.

Por lo que respecta al **Parlamento,** hay que destacar las manifestaciones de los presidentes de ambas Cámaras y de los líderes de las principales facciones políticas.

Así, el Presidente del Consejo de la FEDERACION, VLADIMIR SHUMEYKO, se ha puesto del lado de ELTSIN al afirmar que la entrada de las tropas rusas era imprescindible para resolver la situación y conseguir el desarme de las bandas formadas en la República. Espera, sin embargo, que se alcance una solución negociada en VLADIKAVKAZ.

Por su parte, el Presidente de la DUMA, IVAN RYBKIN, mantiene una postura muy ambigua, en la que, por un lado, defiende la necesidad de mantener la legalidad vigente, es decir el respeto a la Constitución Rusa en el territorio de la FEDERACION, pero en ningún momento se pronuncia a favor de la intervención armada, admitiendo la presencia de las tropas exclusivamente para el mantenimiento del bloqueo de la República.

RYBKIN, que en los últimos meses se ha mostrado muy cercano a la política presidencial, parece querer desmarcarse en estos momentos, ante la eventualidad de un fracaso político del Presidente.

En otro orden de ideas, y por lo que respecta a las facciones parlamentarias, destaca por su agresividad frente al Presidente la postura adoptada por el líder de OPCION RUSIA, el demócrata EGOR GAIDAR, quien desde el primer momento ha condenado cualquier acción armada y ha criticado duramente la decisión de B. ELTSIN.

En esta línea, son las fuerzas demócratas de la DUMA las que han llevado a cabo las acciones más significativas en contra de la intervención militar. Así, el 11.12.94, en una concentración celebrada en la Plaza PUSHKIN de MOSCU, los dirigentes demócratas exigieron la inmediata dimisión del Ministro de Defensa, P. GRACHEV, del Secretario del Consejo de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Seguridad, OLEG LOBOV, y del Jefe del Servicio de Contrainteligencia Federal, SERGUEI STEPASHIN.

La postura de GAIDAR ha provocado el abandono del Ministro de Asuntos Exteriores, A. KOZYREV, de la facción OPCION RUSIA, ya que se mantiene fiel al Presidente ELTSIN.

También el miembro de OPCION RUSIA y Presidente del Comité de Defensa de la DUMA, S. YUSHENKOV, ha calificado de grave error el Decreto presidencial y se ha manifestado a favor de que se exijan las responsabilidades subsiguientes.

La misma posición que OPCION RUSIA ha sido adoptada por el líder de la formación YABLOKO, G. YABLINSKI, quien ha dado un paso más al pedir la destitución de ELTSIN, o, en su defecto, la convocatoria de elecciones anticipadas.

Uno de los pocos que se han puesto claramente al lado de ELTSIN es el Jefe del Grupo Demócrata "Unión 12 de diciembre", BORIS FIODOROV, quien ha respaldado las acciones del Ejecutivo para salvar el sistema estatal ruso y poner en orden a CHECHENIA. Esta actitud puede enmarcarse en el enfrentamiento que en el seno del bloque democrático se viene produciendo entre GAIDAR y FIODOROV.

Los grupos conservadores, comunistas y nacionalistas, han hecho frente común a la hora de atacar al Presidente y todos los líderes de estas formaciones se han decantado por la vía "pacífica y negociada".

MIJAIL LAPSHIN, que encabeza el PARTIDO AGRARIO DE RUSIA, uno de los más críticos dentro del bloque conservador, no se ha mostrado excesivamente hostil al Presidente, declarando que, pese a la introducción de las tropas rusas en CHECHENIA, aún quedan condiciones para sostener negociaciones pacíficas.

Frente a la actitud de los grupos políticos que, en líneas generales y con las excepciones señaladas, coinciden en apostar por una solución política y no militar, en los círculos próximos a ELTSIN (Gobierno y Asesores) se han producido numerosas declaraciones defendiendo su decisión de movilizar las tropas como vía de presión para obligar a DUDAEV a negociar.

Por último, en el seno de las **Fuerzas Armadas** existe divergencia de opiniones en cuanto a la intervención en CHECHENIA. Por una parte, los partidarios de "la mano dura" contra los rebeldes esgrimen que la Doctrina Militar autoriza esa intervención y, además, opinan que hay que proteger por todos los medios disponibles la integridad territorial de la FEDERACION RUSA y la existencia de orden dentro de la misma.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Por otro lado, los detractores de la participación de las Fuerzas Armadas arguyen que, si bien la Doctrina Militar permite este tipo de actuaciones, existen otro tipo de Instituciones con capacidad suficiente como para atender a esta clase de supuestos, debiendo quedar las Fuerzas Armadas como garantes de la defensa de RUSIA frente a enemigos exteriores.

3. VALORACION Y CONCLUSIONES

Es evidente que el Presidente ELTSIN se enfrenta a uno de los momentos más difíciles desde que accedió a su cargo en 1991. Independientemente de cómo finalice el conflicto, cuyo desenlace puede tardar en producirse si se prolonga la escalada bélica, lo cierto es que el Presidente ha puesto en manos de sus adversarios un importante argumento a la hora de socavar su imagen, hecho que puede tener una incidencia directa en los resultados de las próximas elecciones.

A pesar de que una intervención militar parecía estar absolutamente descartada, el fracaso de la acción armada llevada a cabo por la oposición al régimen de DUDAEV el pasado 25 de noviembre ha podido ser el detonante para que ELTSIN haya decidido terminar, de una vez por todas, con una situación que, de mantenerse, podría haber supuesto una seria amenaza para la integridad territorial de la FEDERACION.

De momento, ELTSIN ha logrado que, por primera vez desde que CHECHENIA se autodeclaró independiente, representantes del Gobierno de la República se hayan sentado en una mesa negociadora, algo a lo que nunca había accedido DUDAEV, que sólo estaba dispuesto a mantener negociaciones directas con el Presidente ELTSIN.

En cualquier caso, las consecuencias más importantes del "caso checheno" van a ser de carácter interno, fundamentalmente en dos ámbitos: el futuro de RUSIA como FEDERACION y la evolución política en MOSCU.

En cuanto al primer aspecto, el cómo finalice la crisis chechena y en qué condiciones se acepten por ambas partes constituirán un precedente a tener en cuenta por todos los Sujetos Federales en lo que puede ser el inicio de una nueva fase en la definición de la estructura federal rusa.

Respecto a cómo va a afectar el conflicto a la vida política rusa, el Presidente es el que más riesgo está corriendo. Por ello, está intentando involucrar al Parlamento en el proceso de toma de decisiones, con objeto de amortiguar las posibles consecuencias de la intervención armada, al tiempo que invoca permanentemente a la Constitución como texto en el que ha sustentado sus acciones, a fin de darles una base legal.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Paralelamente, ELTSIN está contrayendo una nueva deuda con algunos sectores del estamento militar, aunque en forma muy diferente al año pasado tras el asalto al Parlamento, dado que, la nueva Doctrina Militar rusa (noviembre de 1993) admite el empleo de las FAS para situaciones de crisis interna.

No cabe duda, de que, si ELTSIN consigue una solución rápida, satisfactoria y con el mínimo derramamiento de sangre, vería favorecidas sus aspiraciones de mantenerse en el poder, al menos hasta la fecha constitucional de celebración de elecciones presidenciales (junio de 1996).

En el caso contrario, es muy probable que la oposición, de la que cada vez forman parte más sectores políticos, forzase un adelantamiento de las elecciones, que podría constituir el fin de la carrera política de BORIS ELTSIN.

Finalmente, puede concluirse que el coste de la crisis chechena va a ser muy elevado para toda la clase política rusa, que no ha dudado en aplicar soluciones de época soviética ni en utilizar una situación que está causando pérdida de vidas humanas con fines electoralistas. Estas actitudes aumentarán la manifiesta desconfianza del pueblo ruso en sus dirigentes y su desinterés por los temas políticos.

Fecha de redacción: 14.12.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO I

TROPAS UTILIZADAS EN EL CONFLICTO DE CHECHENIA

RUSIA

- Alrededor de 200 aviones.
- Fuerzas de Tropas de Fronteras con la misión de evitar la llegada de personal y armamento a CHECHENIA.
- 21.000 hombres de las Fuerzas Armadas y Tropas del Interior, que incluyen:
    - 4.000 hombres pertenecientes a las tropas móviles con base permanente en NALCHIK y VLADIKAVKAZ.
    - 1.600 hombres del Ministerio del Interior desplazados en septiembre y con base en KALACH-ON-DON y NOVO CHERKASSK.
    - 6.000 hombres de las Brigadas Aerotransportables números 21 y 56 con guarnición en TULA, PSKOV, NOVOROSIJSK, STAVROPOL y VOLGODONSK.
    - 9.350 hombres del Ejército de Tierra con base en VLADIKAVKAZ, BUY NAKSK y PROKHLADNY.
- Así mismo, han sido identificados:
    - un Regimiento reforzado de las 76ª y de la 106ª Divisiones Aerotransportables.
    - Elementos de la 19ª División de Infanteria Motorizada.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

CHECHENIA

FUERZAS GUBERNAMENTALES

- Entre 3.500 y 4.000 pertenecientes a las Fuerzas Regulares de Defensa Interior.

- Un número indeterminado de miembros de las Fuerzas de Defensa Interior creadas el pasado mes de septiembre.

- 45 vehículos acorazados, de los cuales aproximadamente la mitad pueden no estar completamente operativos debido a anteriores combates.

FUERZAS DE LA OPOSICION

- Si bien tras los últimos combates el contingente total de tropas puede haber sufrido cambios importantes, se considera que, incluyendo los refuerzos aportados por MOSCU el pasado mes de noviembre, el número total de fuerzas sería:

    - 5.000 hombres

    - 50 carros de combate y vehículos acorazados

    - 9 helicópteros de ataque

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO II

REPUBLICA DE CHECHENIA: DATOS GENERALES

GEOGRAFIA Y POBLACION

Situación: Al Este del CAUCASO Norte

Superficie: 15.000 km^2 (0,1% total FEDERACION RUSA)

Capital: GROZNY (397.000 habitantes):
- 210.000 rusos
- 121.000 chechenos
- 21.000 ingushes
- 14.000 armenios
- 10.000 ucranianos
- 20.000 otras nacionalidades

Orografía: Montañoso

Clima: Continental y seco

Población: 1.350.000 habitantes (0,9 total FR)
- Chechenos 61%
- Rusos 25%
- Ingushes 2%

Nacionalidad titular: Chechenos (designación propia nochtcho)

Grupo lingüístico: Nororiental de las lenguas caucásicas

Religión: Musulmanes suníes de la escuela legal HANEFI. Influenciado fuertemente por organizaciones sufíes y por los llamados "mullahs no registrados" durante la época soviética. Las instituciones islámicas fueron totalmente disueltas, y tras la reinstauración de la República en 1957 existió un Islam oficial con una base mínima.

Durante esta época tuvieron gran influencia las organizaciones islámicas en la clandestinidad, el denominado "Islam paralelo", favorecido por las estructuras sociales.

Una de las características de la vida religiosa, al margen de las instituciones controladas por el Estado, fue una red de lugares sagrado y tubas como destino de peregrinaciones.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

En la actualidad el "Islam paralelo" de época soviética ha vuelto a la vida pública y es instrumentalizado por los líderes políticos. El Presidente DUDAEV ha recuperado símbolos del movimiento de oposición islámico del siglo XIX.

Tras la declaración de independencia de CHECHENIA se eligió un gran mufti y se inició un programa de reconstrucción de mezquitas, y la nueva Constitución del 17.03.92 comienza con la invocación a Dios, pero no recoge ningún aspecto de Estado Islámico conservando una orientación secular.

El Partido Islámico del Renacimiento, que en otras regiones musulmanas de la antigua URSS defiende un rumbo fundamentalista moderado, no tiene ninguna representación en CHECHENIA. Asimismo, la cultura legal de los chechenos está determinada por las normas del ADAT (Ley de las costumbres de la tribu) y no por la doctrina islámica de la SHARIA.

Otros datos:

Del total de los 957.000 chechenos de la FR unos 735.000 viven en la República; 58.000 en DAGUESTAN, y los restantes en otras zonas del CAUCASO y de la Federación. Además, existe una diáspora en TURQUIA y otras zonas de Oriente Medio

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

ANEXO III

REFERENCIA HISTORICA

A).- EPOCA PRESOVIETICA

Los chechenos constituyen un grupo étnico que forma parte de los pueblos autóctonos del Norte del CAUCASO. En la actualidad son la mayor etnia de la zona y los pobladores más antiguos de la región.

Su forma de vida se basaba en el cultivo de cereales y la cría del ganado agrupados en grandes asentamientos compactos. Su base social fue -y es hasta nuestros días- el "TAIP", una unidad tribal que en la mayoría de las ocasiones incluye dos o tres asentamientos, y que se remonta a antepasados comunes de unas 12 generaciones.

El poder político recaía en la Asamblea del pueblo y la organización social se basaba en las estructuras tribales, que permanecen en la actualidad.

Bajo la influencia de GEORGIA profesaron, entre el siglo XI y XIII, el cristianismo, pero mantuvieron elementos culturales precristianos y ancestrales. Desde DAGUESTAN, por el Este, y KABARDINO-BALKARIA, desde el Oeste, los chechenos fueron islamizados a finales del siglo XVIII.

Los chechenos han ejercido tradicionalmente una oposición vehemente contra la política rusa en el Norte del CAUCASO. Su líder más importante fue el Jeque MANSUR USHURMA, que entre 1785 y 1791 creó la primera oposición, "GHASAWAT", es decir, la primera resistencia islámica, "YIHAD" de los pueblos montañeses caucásicos contra el Ejército ruso. Falleció en prisión en 1794 y aún hoy se le considera héroe nacional.

Los chechenos participaron decisivamente en la guerra de resistencia contra RUSIA más importante del Norte del CAUCASO, en el movimiento de los murides y en la "Guerra Santa" encabezada por el Imán SHAMIL, de 1832 a 1859.

Las deportaciones y expulsiones que tuvieron lugar con la represión militar del CAUCASO Norte provocaron una nueva resistencia que motivó una tradición de partisanos que se mantuvo hasta la época soviética.

B).- EPOCA SOVIETICA

Tras la Revolución de 1917, los bolcheviques tuvieron que luchar durante casi 20 años para imponer su poder en esta región. La actual República de CHECHENIA proviene de la

CONFIDENCIAL

República Soviética de los Pueblos Montañeses, creada en 1920, que comprendía las siete nacionalidades principales del CAUCASO Norte y que pronto se desintegró en distintas unidades territoriales. En 1922 se creó un territorio checheno autónomo y en 1924 el ingushe, que se unificaron en 1934, constituyendo en 1936 la República Socialista Soviética Autónoma de CHECHENIA-INGUSHETIA.

Durante la Segunda Guerra Mundial los chechenos intentaron recuperar su independencia, por lo que fueron acusados por STALIN de colaboracionismo con los alemanes, siendo deportados masivamente en 1944 a ASIA Central. Rehabilitados en 1957, pudieron regresar a sus unidades territoriales reinstauradas. Sin embargo, una parte del territorio ingush había sido adjudicado a OSETIA del Norte, hecho que ha sido fuente de conflictos étnico-territoriales que perduran en la actualidad.

C).- ORIGEN DEL CONFLICTO

Nada más desaparecer la UNION SOVIETICA, en diciembre de 1991 se celebró en la parte ingush un referéndum para la creación de la República de INGUSHETIA. Ante el creciente separatismo checheno respecto a RUSIA, MOSCU apoyó la creación de esta nueva República por una ley promulgada el 4 de junio de 1992, quedando definitivamente separada de la República de CHECHENIA.

La República de CHECHENIA es, sin duda, la que mayores problemas plantea a MOSCU, ya que se niega a formar parte del actual sistema federal. El principal causante de esta situación es el líder checheno, DZHOJAR DUDAEV, quien fue elegido Presidente de la República el 27 de octubre de 1991 por un 81% de votos a favor. CHECHENIA declaró su independencia a finales de ese año y se negó a firmar el Tratado de la Federación en 1992.

DUDAEV rechazó la celebración de un referéndum sobre la jefatura y la soberanía de la República propuesto en marzo de 1993 por el Sóviet Supremo de CHECHENIA. A continuación, disolvió el Parlamento, instauró un sistema presidencialista, impuso el estado de excepción en la capital, GROZNY, y cesó al Gobierno. Por otro lado, la oposición ha constituido un Consejo Provisional, especie de Parlamento alternativo, presidido por UMAR AVTURJANOV.

Las tensas relaciones entre MOSCU y GROZNY sufrieron en los meses de julio y agosto de 1994 un sustancial agravamiento, cuando, tras el secuestro de 41 personas por un grupo checheno, el Gobierno de RUSIA difundió un comunicado el 29 de julio sobre la situación en la República, en el que, de una forma abierta, declaró su intención de responder adecuadamente ante el uso de la fuerza que afecte a cualquier ciudadano de la Federación.

CONFIDENCIAL

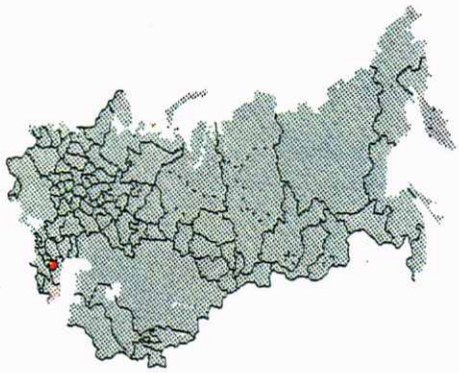
Las fuerzas del Consejo Provisional de la Oposición de CHECHENIA afirmaron, el 1 de agosto, que el Gobierno de DUDAEV había sido derrocado. Ese mismo día se hizo público un "Decreto sobre el Poder" firmado por el Presidente del Consejo Provisional, AVTURJANOV, en el que se afirmaba, entre otros puntos, que dicho Consejo se hacía cargo del poder gubernamental en la República de CHECHENIA, destituyendo del cargo de Presidente a DZHOJAR DUDAEV.

A partir de este momento la situación se ha ido deteriorando, hasta el ataque del pasado día 25 de noviembre lanzado por la oposición y que ha sido el punto de partida para la intervención armada rusa.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

CHECHENIA





CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: PROCESOS DE INTEGRACION ECONOMICA EN EL MARCO DE LA CEI. PERSPECTIVAS.**

0. INTRODUCCION

En términos generales, puede afirmarse que, desde su creación a finales de 1991, la Comunidad de Estados Independientes (CEI) ha pasado por dos etapas. La primera de ellas (1992) se caracterizó por la existencia de tendencias centrífugas como forma de reafirmar la voluntad independentista de cada una de las Repúblicas. Trascurrido dicho año, en el que se dejaron sentir los graves problemas derivados de la ruptura de los lazos económicos interrepublicanos, se inició un movimiento centrípeto (1993-94), que tuvo como respuesta el inicio de diversos procesos de integración en el seno de la CEI, aunque todos ellos con resultados, por ahora, bastante escasos.

El más importante de dichos procesos es el relacionado con la creación de una Unión Económica y Monetaria en el seno de la CEI, aunque existen otros de menor entidad, tales como la Unión Económica de KAZAJSTAN, UZBEKISTAN y KIRGUIZIA, la Unión monetaria de RUSIA y BIELORRUSIA, o los procesos de integración sectorial, que pueden contar, al menos alguno de ellos, con mayores probabilidades de éxito.

1. UNION ECONOMICA Y MONETARIA EN EL SENO DE LA CEI

El Acuerdo sobre Creación de una Unión Económica y Monetaria en el seno de la CEI se alcanzó el 24 de septiembre de 1993, teniendo cada República la posibilidad de adherirse únicamente a los compromisos compatibles con sus intenciones: es decir, se prevé un modelo de integración "a la carta". Sin embargo, a pesar de que este sistema es relativamente flexible y de haber transcurrido ya más de un año desde la firma de dicho Acuerdo, pocos han sido los logros alcanzados al respecto.

En este sentido, conviene señalar que, si bien las Cumbres de Jefes de Estado de la CEI son aprovechadas por todas las Repúblicas (UCRANIA y TURKMENISTAN con algunas reticencias) para manifestarse a favor de la Unión Económica, los resultados prácticos alcanzados son bastante decepcionantes. Por ello,

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

puede afirmarse que dichas Cumbres han quedado reducidas a foros de mantenimiento de relaciones de carácter bilateral, no multilateral, siendo ésta una de las tendencias fundamentales que seguirá la CEI en un futuro próximo: predominio de las relaciones bilaterales sobre aquéllas de carácter multilateral.

Todo lo anterior pudo apreciarse en la reciente Cumbre de MOSCU del pasado 21 de octubre, tras la cual se presentó a los medios de comunicación como un gran éxito el haber alcanzado los acuerdos sobre creación de una zona de libre cambio, de una Unión de Pagos (destinada a hacer convertibles las diferentes monedas nacionales) y del Comité Económico Interestatal (M.E.K.).

Sin embargo, la realidad obliga a ser bastante escépticos sobre la operatividad de los acuerdos anteriores. Así, en primer lugar, la firma de todos los Estados miembro únicamente se alcanzó una vez que se adoptó el modelo "a la carta", por lo que las funciones supranacionales de los órganos antes mencionados quedan reducidas, ya que cada Nación puede decidir su grado de participación y, de esta forma, la cesión de soberanía que está dispuesta a aceptar.

En segundo lugar, una prueba inequívoca de la escasa importancia dada por los líderes republicanos a los acuerdos de MOSCU y, en concreto, a la creación del M.E.K., se desprende al observar que en la primera reunión de dicho organismo, celebrada el pasado 19 de noviembre, la mayoría de los participantes en ella (a excepción de los representantes de RUSIA, MOLDAVIA, GEORGIA y UZBEKISTAN) ni siquiera obtuvieron de sus respectivos Gobiernos las competencias oficiales para tomar parte en las labores del Presídium, lo que no indica sino que la estructuración del Comité continúa siendo una cuestión pendiente.

Pero no sólo son motivos de forma los que obligan a ser escépticos sobre el futuro de la CEI, sino también de fondo. En este sentido, en la reunión anteriormente mencionada se discutió la legislación aduanera, permitiéndose a los Estados participantes establecer otros acuerdos en este campo con terceros países, por lo que una República de la CEI puede pertenecer a dos uniones aduaneras simultáneamente, perdiendo, por tanto, valor este grado de integración en el seno de la CEI.

Un último factor que es necesario observar para analizar el futuro de la Unión Económica y Monetaria en el seno de la CEI lo constituye la posición mantenida por UCRANIA. En este sentido, es ciertamente revelador que las autoridades de esta República únicamente hayan firmado sin reservas la creación del M.E.K, puesto que el acuerdo referente a la Unión de Pagos lo

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

han dejado pendiente hasta la introducción de su moneda nacional.

2. OTROS PROCESOS DE INTEGRACION ECONOMICA

2.1. Unión de los sistemas monetarios de RUSIA y BIELORRUSIA. Ambos países firmaron el pasado 12 de abril el Tratado sobre unificación de los sistemas monetarios de ambas Repúblicas, el cual fue presentado por el entonces Primer Ministro bielorruso, V. KEBICH, como el punto final a la negociación.

Sin embargo, y al margen de problemas técnicos y de la negativa rusa a subsidiar las reformas en BIELORRUSIA, a juzgar por las últimas declaraciones de las autoridades de MINSK, éstas parecen haber renunciado a la idea de unir los sistemas monetarios de ambas Repúblicas.

De esta forma, en el Programa de salida de la crisis del Presidente LUKASHENKO únicamente se menciona de pasada "la necesidad de coordinar con RUSIA una política consensuada de medidas de apoyo a los cursos de las monedas respectivas y a su convertibilidad mutua".

Además, BIELORRUSIA introdujo como único medio legal de pago el rublo bielorruso el pasado 19 de octubre, por lo que parece que el proyecto de unificación se ha abandonado, al menos por el momento.

2.2. Creación de un Espacio Económico Unico en ASIA Central. El 10 de enero del presente año, los Presidentes de KAZAJSTAN y UZBEKISTAN firmaron el Acuerdo de creación de un espacio económico único, estructura a la que poco después se adhirió KIRGUIZIA como miembro fundador. Este nuevo espacio económico entró oficialmente en vigor el 1 de febrero, alcanzando su primer éxito: la eliminación de las aduanas en las fronteras comunes de estos países.

El modelo de integración previsto incluye la libre circulación de recursos productivos y la coordinación de las políticas económicas, a la vez que contempla la posibilidad de incrementar el número de participantes a otras Repúblicas de la CEI.

Respecto a este último punto, es conveniente indicar que no parece probable que las otras dos Repúblicas Centroasiáticas, TURKMENISTAN y TADYIKISTAN, se unan a este espacio económico, la primera, por su tradicional negativa a participar en estructuras de carácter supranacional, y la segunda, por su elevada dependencia de RUSIA.

En cualquier caso, este Espacio Económico Unico constituye el primer acuerdo firme de este tipo en el seno de la CEI y es el único que, si bien a baja velocidad, está avanzando y pro-

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

fundizando su integración, aunque ni a corto ni a medio plazo pueda afirmarse que vaya a suponer para los Estados en él participantes un sustituto de las relaciones económicas que mantienen con la FEDERACION RUSA.

El principal factor de cohesión entre las tres Repúblicas lo constituye el alto grado de complementariedad entre sus economías. Por el lado contrario, la posibilidad de que se intensifique la rivalidad entre KAZAJSTAN y UZBEKISTAN por mantener el liderazgo regional es la principal amenaza que se cierne sobre este proceso de integración.

3. PROCESO DE INTEGRACION DE CARACTER SECTORIAL

Paralelamente a los procesos de integración de carácter macroeconómico, también se han desarrollado esfuerzos tendentes a alcanzar altas cotas de integración sectorial. De esta forma, ya a finales de 1992 y en 1993 se firmaron unos acuerdos de cooperación interrepublicana en materia de inversiones en el campo petrolífero (SURGUT) y otros cuyos objetivos se centraban en favorecer el desarrollo del sector agrario.

Más recientes (septiembre de 1993) el Acuerdo sobre cooperación en la industria metalúrgica y la constitución de la Asociación Interestatal Euroasiática del Carbón y del Metal prevén coordinar las políticas económicas sectoriales, en concreto, todo lo relacionado con la política de precios, determinación de cuotas y otros aspectos de índole similar a los anteriores.

En este mismo sentido, es igualmente necesario señalar que en abril del presente año se reafirmó de nuevo la necesidad de crear grupos financiero-industriales y empresas transnacionales, fijándose las condiciones para establecer tales organismos económicos.

Esta vía, si bien hasta ahora tampoco ha conseguido éxitos significativos, merece una gran atención, ya que RUSIA ha mostrado hacia ella un especial interés, lo que, sin duda, aumenta sus posibilidades de viabilidad. Dicho interés quedó patente en la última visita a MINSK (noviembre del presente año) del Presidente del Consejo de la FEDERACION, V. SHUMEIKO, y del Presidente del Comité de Presupuestos y Finanzas del Consejo de la FEDERACION, NICOLAI GONCHAR, en la que ambos respaldaron la idea de crear dichos grupos financieros-industriales.

Al parecer, los políticos rusos, presionados por los "lobbys" empresariales e industriales, han cambiado la táctica con respecto a la integración, en especial, de UCRANIA y BIELORRUSIA. Conscientes del poder del capital ruso en estos países, (ningún banco bielorruso podría colocarse entre los cien primeros bancos rusos y ningún banco ucraniano entre los 20) y de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

la falta de agresividad del capital occidental en este espacio geográfico, el capital ruso podría conseguir lo que no han logrado los políticos.

De esta forma, aunque no se alcance la integración, RUSIA, al menos, conseguiría la colonización económica de sus vecinos más próximos. De hecho, ya está intentando ocupar posiciones en sectores estratégicos (transformación de petróleos, industrias cósmicas) y en las arterias de distribución que llevan los productos rusos hacia Occidente (oleoductos y gasoductos). Además, con esta colonización RUSIA se evitaría la carga del gran número de empresas ineficientes y no rentables bielorrusas.

4. VALORACION Y PERSPECTIVAS

No cabe duda que los diferentes procesos de integración económica en el ámbito de la CEI han quedado, hasta el momento, reducidos a un conjunto de acuerdos formales y sin apenas contenido real.

En este sentido, existen factores de naturaleza puramente económica que impiden ser optimistas sobre la consecución final y efectiva de mayores cotas de integración. Así, en el momento en que los acuerdos hasta ahora firmados intenten aplicarse de forma real, se pondrán en evidencia todo un conjunto de problemas relacionados con las diversas estructuras económicas, con el distinto grado de avance de las reformas y con los problemas económicos específicos de cada una de las Repúblicas, todo lo cual actuaría en contra de la integración.

Sin embargo, no debe olvidarse que también existen importantes factores que contribuyen a que las tendencias integracionistas se mantengan en el futuro. De esta forma, debe señalarse, en primer lugar, que RUSIA hace tiempo que declaró al "extranjero próximo" como objetivo prioritario en su política exterior, por lo que, sin ningún tipo de dudas, utilizará el arma económica para que las diferentes Repúblicas adopten posiciones favorables a la FEDERACION RUSA, en todos los ámbitos.

En este sentido, hay que tener en cuenta que la economía de RUSIA continúa desempeñando un papel fundamental en el espacio ex-soviético, no sólo por su volumen, sino, sobre todo, por ser el proveedor principal de recursos energéticos y porque de ella depende en gran medida lo que ocurra en el ámbito financiero del resto de las Repúblicas.

Además, existen otros factores objetivos que hacen pensar que, en una perspectiva a corto y medio plazo, las tendencias integradoras se mantendrán. En este sentido, no puede olvidarse que la estructura productiva de la CEI no ha cambiado radical-

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

mente ni que las producciones de las diferentes Repúblicas no sólo son complementarias entre sí (tanto para consumidores intermedios como finales), sino que, en muchos casos, son las únicas a las que una determinada República puede tener acceso, debido, principalmente, a sus menores precios.

Por todo ello, parece que la constitución de una unión económica y monetaria es imposible de realizar a corto o medio plazo, mientras que en una perspectiva más amplia continuaría siendo sumamente difícil.

Como opción más probable de evolución aparecen los modelos de baja integración del tipo de una "Unión de Pagos", pues supondrían pocos cambios respecto a la situación actual y no tendrían los problemas derivados de los procesos de integración más profundos.

Por último, en un horizonte de futuro intermedio no puede descartarse la formación de algún espacio económico de carácter regional entre RUSIA, BIELORRUSIA y TADYIKISTAN, o entre KAZAJSTAN, KIRGUIZIA y UZBEKISTAN, motivados, respectivamente, bien por contar con un país líder que asuma los riesgos y costes de la integración, bien por el alto índice de complementariedad de sus economías.

Fecha de redacción: 14.12.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: ACUERDO RUSO-MOLDAVO SOBRE LA RETIRADA DEL 14° EJERCITO RUSO.**

0. INTRODUCCION

El día 21 de octubre, el Primer Ministro ruso, VICTOR CHERNOMIRDIN, y su homólogo moldavo, ANDREI SANGHELI, firmaron el Acuerdo sobre la retirada de la autoproclamada República del DNIESTER del equipo y tropas del 14° Ejército ruso. El texto del mismo había sido consensuado por ambas partes al término de la décima ronda de conversaciones sobre este contencioso, celebrada el pasado mes de agosto.

Según las cláusulas del referido documento, la retirada ha de estar concluida en un plazo de tres años a partir de la entrada en vigor del mismo. Esto ocurrirá cuando se firmen los ocho protocolos anejos al Acuerdo, cosa que, hasta el momento, sólo ha sido posible con dos de ellos.

1. DESARROLLO DE LOS ACONTECIMIENTOS

El día 02.11.94 se esperaba en CHISINAU la visita del Ministro de Defensa ruso, PAVEL GRACHEV, para la firma de los seis protocolos restantes en los que se abordan las cuestiones de la ayuda social, viviendas para el personal militar, pensiones y un conjunto de medidas referentes a problemas de transporte en el proceso de retirada.

Los dos que ya fueron firmados por GRACHEV y el Ministro de Defensa moldavo, PAVEL CREANGA, contemplan el estatuto de las fuerzas y el control del aeropuerto militar de TIRASPOL. Resta aún por redactar un protocolo sobre cuestiones relativas a la propiedad de lo que dejará el 14° Ejército al retirarse.

Debido a la situación por la que atraviesa el Titular de la Cartera de Defensa de RUSIA, con acusaciones de implicación en casos de corrupción e insistencia por parte de miembros del Parlamento de que dimita, la visita a MOLDAVIA todavía no se ha producido y se está dilatando la entrada en vigor del Acuerdo alcanzado.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

En una primera valoración, podría entenderse que se deseaba eliminar el mayor número de trabas al documento, ya que fue firmado por los Jefes de Gobierno, quedando soslayada la intervención de los respectivos Parlamentos, con lo que se evitan las posibles negativas que, con toda probabilidad, hubiese expresado la DUMA de RUSIA. No obstante, sólo por parte moldava se están haciendo verdaderos esfuerzos dirigidos a que el Acuerdo entre en vigor con la mayor rapidez.

Tampoco está claro que ambas partes entiendan de igual forma el texto firmado, ya que no parece que los planes de futuro a partir del cumplimiento del plazo estipulado de tres años sean los mismos.

Así, en el órgano de prensa del 14° Ejército, "Soldat Otechestva", apareció un comunicado oficial del Gobierno ruso en el que se dice que el Acuerdo firmado se convierte en la base legal para la presencia de las tropas rusas en MOLDAVIA, reconocida en un documento bilateral entre Estados soberanos.

De esta declaración parece desprenderse la intención rusa de mantener su presencia en la región mediante el establecimiento de una base militar rusa en esa zona.

Por otra parte, aunque la retirada de las fuerzas rusas ha sido oficialmente desligada del desarrollo del conflicto entre transdinistrios y moldavos, en los medios de comunicación social se sigue haciendo referencia a un proceso paralelo, según el cual la retirada de tropas debería coincidir en el tiempo con una reglamentación política y la definición de un estatuto especial para TRANSDNISTRIA.

Tampoco coinciden ambas Administraciones en los mecanismos de retirada de las tropas, ya que, ante la primacía del entendimiento bilateral que persigue RUSIA, MOLDAVIA quiere implicar en el proceso al mayor número posible de Organizaciones internacionales (ONU, CSCE), ante el temor de que, en la confusión producida en el desarrollo de la retirada, parte del armamento y munición pasen a manos de estructuras paramilitares transdnistrias, o de grupos mafiosos.

Además de las apreciaciones que sobre el espíritu del Acuerdo puedan tener ambos Gobiernos, existen una serie de circunstancias que impiden dar con rapidez los pasos necesarios para que lo firmado pueda cumplirse.

En primer lugar, hay que apuntar que los miembros del 14° Ejército, en su mayoría (50% de los oficiales y 80% de los suboficiales y soldados) originarios de TRANSDNISTRIA, se resisten a abandonar el territorio. Además, su Comandante en Jefe, el Teniente General ALEXANDER LEBED, ha manifestado en reiteradas ocasiones que la Unidad bajo su mando constituye un

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

factor estabilizador y que una retirada apresurada implicaría el riesgo de aumento de la tensión entre las partes enfrentadas.

En segundo lugar, tanto LEBED como el Jefe de las Fuerzas del Ejército de Tierra de RUSIA, Coronel General VLADIMIR SEMENOV, han manifestado que las tareas logísticas derivadas del proceso de retirada hacen necesario que el plazo previsto de tres años deba ser ampliado. Según ambos militares, sólo el traslado de las toneladas de munición almacenada requeriría un plazo no inferior a 45 meses.

Un tercer obstáculo constituye el hecho de que la retirada del 14° Ejército debe hacerse a través de suelo ucraniano. Por ahora, los Ministerios de Defensa y Asuntos Exteriores de UCRANIA no han abordado la cuestión en profundidad. Pero lo que sí parece seguro es que, debido a la naturaleza peligrosa del material a transportar, se pondrán reparos a dicho tránsito y se exigirá una compensación económica.

Por último, a medida que existe un mayor acercamiento entre MOSCU y CHISINAU, las diferencias entre ésta última y TIRASPOL se acentúan. En esta capital se ha prohibido el uso de la grafía latina en las escuelas; dos centros escolares moldavos han sido transformados en centros de enseñanza rusos; y se ha despedido a los profesores moldavos. Todo esto ha generado un clima de tensión que puede degenerar en violencia.

En el último proyecto de estatuto presentado por las autoridades de TRANSDNISTRIA, las actividades deportivas son el único aspecto en el que están dispuestas a consentir una política conjunta. Por lo que respecta a la política exterior, defensa, presupuesto, moneda, Constitución y otros aspectos, el proyecto contempla una completa separación entre ambas Administraciones.

2. VALORACION

La política de defensa de los derechos de la población rusa residente fuera de las fronteras de la FEDERACION, la intención del KREMLIN de mantener su influencia en los BALCANES y el deseo ruso de limitar la de RUMANIA en MOLDAVIA hacen que la retirada de las tropas no pueda considerarse como un hecho que se producirá con toda seguridad.

A estos tres factores mencionados hay que añadir la retirada, el pasado día 23 de noviembre, de la mitad de las tropas de pacificación que RUSIA tiene desplegadas en MOLDAVIA desde mediados de 1992. Las autoridades moldavas han criticado esta medida, ya que puede suponer una justificación más para la permanencia en TRANSDNISTRIA de la Gran Unidad rusa en caso de un rebrote de la violencia.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Además, TIRASPOL parece estar buscando con sus acciones desestabilizar la situación actual y provocar un conflicto en el que sea necesario implicar al 14° Ejército ruso, justificando así la necesidad del mismo como garante de la estabilidad en la zona.

Si bien la firma del Acuerdo de retirada de las tropas rusas constituye un primer paso en la satisfacción, por parte de RUSIA, de las exigencias moldavas, lo cierto es que parece no existir la voluntad necesaria, tanto dentro de la FEDERACION como por parte de otros implicados, de cumplir los compromisos adquiridos.

Fecha de Redacción: 28.11.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: EVOLUCION DE LA SITUACION EN AZERBAIYAN. IMPLICACIONES PARA LA FEDERACION RUSA.**

0. INTRODUCCION

La convulsión política interna desencadenada en AZERBAIYAN durante los primeros días del pasado mes de octubre ha afectado a la estabilidad de la República y al liderazgo del Presidente, G. ALIEV, que, a medio plazo, puede verse obligado a ceder parte de su poder y a variar algunas de sus directrices en política exterior.

En la actualidad, para el estudio de la situación interna en AZERBAIYAN y las perspectivas de pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, hay que tener en cuenta una serie de factores que se encuentran interconectados y de cuya evolución dependerán en gran parte la consolidación del actual régimen político azerí y la resolución del conflicto karabají. Estos factores son los siguientes:

- Relaciones bilaterales entre AZERBAIYAN y RUSIA, con dos temas principales en disputa: la cuestión del petróleo y el arreglo pacífico del conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

- Iniciativas de la CSCE para la pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, en relación con la actitud de RUSIA ante las mismas.

- Papel que otras potencia regionales como TURQUIA e IRAN juegan en la zona y sus relaciones con AZERBAIYAN y RUSIA.

1. SITUACION POLITICA INTERNA

A pesar de que el Presidente ALIEV logró controlar en pocos días las sublevaciones militares y políticas que a principios de octubre trataron de derrocarle y de que, como consecuencia de ello, se puede hablar de un cierto reforzamiento del liderazgo de ALIEV, no cabe duda de que la situación política interna de la República no es estable, lo que puede provocar luchas por el poder, incluso entre los máximos dirigentes del país, como el Presidente del Parlamento, R. QULIYEV, que podría suponer, a corto plazo, una amenaza para la posición del propio ALIEV.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

A raíz de los acontecimientos de octubre el número de enemigos políticos de ALIEV ha crecido, debido, en primer lugar, a las "purgas" políticas de cargos civiles y militares que han sido acusados de haber conspirado contra el Régimen, entre ellos el ex-Primer Ministro, GUSEINOV, uno de sus principales rivales, y en segundo lugar, a las fuertes discrepancias de algunos grupos políticos parlamentarios con la política exterior del Gobierno, que pretende un acercamiento a Occidente en detrimento de las relaciones con TURQUIA y RUSIA.

En resumen, aunque el Presidente ALIEV cuenta, por el momento, con los suficientes apoyos políticos parlamentarios para mantenerse en el poder, no son descartables nuevas intentonas de golpe de Estado, encabezadas por cualquiera de las facciones, tanto prorrusas como proturcas, que ven amenazados sus intereses y que vendrían a sumarse a la larga lista de cambios políticos bruscos que AZERBAIYAN ha sufrido durante su corta historia como país soberano e independiente.

Asimismo, el Presidente ALIEV deberá enfrentarse en los próximos meses con una grave situación económica en el país, condicionada por la guerra, y con el problema de la repatriación de un millón de refugiados provocados por el conflicto del KARABAJ.

1. EL CONTRATO DEL PETROLEO

El pasado 20 de septiembre, la Compañía Estatal de Petróleo de AZERBAIYAN firmó en BAKU un contrato multimillonario con un consorcio de compañías, mayoritariamente occidentales, para la cesión de la explotación de los yacimientos de petróleo situados en el Mar CASPIO.

La firma de este contrato, en el que la Compañía rusa LUKOIL tan sólo obtuvo el 10%, desató rápidamente las críticas de MOSCU, que criticó abiertamente al Gobierno azerí por haber tomado una decisión unilateral sobre un tema que, según su opinión, requería un acuerdo global de todos los países ribereños del Mar CASPIO.

A pesar de esto, conviene señalar que dentro del propio Gobierno ruso no existe unanimidad de criterios sobre la postura que se debe adoptar ante el problema del petróleo. Así, el Ministerio de Asuntos Exteriores criticó abiertamente la firma del contrato y llegó a proponer la imposición de sanciones económicas a AZERBAIYAN, mientras que el Ministerio de Energía se ha manifestado a favor del acuerdo y ha defendido la conveniencia de que RUSIA participe con el 10% en la explotación del crudo.

Estas diferencias de opinión dentro del Gobierno ruso ponen de manifiesto una cierta descoordinación en estos temas

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

y, especialmente, en la política rusa hacia la CEI. Parece claro, sin embargo, que algunos Ministerios rusos no están dispuestos a permitir la entrada de compañías occidentales en las Repúblicas de la CEI. En la entrevista que mantuvieron el Presidente ALIEV y el Presidente ELTSIN el pasado 17.11.94 en el KREMLIN, el líder ruso aclaró en cierta medida esta cuestión, al decir que MOSCU no tiene pretensiones extraordinarias en lo referente al Contrato del Petróleo firmado por AZERBAIYAN.

Por otro lado y previamente a la ratificación del Contrato del Petróleo por el Parlamento azerí -15.11.94-, IRAN consiguió obtener un 5% de la inversión total, mediante la cesión por parte de AZERBAIYAN de una cuarta parte de su participación. IRAN ha ofrecido a cambio de esta participación en el consorcio ayuda técnica para el establecimiento de una nueva industria de hidrocarburos en AZERBAIYAN.

Este hecho fue calificado por TURQUIA como un trato de favor injustificado de AZERBAIYAN a IRAN, ya que la participación turca en el acuerdo es mucho menor (1,75%), lo que contrasta abiertamente con las reiteradas promesas de fraternidad y cooperación de ALIEV a TURQUIA y con las ayudas políticas y económicas que el Gobierno turco ha venido prestando a AZERBAIYAN desde que obtuviera su independencia. El Gobierno turco ha manifestado su intención de pedir explicaciones oficiales a BAKU y exigirá la ampliación de su cuota de participación.

Todas estas negociaciones de "última hora" entre AZERBAIYAN, IRAN, RUSIA y TURQUIA reflejan, por un lado, la enorme complejidad e importancia del tema energético en el CAUCASO, que debería ser regulado por un acuerdo global de los países ribereños para evitar alianzas bilaterales de carácter coyuntural que amenazan la estabilidad en la zona, y por otro, un cierto entendimiento entre RUSIA e IRAN en este asunto, en contra de las propuestas turcas para la construcción del nuevo oleoducto.

2. EL CONFLICTO DE NAGORNO-KARABAJ

Por lo que se refiere a la cuestión del arreglo pacífico del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, las posturas de RUSIA y AZERBAIYAN se encuentran enfrentadas, debido a las reiteradas negativas del Gobierno azerí a aceptar la interposición de fuerzas de pacificación formadas por tropas rusas y la aplicación del Plan de Paz propuesto por MOSCU.

A pesar de ello, no hay que olvidar que los esfuerzos mediadores rusos son los únicos que han conseguido instaurar en la región un alto el fuego duradero, que cuenta en la actualidad con seis meses de vigencia ininterrumpida. RUSIA, en este sentido, continúa siendo la única potencia regional capaz de

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

garantizar la paz en la zona y sin cuyo apoyo resultaría prácticamente imposible el desarrollo de una Operación de Mantenimiento de la Paz internacional en NAGORNO-KARABAJ.

A pesar de los seis meses de alto el fuego, roto tan sólo por pequeños enfrentamientos armados de carácter esporádico, los avances en el proceso de arreglo político del conflicto han sido escasos. El régimen azerí continúa insistiendo en que previamente a la firma del Acuerdo de Paz definitivo se debe producir la retirada incondicional de las tropas armenias de todos los territorios ocupados en AZERBAIYAN, incluyendo el corredor de LACHIN, que une NAGORNO-KARABAJ con ARMENIA, y la ciudad de SUSHA, situada dentro del enclave armenio y que antes de comenzar el conflicto estaba poblada por azerbaiyanos.

En este sentido, AZERBAIYAN parece contar con el apoyo de las NACIONES UNIDAS, cuyo Secretario General en una reciente visita oficial a la zona declaró el reconocimiento de la ONU de la integridad territorial de AZERBAIYAN y la inviolabilidad de sus fronteras actuales, así como condenó la adquisición por la fuerza de nuevos territorios y exigió la retirada de las fuerzas armenias de las zonas ocupadas.

AZERBAIYAN, aunque apoya oficialmente las labores de mediación de la CSCE, desearía contar con la intervención directa de la ONU en el proceso de pacificación, que podría actuar como observador y garante del cumplimiento de los acuerdos.

En el encuentro mantenido en el KREMLIN, el pasado 17.11.94, entre ALIEV y ELTSIN, tras reconocer el difícil momento por el que atraviesan las negociaciones sobre el conflicto, acordaron la celebración de una reunión entre los Presidentes de RUSIA, ARMENIA y AZERBAIYAN para tratar de acelerar la búsqueda de un compromiso amplio entre BAKU y EREVAN en lo referente al conflicto karabají. Sin embargo, la fecha de este encuentro todavía no ha sido hecha pública, pero podría tener lugar en vísperas de la próxima Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno de la CSCE, que se celebrará los próximos 5 y 6 de diciembre en BUDAPEST.

A pesar de todos estos intercambios de opiniones, que producen escasos avances en el proceso pacificador, el Gobierno azerí sigue insistiendo en su apoyo a los esfuerzos mediadores de la CSCE y en la puesta en marcha de una Operación de Mantenimiento de la Paz (OMP) internacional en la que las tropas rusas podrían participar con un contingente no superior al 30% del total de fuerzas.

Los preparativos de esta OMP por parte de la CSCE se encuentran bastante avanzados y la decisión política deberá ser tomada en la Cumbre de BUDAPEST. No obstante, conviene señalar

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

que la puesta en marcha y el éxito final de esta misión dependerán en gran medida de la actitud que RUSIA tome ante la misma y de su apoyo técnico y militar sobre el terreno.

3. CONCLUSIONES

No cabe duda de que los próximos meses van a ser cruciales para el futuro desarrollo de AZERBAIYAN como Estado independiente, tanto por las resoluciones que finalmente se adopten para el conflicto de NAGORNO-KARABAJ, como por la capacidad que el Presidente ALIEV tenga para mantener al margen a sus rivales políticos.

Asimismo, el Gobierno azerí deberá emprender las necesarias reformas económicas en el país, que permitan la recuperación de un nivel de vida aceptable para la población, y la puesta en marcha de las siguientes fases del Contrato del Petróleo.

En cuanto a la cuestión de NAGORNO-KARABAJ, se puede concluir que, a pesar de los buenos oficios de la Comunidad Internacional y de las exigencias básicas del Gobierno azerí, respaldadas por la ONU, MOSCU continuará presionando en todos los foros, con la finalidad de, por un lado, pacificar este prolongado conflicto y estabilizar la situación en el CAUCASO sin subordinar sus fuerzas de pacificación a otros organismos (CSCE, ONU) distintos de los suyos, y por otro, conseguir el control de los recursos petrolíferos del Mar CASPIO a través de la construcción del nuevo oleoducto por territorio ruso.

En este sentido, si RUSIA no consigue en la próxima Cumbre de la CSCE en BUDAPEST el respaldo internacional a su propuesta de OMP en NAGORNO-KARABAJ, muy probablemente optará por continuar con su política al margen de esta Conferencia, o tratará de incluir esta cuestión en una negociación más amplia sobre otros temas y Acuerdos Internacionales, como el Tratado de Fuerzas Convencionales en EUROPA que el Gobierno ruso pretende revisar.

Fecha de redacción: 29.11.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: PERSPECTIVAS ECONOMICAS PARA UCRANIA ANTE LA RECIENTE ACELERACION DE LA REFORMA.**

0. INTRODUCCION

Durante los meses de septiembre y octubre, la situación económica en UCRANIA tuvo como rasgos característicos la caída del curso del karbovanet y el pronosticado crecimiento de la inflación, evidenciándose en todos los ámbitos el gran atraso en el avance de las reformas económicas.

Ante esta situación, el Presidente KUCHMA ha reiterado su voluntad de llevar a cabo la reforma económica, que, según su discurso ante el Parlamento el pasado 11 de octubre, comprende los siguientes elementos: lucha contra la inflación y contra el déficit presupuestario; aceleración de la privatización de la propiedad estatal, incluida la tierra; liberalización de la actividad económica exterior; y desarrollo de una activa política social, entre otros.

Para ello, KUCHMA, como paso previo, ha formado un equipo económico, que, en general, puede considerarse bastante homogéneo y sin diferencias conceptuales profundas entre sus miembros, al frente de los cuales se encuentra el recientemente nombrado Primer Viceprimer Ministro, VIKTOR PINZENNIK, de orientación reformista.

Paralelamente, en el último mes, el Presidente ha desarrollado una intensa actividad en el ámbito económico con la aprobación de diversas medidas de carácter reformista, tales como la liberalización de los precios, el inicio de la liberalización de la actividad económica exterior, o la introducción de la propiedad privada de la tierra.

Todo ello ha llevado a que en medios periodísticos se haya afirmado que en UCRANIA ha tenido lugar el inicio de una "terapia de choque". Sin embargo, tal afirmación resulta un tanto exagerada, fundamentalmente, por las escasas posibilidades reales de llevarse a la práctica.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

1. PARTICULARIDADES DE LA SITUACION ECONOMICA EN SEPTIEMBRE-OCTUBRE

Sin duda, el desarrollo de carácter económico más significativo en UCRANIA durante los meses de septiembre y octubre fue la caída del curso de la moneda nacional, al sufrir una depreciación del 100%, pasando de 50.000 karbovanet/dólar, a principios de septiembre, a 100.000 krb/$, a finales de octubre.

Paralelamente, a mediados de octubre tuvo lugar la pronosticada aceleración de la inflación (7% en septiembre y 22% en octubre), lo que puede desembocar en la aparición de una nueva espiral "precios-rentas".

El escenario anteriormente descrito vino determinado por la imposibilidad de realizar de forma prolongada una férrea política monetaria deflacionista, que, además, se vio perjudicada por la evolución en la esfera monetario-crediticia y por la escasa liberalización de la economía, sobre todo en los ámbitos exterior y de precios.

No obstante, la gravedad de la situación empeoró por un conjunto de factores de diversa naturaleza, entre los que destacan las altas expectativas inflacionarias creadas tras la discusión parlamentaria sobre el aumento de los pagos sociales y del salario mínimo, la situación en el mercado de divisas, el aumento de la inflación en RUSIA, la caída de los tipos de refinanciación del Banco Nacional de UCRANIA y el aumento de la actividad especulativa de las estructuras comerciales en el mercado de divisas.

Conviene señalar, además, un factor adicional al que no se le ha dado la importancia que merece: la entrevista que KUCHMA mantuvo con los periodistas occidentales, en la que manifestó la voluntad de realizar una reforma monetaria para finales de año. Esta información, que tuvo una gran difusión en círculos comerciales, provocó un crecimiento de la demanda de divisas y el "abandono" del krb, sobre todo teniendo en cuenta que la circulación en metálico al margen del sistema bancario es de 70 billones de krb.

Por último, dentro de la esfera presupuestaria merece una valoración positiva la intención de las autoridades ucranianas de reducir el déficit desde el 20% del PIB hasta el 10% para finales de año. Sin embargo, las posibilidades reales de lograrlo despiertan serias dudas, ya que el aumento del sueldo de las personas que cobran del Presupuesto, de los subsidios y de otros pagos suponen un incremento de los gastos presupuestarios de 57 billones de krb, cantidad que supera el déficit presupuestario de principios de septiembre.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

2. ACELERACION DEL PROCESO DE REFORMAS

A lo largo de los últimos meses, el Presidente KUCHMA ha intensificado su actividad en el ámbito económico con la aprobación de diversas medidas, todas ellas de carácter reformista.

De esta forma, en vísperas de la reunión de WINNIPEG (CANADA), KUCHMA aprobó dos importantes Decretos para demostrar a los líderes occidentales su firme decisión de avanzar por el camino de las reformas de mercado. Así, en primer lugar, el Presidente promulgó la liberalización de los precios. Sin embargo, dicha liberalización debe considerarse parcial, pues se siguen manteniendo los límites de los recargos comerciales y de abastecimientos, los precios máximos al por mayor y al por menor y los coeficientes sobre tarifas, todo lo cual no permite contemplar el cambio en la formación de precios como una auténtica liberalización.

El segundo Decreto hace referencia a la reducción de la lista de productos cuya exportación está sujeta al sistema de cuotas y licencias, aunque se siguen manteniendo las licencias sobre la exportación de grano, carbón y metales ferrosos y no ferrosos, a la vez que la venta de metales preciosos deberá ser autorizada por el Ministerio de Finanzas.

Previamente a la aprobación de las dos medidas anteriores, el Presidente de UCRANIA unificó los dos tipos de cambio existentes, el oficial y el comercial, en un sólo curso, que no vendrá fijado ni por el Banco Nacional de UCRANIA (B.N.U) ni por otra autoridad oficial, sino que será el resultado de las subastas en la Bolsa de Divisas de KIEV.

También en ámbito cambiario, es ciertamente destacable la decisión del B.N.U. del pasado 18 de noviembre por la que se suspende la expedición de licencias para la realización del comercio y la prestación de servicios con pago en divisa extranjera. Igualmente, se establece que el período de vigencia de las licencias ya concedidas finaliza el 18 de febrero del próximo año, lo que no significa sino la prohibición del uso de divisas en el mercado interno a partir de dicha fecha.

No obstante, el comercio y la prestación de servicios con pago en moneda extranjera se permiten sólo mediante los contratos suscritos antes del 18 de noviembre y registrados antes del 1 de diciembre del presente año en el Banco Republicano de CRIMEA, o en las Administraciones Regionales del B.N.U.

Los objetivos perseguidos, según se señala en la disposición, consistirían en " estabilizar el curso del karbovanets, desarrollar el mercado de divisas y suspender la circulación de monedas extranjeras en territorio ucraniano". Sin embargo, es necesario añadir que dicha medida parece destinada a conseguir el objetivo del B.N.U. y del Gobierno de haber realizado

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

a primeros de año próximo las reformas necesarias para poder introducir la grivna con unas mínimas garantías.

Un último Decreto presidencial, aunque no menos importante, es el dedicado a acelerar la reforma de la tierra. En dicho documento se señala que la privatización de la tierra es el objetivo prioritario de la reforma agraria, a la vez que su transferencia deberá realizarse sobre una base voluntaria y teniendo en cuenta que "la tierra debe pertenecer a aquéllos que la trabajan".

De igual forma, dicha disposición declara el derecho a la compra-venta de la tierra, a su donación, intercambio, o herencia, entre otros.

Esta disposición es realmente importante, por cuanto que, por primera vez, se intenta romper con una de las tradiciones más arraigadas en UCRANIA: la propiedad colectiva de la tierra. Sin embargo, su efectiva puesta en práctica plantea numerosas dudas, ya que existen importantes grupos políticos y sociales radicalmente contrarios a ella. Una prueba de ello es que el Presidente del Parlamento, A. MOROZ, ya ha declarado que dicha medida "generará problemas" y que llevará a "la destrucción de las haciendas colectivas y a la venta de la tierra a extranjeros".

3. VALORACION Y PERSPECTIVAS

El conjunto de medidas adoptadas en el último mes y medio ponen de manifiesto la clara intención del Presidente KUCHMA de poner en práctica un programa de reformas económicas más agresivo que el adoptado en su anterior etapa al frente del Gobierno. Sin embargo, existen muy serias dudas sobre la capacidad de su ejecución práctica.

Así, las decisiones de privatizar la tierra, de reducir los subsidios a la agricultura, a la industria y a la minería y de liberalizar la actividad económica desencadenarán un conflicto abierto con las fuerzas de izquierda, con los agrarios y con el "cuerpo de directores", grupos todos ellos que cuentan con un gran poder, tanto en el Parlamento, como en la sociedad, y que, sin ninguna duda, intentarán bloquear la puesta en práctica de la reforma.

De esta forma, parece claro que el único apoyo con el que cuenta el Presidente KUCHMA es el de Occidente, que ha recibido con cierto entusiasmo la adopción de las anteriores medidas, lo que se ha reflejado en la concesión por parte del FMI de un crédito de 365 millones de dólares para apoyar el programa de reforma radical de la economía. Además, este respaldo se ha visto incrementado tras la aprobación de la Ley sobre ratificación del Tratado de No Proliferación.

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

Por todo ello, respecto a las perspectivas a largo plazo, se puede ser optimista en cuanto que se ha puesto en evidencia un nuevo curso reformista con efectos especialmente positivos derivados de los cambios en las esferas de la regulación de divisas, de la actividad económica exterior y de la propiedad. Sin embargo, las posibilidades prácticas de aplicación de las medidas anteriormente mencionadas y los graves y complejos problemas económicos a los que se enfrenta UCRANIA obligan a mantener una posición pesimista sobre las perspectivas de desarrollo económico de la República.

A corto plazo, la evolución de la situación viene condicionada por las medidas adoptadas por el Banco Nacional de UCRANIA para prevenir la hiperinflación, entre las cuales destacan la introducción de un curso único de la moneda ucraniana, el karbovanet, el aumento de la tasa de refinanciación a un 300% y el establecimiento de una moratoria parcial en la concesión de créditos.

Dichas medidas, unidas a que el B.N.U., a diferencia de lo que ocurría a finales del año pasado, dispone de ciertos recursos para intervenir en las subastas de la Bolsa Ucraniana Interbancaria de Divisas, y a que la recepción de la primera parte del Crédito de Transformaciones Sistemáticas del F.M.I. permite suavizar la situación del déficit estatal, permiten pensar en una inflación controlada, aunque en cifras todavía de dos dígitos.

Por último, parece claro que la prohibición parcial del crédito y el encarecimiento del mismo se reflejará, no sólo en un deterioro de la situación de los bancos comerciales, sino, también, en la esfera la producción, siendo previsible una mayor caída de la actividad productiva y un empeoramiento de la crisis de pagos.

Fecha de redacción: 30.11.94

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

N/Ref. IA23/

S/Ref.

NOTA INFORMATIVA

ASUNTO: **CEI: ACTITUD DEL SERVICIO DE INTELIGENCIA EXTERIOR RUSO HACIA LA PARTICIPACION DE LA CSCE EN OPERACIONES DE MANTENIMIENTO DE LA PAZ DENTRO Y FUERA DE LA CEI.**

0. INTRODUCCION

Recientemente, el Servicio de Inteligencia Exterior de la FEDERACION RUSA (SVR), dirigido por EVGENI PRIMAKOV, ha dado a conocer su valoración sobre la doctrina de la Conferencia de Seguridad y Cooperación en EUROPA (CSCE) en materia de Operaciones de Mantenimiento de la Paz (OMP,s) y sobre las labores de mediación de esta Conferencia en los conflictos existentes en la Comunidad de Estados Independientes (CEI).

Según los especialistas del SVR, el interés de Occidente por los conflictos abiertos actualmente en la CEI ha aumentado considerablemente durante los últimos meses, junto con la voluntad política de los principales Estados miembros de la CSCE de reforzar el papel de esta Organización en los ámbitos de prevención y resolución pacífica de conflictos.

Este aumento en el interés de Occidente por los "puntos calientes" de la CEI se debe, según el citado Servicio, principalmente a los deseos de algunos países, como TURQUIA, ALEMANIA, o EE.UU., por desempeñar un papel más activo en la regulación de estos conflictos, con la finalidad de defender sus propios intereses y mantener la estabilidad en la CEI. En este sentido, conviene señalar que una ola de conflictos armados en la CEI acabaría afectando profundamente a RUSIA y, por lo tanto, desestabilizando la situación en EUROPA Occidental hasta extremos mucho más graves que los provocados por el conflicto de Los BALCANES.

El papel que el SVR concede a la CSCE en la prevención y pacificación de los conflictos armados en la CEI es importante. Según el SVR, RUSIA es uno de los países más comprometidos con la idea de institucionalizar y reforzar mediante compromisos políticos el futuro papel de la CSCE, como principal Organización regional de Seguridad en EUROPA.

Sin embargo, esta postura no supone una dejación de la defensa de sus intereses estratégicos en su zona de influencia,

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

la CEI, sino un reconocimiento de estos intereses dentro de los foros internacionales adecuados.

1. POSTURA DEL SVR SOBRE LAS OPERACIONES DE MANTENIMIENTO DE LA PAZ EN EL MARCO DE LA CSCE

Según el SVR, el capítulo dedicado a la planificación y desarrollo de OMP,s en el marco de la CSCE es de vital importancia para RUSIA, por cuanto los conflictos que se están desarrollando en el territorio de la antigua URSS tienen una repercusión directa y muy importante sobre los intereses de la FEDERACION RUSA.

Estas circunstancias han provocado que la diplomacia de MOSCU haya variado sus puntos de vista sobre este asunto desde la celebración del Consejo de Ministros de la CSCE en ROMA en diciembre de 1993. En esta reunión se decidió aprobar la participación de la llamada "tercera parte" en OMP,s, cuyo documento de desarrollo viene discutiéndose desde entonces, sin que, hasta el momento, se haya alcanzado un acuerdo.

Dicha modificación ha supuesto un notable endurecimiento de la posición de la FEDERACION RUSA, cuyo origen, según el SVR, se encuentra en el abandono del idealismo que había venido caracterizando la actuación de la diplomacia rusa en este ámbito. Por contra, desde la aprobación de las líneas directrices de la política exterior rusa, los responsables de esta materia han adoptado una posición más pragmática, buscando, sobre todo, la defensa de los intereses de la FEDERACION.

El cambio propuesto trataría de evitar que los principios generales por los que se han de regir las OMP,s que se desarrollan en el marco de la CSCE restrinjan las posibilidades de actuación rusa a través del mecanismo denominado de "terceras partes". Las autoridades de MOSCU serían partidarias de llevar a cabo un estudio individualizado de la situación, caso por caso, que permitiera la ejecución a la medida de las citadas operaciones.

En este sentido, cabe destacar que el SVR mostró un especial interés por reafirmar lo particular del caso de la CEI a la hora de diseñar las OMP,s que hayan de llevarse a cabo en su territorio, ya que, desde su punto de vista, las necesidades estratégicas de la FEDERACION RUSA en este asunto no podrían, bajo ningún concepto, quedar soslayadas por la actuación de una Organización internacional como la CSCE.

2. VALORACION DEL SVR SOBRE LAS LABORES DE MEDIACION DE LA CSCE EN LOS CONFLICTOS DE LA CEI

Según el SVR, dentro de la CSCE coexisten dos interpretaciones sobre la forma en la que esta Conferencia debería

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

participar en las Operaciones de Mantenimiento de la Paz en los conflictos armados que tienen lugar en la CEI. Estos conflictos son los siguientes: ABJAZIA en GEORGIA, NAGORNO-KARABAJ en AZERBAIYAN, TRANDSNISTRIA en MOLDAVIA, y TADYIKISTAN.

La primera interpretación, basada en el Acta final de HELSINKI y que será discutida en la próxima Cumbre de BUDAPEST, consiste en dar cumplimiento a los principios generales de la CSCE sobre Operaciones de Mantenimiento de Paz. Para ello habría que crear una fuerza de pacificación no permanente, en el marco de la Conferencia, para su intervención en cada uno de los "puntos calientes" de la CEI que se pretenda pacificar.

En este sentido se podrían enmarcar los esfuerzos que la CSCE está realizando en la actualidad para la creación de una Operación de Mantenimiento de la Paz formada por fuerzas multinacionales, para actuar en el conflicto de NAGORNO-KARABAJ.

La segunda interpretación, que es la defendida por la FEDERACION RUSA, mantiene que la CSCE debería desarrollar la posibilidad de actuar a través de la denominada "tercera parte", cuyo documento de desarrollo deberá ser aprobado en la Cumbre de BUDAPEST. Esta opción incluiría la concesión de un mandato CSCE a RUSIA, mediante el cual sus fuerzas pudieran actuar en los conflictos de la CEI.

La justificación de esta postura se refiere tanto a los aspectos históricos que unen a RUSIA con todas las Repúblicas ex-soviéticas y el desarrollo de fuertes lazos económicos, culturales y sociales, como a la necesidad de avanzar en el camino de la consolidación de la CSCE como principal Organización Europea en el ámbito de la Seguridad, lo que hace necesario confiar determinado tipo de misiones a aquellos países con capacidad real para desarrollarlas.

Otra propuesta del SVR en este tema se refiere a la necesidad de establecer una prelación de los conflictos atendiendo a su gravedad y a sus posibles repercusiones. Así, y mientras en Occidente se da mayor importancia al conflicto de NAGORNO-KARABAJ, que muy probablemente será utilizado como un primer campo de pruebas para la regulación de conflictos por parte de la CSCE, en la práctica es la guerra de TADYIKISTAN la que presenta mayores problemas para su pacificación, debido a la intensidad y extensión del conflicto.

Los expertos rusos señalaron que el repentino interés de Occidente por el conflicto de NAGORNO-KARABAJ se debe a intereses particulares de algunos países, que pretenden, a través de una intervención multinacional en este conflicto, asegurar la disponibilidad de los recursos petrolíferos del Mar CASPIO. Esta teoría se ha visto reforzada por la firma el

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

pasado 20.09.94 del denominado "Contrato del Siglo" entre AZERBAIYAN y un consorcio de compañías petrolíferas, principalmente occidentales.

Junto a estos intereses de carácter económico, RUSIA cree que existe una fuerte campaña oficial por parte de TURQUIA dirigida a expandir su influencia en el CAUCASO y en las Repúblicas turcófonas del ASIA CENTRAL ex-soviética. TURQUIA, como miembro de la OTAN y tradicional aliada de EE.UU. en esta zona, podría contar con el apoyo de las principales potencias occidentales para sus planes expansionistas.

2.1. Actitud del SVR ante una posible OMP en NAGORNO-KARABAJ.- Por otro lado, y ante la celeridad con que la CSCE viene actuando en lo relativo al conflicto de NAGORNO-KARABAJ, a lo largo de los últimos meses, el SVR destaca que RUSIA no se opone, en principio, a que la CSCE tome parte en dicha OMP. Sin embargo, entiende imprescindible establecer una serie de consideraciones de cara a su desarrollo en este territorio.

Entre ellas destacan la necesidad de que se adopten medidas con una cierta rapidez, cuestión que, en estos momentos, se ve muy dificultada por el hecho mismo del sistema de funcionamiento de los mecanismos de toma de decisiones en el marco de la CSCE. Asimismo, rechazan la posibilidad de que, llegado el momento del despliegue de una fuerza multinacional en la CEI, dicha fuerza tuviera participación alemana, estadounidense, o turca y establecen como imprescindible la articulación de un sistema eficaz de financiación de estas operaciones, cuyo desarrollo práctico podría ser la creación de un fondo voluntario destinado al efecto.

Según el SVR, las labores de mediación de la CSCE a través del denominado Grupo de MINSK han dado escasos resultados positivos en la pacificación del conflicto karabají. Por el contrario, la actuación de RUSIA como mediador aceptado por las partes ha conseguido establecer el único alto el fuego duradero entre ellas, que entró en vigor hace ya seis meses.

El hecho de que RUSIA se haya comprometido desde hace años con el proceso de arreglo pacífico del conflicto y su mejor conocimiento del terreno, la lengua, la cultura, y sus estructuras de seguridad, la colocan en una situación inmejorable para hacerse cargo de una hipotética OMP autorizada por la CSCE en NAGORNO-KARABAJ.

El Servicio de Inteligencia Exterior ruso considera que el envío de una fuerza de mantenimiento de la paz formada por tropas multinacionales a NAGORNO-KARABAJ obtendría escasos resultados y pondría en grave peligro la seguridad de estas fuerzas. El envío de esta fuerza multinacional no es posible sin la aceptación de las partes, con lo que su llegada puede

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

retrasarse excesivamente, provocando una reactivación del conflicto.

Debido a todos estos condicionantes, desde el punto de vista ruso sólo es posible adoptar una decisión intermedia para la pacificación del conflicto de NAGORNO-KARABAJ, que suponga la participación de RUSIA con sus fuerzas y el apoyo político y financiero de otros países dentro del ámbito de la CSCE.

3. CONCLUSIONES

Como principal conclusión de carácter general, se puede señalar que se ha podido detectar un considerable endurecimiento de la postura rusa en lo que se refiere a la defensa de sus intereses políticos, económicos y culturales en la esfera internacional y, más concretamente, en la CEI.

En este sentido, la principal reivindiación de RUSIA en la actualidad se centra en la obtención de un reconocimiento internacional de su papel como gran potencia y de la CEI como Organización de carácter regional en la que poder ejercer su influencia.

Según el SVR, RUSIA trata de desarrollar lo máximo posible los proyectos de cooperación dentro del ámbito geográfico de la CEI, con la finalidad de mantener la estabilidad, tanto en la FEDERACION, como en EUROPA. Estos proyectos, que se desarrollan en todos los ámbitos, están directamente relacionados con la especial "responsabilidad" que la FEDERACION RUSA debe desempeñar en su "extranjero próximo".

Sin embargo, para el SVR esta política hacia la CEI no implica el resurgimiento de un nuevo imperialismo ruso en su espacio de influencia. En su opinión, este tipo de acusaciones son puramente propagandistas y tienen como objetivo fundamental el permitir a algunos países occidentales defender sus intereses políticos y económicos en la CEI.

La Comunidad Internacional, y muy especialmente los países participantes en la CSCE, debe comprender y aceptar el especial papel que la FEDERACION RUSA desempeña, de hecho, dentro de la CEI. En este sentido, de la actitud que la CSCE adopte finalmente con respecto a la mediación y pacificación de los conflictos que tienen lugar en la CEI dependerá en gran parte el apoyo que RUSIA otorgue al actual proceso de institucionalización y reforzamiento político de la Conferencia.

Si la CSCE no acepta las propuestas rusas sobre la realización de Operaciones de Mantenimiento de la Paz en la CEI y, especialmente, sobre el desarrollo del concepto de "tercera parte" como vía para solventar los problemas organizativos de la CSCE en misiones de pacificación, es previsible que RUSIA

CONFIDENCIAL

CONFIDENCIAL

continúe con su política hacia la CEI, al margen de la CSCE, con todas las consecuencias que ello implique para el futuro de esta Conferencia.

En este sentido, no cabe duda de que RUSIA podría acudir al Consejo de Seguridad de las NACIONES UNIDAS para obtener Resoluciones favorables en aquellos casos en los que la CSCE no admita sus requisitos, como ya ha ocurrido en el conflicto de ABJAZIA.

En definitiva, se puede concluir que el SVR trabaja activamente para transmitir la idea a los países europeos de que es necesario desarrollar el papel de la CSCE como Organización de seguridad en el ámbito europeo, en su doble vertiente de prevención y gestión de conflictos y como estructura de seguridad.

Esto indica que, a pesar de la rigidez de las posturas mantenidas por RUSIA en el tema de OMP,s en el territorio de la CEI, no parece probable que la no consecución de sus objetivos en este terreno pueda provocar el abandono de la actual política rusa de apoyo a la CSCE.

Fecha de redacción: 22.11.94

CONFIDENCIAL